

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

31 janvier 2007

PROJET DE LOI

**modifiant le Code judiciaire en vue de lutter
contre l'arriéré judiciaire**

AMENDEMENTS

N° 1 DU GOUVERNEMENT

Art. 26

**Remplacer l'article 782bis, alinéa 1^{er}, proposé
comme suit:**

«Sauf en matière répressive et disciplinaire, le jugement est prononcé par le Président de la Chambre qui l'a rendu même en l'absence des autres juges et du ministère public.».

JUSTIFICATION

Cet amendement a pour but d'intégrer une observation du Conseil Supérieur de la Justice qui recommande de ne pas appliquer le système simplifié de prononciation des jugements en matière pénale et disciplinaire, en raison de ses missions légales en la matière.

Document précédent :

Doc 51 **2811/ (2006/2007)** :
001 : Projet de loi.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

31 januari 2007

WETSONTWERP

**tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek
met het oog op het bestrijden van de
gerechtelijke achterstand**

AMENDEMENTEN

Nr. 1 VAN DE REGERING

Art. 26

**Het voorgestelde artikel 782bis, eerste lid, ver-
vangen als volgt:**

«Behalve voor straf- en tuchtzaken, wordt het vonnis uitgesproken door de voorzitter van de kamer die het heeft gewezen zelfs in afwezigheid van de andere rechters en van het openbaar ministerie.».

VERANTWOORDING

Dit amendement beoogt het integreren van een opmerking van de Hoge Raad voor de Justitie die aanbeveelt om het vereenvoudigde stelsel voor uitspraken in straf- en tuchtzaken niet toe te passen omwille van de wettelijke opdrachten ervan ter zake.

Voorgaand document :

Doc 51 **2811/ (2006/2007)** :
001 : Wetsontwerp.

N° 2 DU GOUVERNEMENT

Art. 25

Compléter l'article 782 proposé par un l'alinéa suivant, libellé comme suit:

«L'alinéa 1^{er} n'est cependant pas d'application si le ou les juges estiment que le jugement peut être prononcé immédiatement après les débats.».

JUSTIFICATION

Cet amendement a pour but de ne pas empêcher les jugements «sur les bancs», qui interviennent souvent dans les affaires simples. Cet amendement évitera que le prononcé soit reporté du temps nécessaire à la rédaction et à la signature du jugement.

La ministre de la Justice,

Laurette ONKELINX

N° 3 DE M. ARENS

Art. 3

Supprimer cet article

JUSTIFICATION

Cet amendement reprend les propositions et arguments développés par le professeur J. Englebert lors de son audition du 16 janvier 2007.

Si le but de l'article 18^{ter} est de couvrir, par exemple, l'irrecevabilité qui se déduirait du choix d'un mauvais acte introductif d'instance, il conviendrait de le préciser expressément. Dans ce cas toutefois, il semble que le texte proposé ne soit pas pertinent pour aboutir au résultat souhaité.

Dans la note remise par l'OBFG à la commission de la justice le 16 janvier dernier, l'OBFG dénonce de façon claire et convaincante les insuffisances et imprécisions de l'exposé des motifs en ce qui concerne la justification de l'introduction d'un article 18^{ter} dans le Code judiciaire.

La portée de cette disposition est, par contre, expliquée de façon plus convaincante par le professeur de Leval dans les leçons qu'il a dispensées au cours des mois de novembre et décembre 2006 à l'Université Libre de Bruxelles, dans le cadre de la chaire Francqui.

Nr. 2 VAN DE REGERING

Art. 25

Het voorgestelde artikel 782 aanvullen met een lid, luidende:

«Het eerste lid is evenwel niet van toepassing indien de rechter of rechters oordelen dat het vonnis onmiddellijk na de debatten kan worden uitgesproken.».

VERANTWOORDING

Dit amendement heeft tot doel de vonnissen «op de banken» niet te verhinderen, omdat dit vaak gebeurt bij eenvoudige zaken. Dit amendement zal vermijden dat de uitspraak langer wordt uitgesteld dan de tijd die nodig is voor de opstelling en de ondertekening van het vonnis.

De minister van Justitie,

Laurette ONKELINX

Nr. 3 VAN DE HEER ARENS

Art. 3

Dit artikel weglaten.

VERANTWOORDING

In dit amendement zijn de voorstellen en argumenten vervat die meester J. Englebert tijdens de hoorzitting van 16 januari 2007 heeft uiteengezet.

Als artikel 18^{ter}er bijvoorbeeld toe strekt de onontvankelijkheid te dekken die zou voortvloeien uit een slechte akte van rechtsingang, zou dat uitdrukkelijk moeten worden aangegeven. In dat geval lijkt de ontworpen tekst echter niet adequaat om het beoogde resultaat te bereiken.

De OBFG heeft in de nota die zij op 16 januari 2007 aan de commissie voor de Justitie heeft bezorgd, in verband met de verantwoording van de invoering van een artikel 18^{ter} in het Gerechtelijk Wetboek, duidelijk en overtuigend de gebreken en onduidelijkheden van de memorie van toelichting aan de kaak gesteld.

De draagwijdte van die bepaling wordt nog overtuigender uitgelegd door professor de Leval in de lessen die hij in november en december 2006 aan de *Université Libre de Bruxelles* heeft gegeven in het kader van de Francqui-leerstoel.

On peut en effet lire dans le texte de la troisième leçon (n°41), le passage suivant:

«Le défaut de qualité, le défaut d'intérêt, la prescription, le délai préfix et la chose jugée constitue des causes d'irrecevabilité au sens strict. Le Code judiciaire ou les lois spéciales utilisent le même vocable pour sanctionner le non respect d'irrégularité relevant davantage de la théorie des nullités telle qu'elle est organisée par les articles 860 à 867 du Code judiciaire. Ces 'quasi' irrecevabilités pourraient être régularisées. Aussi, l'avant projet précité prévoit-il d'insérer, outre l'article 18bis dans le Code judiciaire [...] un article 18ter stipulant que «l'irrecevabilité sera écartée si sa cause a disparu lors de la clôture des débats» [note: ce texte est devenu dans le projet 2811 «l'irrecevabilité sera écartée si sa cause a disparu au moment où le juge statue»]. Ces dispositions, inspirées des articles 123 et 126 du Code judiciaire français, vont au-delà de ceux-ci puisque l'article 18ter concerne, indépendamment des causes d'irrecevabilité étendues au sens strict, celles qui relèvent de règles de procédure, non sanctionnées de nullité et dont le non respect entraîne le rejet de la demande sans examen du fond».

Pour illustrer son propos l'auteur analyse ensuite le cas de «l'accomplissement d'un acte de procédure à la place d'un autre», dans les termes suivants: «peut-on considérer qu'il y a violation d'une règle d'organisation judiciaire insusceptible de couverture en cas d'accomplissement d'un acte de procédure à la place d'un autre, ce cas étant suivant certains susceptible de se ramener en fait au cas de l'omission d'un acte puisqu'un acte devait être effectué et qu'il ne l'a pas été. Actuellement le choix irrégulier d'un mode d'introduction de l'instance (utilisation d'une requête contradictoire en lieu et place d'une citation) est lourdement sanctionnée puisque suivant la Cour de cassation, l'article 700 du Code judiciaire est une règle relevant de l'organisation judiciaire de telle sorte que le moyen tiré de la violation de cette règle d'ordre public peut être invoquée pour la première fois devant la Cour de cassation». Après avoir commenté la jurisprudence de la Cour de cassation et de la Cour d'arbitrage sur cette controverse et avoir critiqué le caractère excessif de la sanction, le professeur de Leval précise «en tout état de cause, le futur article 18ter pourrait apporter une réponse équilibrée à cette question embrouillée en permettant la régularisation de l'acte introductif d'instance».

Il se déduit de ces explications que le but de l'introduction d'un article 18ter dans le Code judiciaire est notamment de pouvoir régulariser l'usage d'une requête contradictoire comme mode introductif d'instance en lieu et place d'une citation lorsque la loi n'autorise pas la requête mais au contraire impose la citation.

L'objection formulée par l'OBFG dans son texte remis en commission quant à la praticabilité de la couverture d'une irrecevabilité découlant de l'usage d'un mauvais acte de procédure en cours de procédure reste entier. Dans l'état actuel de la jurisprudence de la Cour de cassation, l'introduction d'une procédure par requête contradictoire alors que la loi prévoit une citation entraîne l'irrecevabilité de la demande à défaut pour l'acte utilisé d'avoir valablement saisi le juge. Comment cette cause

In de tekst van de derde les (nr. 41) vindt men immers de volgende passage:

«Le défaut de qualité, le défaut d'intérêt, la prescription, le délai préfix et la chose jugée constitue des causes d'irrecevabilité au sens strict. Le Code judiciaire ou les lois spéciales utilisent le même vocable pour sanctionner le non respect d'irrégularité relevant davantage de la théorie des nullités telle qu'elle est organisée par les articles 860 à 867 du Code judiciaire. Ces 'quasi' irrecevabilités pourraient être régularisées. Aussi, l'avant projet précité prévoit-il d'insérer, outre l'article 18bis dans le Code judiciaire [...] un article 18ter stipulant que «l'irrecevabilité sera écartée si sa cause a disparu lors de la clôture des débats» [note: ce texte est devenu dans le projet 2811 «l'irrecevabilité sera écartée si sa cause a disparu au moment où le juge statue»]. Ces dispositions, inspirées des articles 123 et 126 du Code judiciaire français, vont au-delà de ceux-ci puisque l'article 18ter concerne, indépendamment des causes d'irrecevabilité étendues au sens strict, celles qui relèvent de règles de procédure, non sanctionnées de nullité et dont le non respect entraîne le rejet de la demande sans examen du fond».

Om zijn betoog kracht bij te zetten, analyseert hij vervolgens het geval van de verrichting van een proceshandeling in plaats van een andere en preciseert hij het volgende: «peut-on considérer qu'il y a violation d'une règle d'organisation judiciaire insusceptible de couverture en cas d'accomplissement d'un acte de procédure à la place d'un autre, ce cas étant suivant certains susceptible de se ramener en fait au cas de l'omission d'un acte puisqu'un acte devait être effectué et qu'il ne l'a pas été. Actuellement le choix irrégulier d'un mode d'introduction de l'instance (utilisation d'une requête contradictoire en lieu et place d'une citation) est lourdement sanctionnée puisque suivant la Cour de cassation, l'article 700 du Code judiciaire est une règle relevant de l'organisation judiciaire de telle sorte que le moyen tiré de la violation de cette règle d'ordre public peut être invoquée pour la première fois devant la Cour de cassation». Professor de Leval geeft nog het volgende aan, na commentaar te hebben geleverd op de rechtspraak van het Hof van Cassatie en van het Arbitragehof over die controverse en nadat hij het buitensporig karakter van de sanctie heeft bekritiseerd: «en tout état de cause, le futur article 18ter pourrait apporter une réponse équilibrée à cette question embrouillée en permettant la régularisation de l'acte introductif d'instance».

Uit een en ander leidt men af dat het doel van de invoeging van artikel 18ter in het Gerechtelijk Wetboek er onder meer in bestaat het gebruik van een verzoekschrift op tegenspraak te regulariseren als wijze van rechtsingang in plaats van een dagvaarding, als de wet het verzoekschrift niet toestaat maar daarentegen de dagvaarding oplegt.

Dat doet niets af aan het bezwaar dat de OBFG heeft geformuleerd in de tekst die zij ter hand heeft gesteld van de commissie in verband met de haalbaarheid van de dekking van een onontvankelijkheid die voortvloeit uit het gebruik van een slechte akte in de loop van het geding. In de huidige stand van de rechtspraak van het Hof van Cassatie leidt de inleiding van een procedure aan de hand van een verzoekschrift op tegenspraak (terwijl de wet in een dagvaarding voorziet) tot de

d'irrecevabilité peut-elle avoir disparue au moment où le juge statue?

Pratiquement, la seule façon de faire disparaître cette cause d'irrecevabilité serait de réintroduire une procédure au moyen de l'acte introductif d'instance prévu par la loi, en l'espèce la citation. Mais dans ce cas, s'agit-il d'une couverture d'une irrégularité antérieure ou plutôt d'une introduction d'une nouvelle procédure? Et dans ce cas, ne faudra-t-il pas pour le juge se placer à la date de la signification du nouvel acte introductif d'instance pour vérifier si les conditions légales sont réunies (notamment le respect d'un délai préfix ou d'une règle de prescription). Comme on le voit, la proposition d'ajout d'un article 18ter est de nature à créer nettement plus de problèmes que d'en résoudre.

Reste d'ailleurs également ouverte la question de savoir si cet article s'applique lorsque le demandeur en justice remplace la citation non pas par un autre acte introductif d'instance prévu par le Code judiciaire dans certains cas particuliers, mais par un acte totalement inconnu du Code judiciaire.

Pour l'ensemble de ces motifs, il est suggéré de supprimer l'article 3 du projet de loi.

En pratique, cet article revient à admettre qu'un demandeur aura à l'avenir quasi le libre choix entre la citation et la requête contradictoire pour introduire son action puisque même si la loi ne l'autorise pas, l'usage de la requête contradictoire en cours de procédure être régularisé. Si tel est bien le but du Gouvernement, il conviendrait qu'il l'exprime de façon claire et précise.

Dans ce cas, il serait sans doute plus simple de ne pas s'attaquer à la sanction d'une norme que l'on trouve exagérée, mais bien de tout simplement modifier la norme, en modifiant l'article 700 du Code judiciaire comme suit: «les demandes principales sont portées devant le juge au moyen d'une citation ou d'une requête contradictoire, sans préjudice des règles particulières au comparation volontaire et aux procédures sur requête unilatérale».

Dans ce cas, l'usage d'une requête contradictoire ne serait plus sanctionné de l'irrecevabilité de la demande. Il n'est toutefois pas certain qu'il existe, aujourd'hui, un consensus pour généraliser la requête comme mode d'introduction des procédures civiles.

Une autre solution, encore plus efficace serait simplement de prévoir qu'un mode introductif d'instance irrégulier interrompt néanmoins la prescription. C'est en ce sens que vont les dialogues Justices: «Par ailleurs, en ce qui concerne le problème de la prescription, les Dialogues justice suggèrent aussi que l'acte introductif d'instance nul en la forme soit interruptif de prescription de la même manière que l'acte introductif d'instance donné devant un juge incompétent (voy. la page 130; cette suggestion, inspirée des travaux de Monsieur Jean-François

ononvankelijkheid van de vordering omdat de gebruikte akte de rechter niet op geldige wijze heeft geadieerd. Hoe kan die grond van onontvankelijkheid verdwijnen wanneer de rechter uitspraak doet?

Praktisch gezien zou de enige manier om die grond van onontvankelijkheid te doen verdwijnen erin bestaan de procedure opnieuw in te leiden aan de hand van de door de wet bepaalde akte van rechtsingang, in dezen de dagvaarding. Gaat het in dat geval echter om de dekking van een vroegere onregelmatigheid of veeleer om de inleiding van een nieuwe procedure? Zou de rechter zich in dat geval niet moeten uitgaan van de datum van de betekening van een nieuwe akte van rechtsingang om na te gaan of aan de wettelijke voorwaarden is voldaan (onder meer de inachtneming van een fatale termijn of van een verjaringsregel)? Zoals men kan vaststellen, kan de invoering van een artikel 18ter veel meer problemen veroorzaken dan oplossen.

Voorts blijft ook de vraag onbeantwoord of dat artikel van toepassing is als de eiser in rechte de dagvaarding niet vangt door een andere akte van rechtsingang waarin het Gerechtelijk Wetboek in bepaalde bijzondere gevallen voorziet, maar door een in dat Wetboek volkomen onbekende akte.

Om al die redenen wordt voorgesteld artikel 3 van het wetsontwerp weg te laten.

In de praktijk komt dat artikel erop neer dat men toestaat dat een eiser, om zijn vordering in te stellen, voortaan nagenoeg de vrije keuze zal hebben tussen de dagvaarding en het verzoekschrift op tegenspraak aangezien zelfs als de wet het niet toestaat, het gebruik van het verzoekschrift op tegenspraak in de loop van de procedure geregulariseerd kan worden. Als zulks wel degelijk het doel van de regering is, zou ze dat duidelijk en nauwkeurig moeten aangeven.

In dat geval zou het wellicht eenvoudiger zijn niet de bestraffing aan te pakken van een norm die men overdreven acht, maar wel gewoonweg de norm te wijzigen, door artikel 700 van het Gerechtelijk Wetboek als volgt te redigeren: «Hoofdvorderingen worden bij dagvaarding of verzoekschrift op tegenspraak voor de rechter gebracht, onverminderd de bijzondere regels inzake vrijwillige verschijning en rechtspleging op verzoekschrift.».

In dat geval zou het gebruik van een verzoekschrift op tegenspraak niet langer worden gesanctioneerd door de niet-ontvankelijkheid van de vordering. Het staat echter niet vast dat thans een consensus bestaat om het verzoekschrift te veralgemenen als wijze van inleiding van de burgerlijke procedures.

Een andere en zelfs nog doeltreffender oplossing zou er gewoonweg in bestaan te bepalen dat een onregelmatige wijze van inleiding toch de verjaring stuit. De «Justitiedialogen» gaan in die zin: «Par ailleurs, en ce qui concerne le problème de la prescription, les Dialogues justice suggèrent aussi que l'acte introductif d'instance nul en la forme soit interruptif de prescription de la même manière que l'acte introductif d'instance donné devant un juge incompétent (voy. la page 130; cette suggestion, inspirée des travaux de Monsieur Jean-François

van DROOGHENBROECK («La prescription libératoire: paradigme ou paradoxe de la sécurité juridique?», J.T., 2004, p. 337) est reprise dans une proposition de loi modifiant le Code civil et le Code judiciaire en vue de supprimer des formalités de procédure onéreuses et superflues, Doc. Parl. Sénat, session 2004-2005, n° 3-972/1; supra n° 18 note 80); au demeurant une telle solution est consacrée par l'article 40 alinéa 3 de la loi du 13 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire (infra n° 41 b)» (G. de Leval, Chaire Francqui, leçon n° 3).

Mais cela implique une modification de l'article 2247 du Code civil, actuellement rédigé comme suit: «Si l'assignation est nulle par défaut de forme, si le demandeur se désiste de sa demande, ou si sa demande est rejetée, l'interruption est regardée comme non avenue».

L'art. 2244 C. civ. énonce que «une citation en justice, un commandement ou une saisie, signifiés à celui qu'on veut empêcher de prescrire, forment l'interruption civile». L'art. 2246 précise déjà que «la citation en justice, donnée même devant un juge incompétent, interrompt la prescription». La même règle s'applique aussi en matière d'emploi des langues (art. 40)

Il conviendrait donc de modifier l'art. 2247 et de préciser que l'introduction d'une procédure en justice interrompt la prescription même si l'acte introductif d'instance est nul en la forme ou si il y a eu erreur dans le choix de l'acte introductif (exemple, une requête en lieu et place d'une citation).

En paraphrasant l'art. 40 de la loi sur l'emploi des langues, on pourrait imaginer le texte suivant: «Les actes introductifs d'instance déclarés nuls pour vice de forme ou irrecevable pour violation d'une règle de procédure interrompent la prescription».

Par ailleurs, il apparaît des explications précitées ainsi que de l'exposé des motifs que le nouvel article 18ter n'est pas de nature à s'appliquer à l'irrecevabilité découlant de l'absence d'intérêt ou de qualité. Selon les explications complémentaires données par le professeur de Leval dans son exposé à la chaire Francqui, il semble qu'il faille ajouter au défaut de qualité et au défaut d'intérêt comme étant exclues de l'article 18ter, les irrecevabilités découlant de la prescription, du non respect d'un délai préfix et de la chose jugée (op. cit., n°41, p.11, note 11). Si telle est bien la volonté du Gouvernement, il s'impose de la préciser expressément dans le texte de la loi et de ne pas se contenter d'une simple précision dans l'exposé des motifs.

En effet, telle qu'elle est actuellement proposée, la rédaction de l'article 18ter ne permet nullement d'exclure de son champ d'application les irrecevabilités découlant d'une absence de qualité, d'une absence d'intérêt, de la prescription, du non respect d'un délai préfix et de l'autorité de chose jugée. Si on ne voit pas comment techniquement une irrecevabilité découlant de la prescription d'un droit, de la violation d'un délai préfix ou

van DROOGHENBROECK («La prescription libératoire: paradigme ou paradoxe de la sécurité juridique?», J.T., 2004, p. 337) est reprise dans une proposition de loi modifiant le Code civil et le Code judiciaire en vue de supprimer des formalités de procédure onéreuses et superflues, Doc. Parl. Sénat, session 2004-2005, n° 3-972/1; supra n° 18 note 80); au demeurant une telle solution est consacrée par l'article 40 alinéa 3 de la loi du 13 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire (infra n° 41 b) (G. de Leval, Francqui-leerstoel, les nr. 3.).

Dat impliceert echter een wijziging van artikel 2247 van het Burgerlijk Wetboek, dat thans luidt als volgt: «Indien de dagvaarding nietig is uit hoofde van een gebrek in de vorm, Indien de eiser afstand doet van zijn eis, Of indien zijn eis wordt afgewezen, Wordt de stuiting voor niet bestaande gehouden.».

Artikel 2244 van het Burgerlijk Wetboek bepaalt het volgende: «Een dagvaarding voor het gerecht, een bevel tot betaling, of een beslag, betekend aan hem die men wil beletten de verjaring te verkrijgen, vormen burgerlijke stuiting.» Artikel 2246 van het Burgerlijk Wetboek geeft reeds het volgende aan: «Ook de dagvaarding voor een onbevoegde rechter stuit de verjaring.» De zelfde regel geldt reeds inzake het gebruik der talen (artikel 40).

Bijgevolg zou artikel 2247 moeten worden gewijzigd en zou moeten worden bepaald dat de inleiding van een gerechtelijke procedure de verjaring stuit zelfs als de akte van rechtsingang nietig is naar de vorm of als er een vergissing werd begaan in de keuze van de akte van rechtsingang (bijvoorbeeld een verzoekschrift in plaats van een dagvaarding).

Door artikel 40 van de wet op het gebruik der talen te parafaseren, zou men de volgende tekst kunnen voorstellen: «De akten van rechtsingang, nietig verklaard wegens vormgebrek of onontvankelijk wegens schending van een procedureregule, stuiten de verjaring.».

Uit de voormelde uitleg en uit de memorie van toelichting blijkt voorts dat het nieuwe artikel 18ter niet van dien aard is dat het zal worden toegepast op de onontvankelijkheid die voortvloeit uit het ontbreken van belang of hoedanigheid. Volgens de nadere uitleg die professor de Leval in zijn uiteenzetting in het kader van de Francqui-leerstoel heeft gegeven, moeten aan het ontbreken van hoedanigheid en aan het ontbreken van belang als zijnde uitgesloten van artikel 18ter, de onontvankelijkheden worden toegevoegd die voortvloeien uit de verjaring, de niet-inachtneming van een fatale termijn en het rechterlijk gewijsde (op. cit., nr. 41, blz. 11, noot 1). Als de regering wel degelijk dat nastreeft, moet dat uitdrukkelijk in de wet worden gepreciseerd en mag men geen genoegen nemen met een loutere aanwijzing in de memorie van toelichting.

Artikel 18ter, zoals het thans in het wetontwerp geredigeerd is, biedt immers geenszins de mogelijkheid de onontvankelijkheden die voortvloeien uit het ontbreken van hoedanigheid, het ontbreken van belang, de verjaring, de niet-inachtneming van een fatale termijn en het gezag van rechterlijk gewijsde uit te sluiten van het toepassingsgebied ervan. Het is niet duidelijk hoe een onontvankelijkheid die voortvloeit uit de verjaring van

de l'autorité de chose jugée pourrait être couverte en cours de procédure, il n'en va par contre pas de même comme, l'a clairement souligné l'OBFG dans son texte déposé en commission, en ce qui concerne l'irrecevabilité découlant de l'absence de qualité ou d'intérêt.

On peut d'ailleurs se demander ce qui motive d'exclure du champ d'application de l'article 18ter l'irrecevabilité sanctionnant le défaut d'intérêt ou de qualité. Dans le même souci que celui poursuivi par le Gouvernement, rien ne s'oppose à ce que l'on considère que si la cause d'irrecevabilité découlant de l'absence de qualité ou du défaut d'intérêt disparaît en cours de procédure, l'irrecevabilité est couverte. Ou, à tout le moins l'irrecevabilité découlant du défaut de

N° 4 DE M. ARENS

Art. 10

Supprimer cet article

JUSTIFICATION

Voy. la justification sous l'amendement n° 3.

N° 5 DE M. ARENS

Art. 12

Remplacer cet article par la disposition suivante:

«Art. 12. — L'article 747 du même Code est remplacé par la disposition suivante:

«Art. 747. — §1^{er}. Les parties fixent de commun accord le calendrier d'échange des conclusions.

Le juge informe les parties qui désirent convenir amiablement d'un tel calendrier de la première date à laquelle la cause pourra être plaidée.

Le juge prend acte du calendrier arrêté par les parties, le confirme et fixe la date des plaidoiries.

L'ordonnance est portée au procès verbal d'audience. Sauf si les parties l'en dispensent, le greffier la notifie par lettre missive aux parties et, le cas échéant, à leur avocat, et par pli judiciaire à la partie défaillante.

een recht, de schending van een fatale termijn of het gezag van rechterlijk gewijsde zou kunnen worden gedekt in de loop van de procedure. Zoals de OBFG duidelijk heeft aangegeven in de tekst die zij aan de commissie heeft voorgelegd, is zulks daarentegen niet het geval voor de onontvankelijkheid die voortvloeit uit het ontbreken van hoedanigheid of belang.

Men kan zich trouwens afvragen waarom de onontvankelijkheid die het ontbreken van hoedanigheid of belang sanctionneert, wordt uitgesloten van het geldingsgebied van artikel 18ter. Met het oog op hetzelfde streven als dat van de regering verhindert niets dat men ervan uitgaat dat de onontvankelijkheid gedekt is als de grond van onontvankelijkheid die voortvloeit uit het ontbreken van hoedanigheid of belang in de loop van de procedure verdwijnt, of dat althans de onontvankelijkheid die voortvloeit uit het ontbreken van hoedanigheid.

Nr. 4 VAN DE HEER ARENS

Art. 10

Dit artikel weglaten.

VERANTWOORDING

Zie de verantwoording van amendement nr. 3 op artikel 11.

Nr. 5 VAN DE HEER ARENS

Art. 12

Dit artikel vervangen door de volgende bepaling:

«Art. 12. — Artikel 747 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling:

«Art. 747. — §1. De partijen bepalen bij onderling overleg het tijdschema voor de uitwisseling van de conclusies.

De rechter deelt de partijen die in der minne een dergelijk tijdschema wensen overeen te komen, de eerste datum mee waarop de zaak kan worden gepleit.

De rechter neemt akte van het door de partijen vastgelegde tijdschema, bevestigt het en bepaalt de datum van de pleidooien.

De beschikking wordt in het proces-verbaal van de zitting vermeld. Uitgezonderd wanneer de partijen dit niet nodig achten, brengt de griffier de beschikking bij gewone brief ter kennis van de partijen en, in voorkomend geval, van hun advocaat, en bij gerechtsbrief ter kennis van de partij die verstek heeft laten gaan.

§ 2. A défaut, et sans préjudice de l'application des règles du défaut, au plus tard six semaines après l'audience d'introduction, le juge arrête le calendrier d'échange des conclusions en tenant compte, le cas échéant, des observations que les parties lui ont soumises ou ont fait parvenir au greffe avant l'expiration du délai prévu à l'alinéa suivant.

Les parties peuvent, séparément ou conjointement, le cas échéant dans l'acte introductif d'instance, soumettre au juge leurs observations écrites sur la mise en état judiciaire, en les faisant parvenir au greffe, au plus tard, dans le mois de l'audience d'introduction, ce délai pouvant être abrégé par le juge en cas de nécessité ou de l'accord des parties.

§ 3. Les parties peuvent aussi déroger d'un commun accord à la mise en état judiciaire et solliciter à l'audience d'introduction ou au plus tard dans le mois de celle-ci, le renvoi de la cause au rôle général. Lorsque les circonstances s'y prêtent, une remise à date fixe peut être sollicitée à l'audience d'introduction.»»

N° 6 DE M. ARENS

Art. 12bis (nouveau)

Insérer un article 12bis, rédigé comme suit:

«Art. 12bis. — L'article 747bis du même Code est remplacé par la disposition suivante:

«Art. 747bis. — Devant le juge des référés, le président du tribunal siégeant comme en référé et le juge des saisies, à l'audience d'introduction et même en cas de défaut d'une partie et sans préjudice des règles du défaut, le juge acte le calendrier convenu par les parties ou, à défaut, fixe le calendrier d'échange de conclusions en tenant compte, le cas échéant, des observations écrites ou verbales des parties formulées au plus tard à l'audience d'introduction.

En toute hypothèse, il fixe également la date de l'audience des plaidoiries.

L'ordonnance est portée au procès verbal d'audience. Sauf si les parties l'en dispense, le greffier la notifie par lettre missive aux parties et, le cas échéant, à leur avocat, et par pli judiciaire à la partie défaillante au plus tard le premier jour ouvrable qui suit l'audience d'introduction.»».

§ 2. Bij gebreke daarvan, en onverminderd de toepassing van de regels inzake verstek, bepaalt de rechter uiterlijk zes weken na de inleidingszitting het tijdpad voor de uitwisseling van de conclusies, waarbij hij eventueel rekening houdt met de opmerkingen die de partijen hem hebben bezorgd dan wel bij de griffie hebben ingediend binnen de bij het volgende lid ingestelde termijn.

De partijen kunnen afzonderlijk of gezamenlijk, in voorkomend geval in de akte van rechtsingang, hun schriftelijke opmerkingen over de gerechtelijke ingereedheidbrenging van de zaak aan de rechter voorleggen door ze uiterlijk binnen de maand na de inleidingszitting aan de griffie te bezorgen, met dien verstande dat de rechter die termijn kan inkorten indien zulks nodig is of indien de partijen daarmee instemmen.

§ 3. De partijen kunnen eveneens in onderlinge overeenstemming afwijken van de gerechtelijke ingereedheidbrenging van de zaak en bij de inleidingszitting of uiterlijk binnen de maand erna, om de verwijzing van de zaak naar de algemene rol verzoeken. Wanneer de omstandigheden zulks vereisen, kunnen zij bij de inleidingszitting verzoeken de zaak naar een bepaalde datum te verdagen.»»

Nr. 6 VAN DE HEER ARENS

Art. 12bis (nieuw)

Een artikel 12bis invoegen, luidende:

«Art. 12bis. — In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 747bis, ingevoegd, luidende:

«Art. 747bis. — De rechter in kort geding, de voorzitter van de rechtbank die zetelt als in kort geding en de beslagrechter, nemen bij de inleidingszitting, zelfs bij verstek van een partij en onverminderd de regels inzake verstek, akte van het door de partijen overeengekomen tijdpad of, bij gebrek daaraan, bepalen het tijdpad voor de uitwisseling van de conclusies, in voorkomend geval rekening houdend met de uiterlijk op de inleidingszitting door de partijen geformuleerde schriftelijke of mondelinge opmerkingen.

Hoe dan ook bepaalt hij eveneens de zittingsdag voor de pleidooien.

De beschikking wordt in het proces-verbaal van de zitting vermeld. Uitgezonderd wanneer de partijen dit niet nodig achten, brengt de griffier die beschikking bij gewone brief ter kennis van de partijen en, in voorkomend geval, van hun advocaat, en bij gerechtsbrief ter kennis van de partij die verstek heeft laten gaan, uiterlijk de eerste werkdag na de inleidingszitting.»»

N° 7 DE M. ARENS

Art. 12ter (nouveau)

Insérer un article 12ter, rédigé comme suit:

«Art. 12ter. — Un article 747ter, est inséré dans le même code, rédigé comme suit:

«Art. 747ter. — §1^{er}. lorsque le juge détermine le calendrier d'échange des conclusions, il le fait en tenant compte de la date de l'audience des plaidoiries. Le nombre des conclusions est fixé en fonction de la nature et de la complexité de la cause et, le cas échéant, du nombre de parties et en tenant des observations de celles-ci. S'il n'a pas déjà été transmis aux autres parties, le juge fixe, avant tous délais pour conclure, la date de remise par le demandeur des pièces de son dossier aux autres parties. En toutes hypothèse, le juge fixe une audience pour les plaidoiries qui a lieu au plus tard dans les trois mois de l'échéance du délais fixé pour les dernières conclusions.

L'ordonnance de mise en état et de fixation n'est susceptible d'aucun recours. Toutefois, en cas d'omission ou d'erreur matérielle dans l'ordonnance de mise en état et de fixation, le juge peut soit d'office soit à la demande, même verbale, d'une partie, la rectifier ou la compléter. L'ordonnance est portée au procès verbal d'audience. Le greffier la notifie par lettre missive aux parties et, le cas échéant, à leur avocat, et par pli judiciaire à la partie défaillante.

§ 2. Le calendrier fixé par le juge précise, pour chaque partie, la date ultime à laquelle les conclusions principales, en réponse ou en réplique, doivent être remises au greffe et communiquées à l'autre partie ainsi que la date, l'heure de l'audience de plaidoiries et la durée de celles-ci.

Le défendeur doit conclure le premier. Le demandeur conclu en réponse. En principe le défendeur doit également pouvoir conclure le dernier, en réplique. Sans modifier cette règle, en cas de litige multipartie, le juge fixe l'ordre des échanges des conclusions en tenant compte de la qualité des diverses parties et des circonstances de la cause.

Nr. 7 VAN DE HEER ARENS

Art. 12ter (nieuw)

Een artikel 12ter invoegen, luidende:

«Art. 12ter. — In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 747ter ingevoegd, luidend als volgt:

«Art. 747ter. — § 1. Wanneer de rechter het tijdpad voor de uitwisseling van de conclusies vaststelt, doet hij dat rekening houdend met datum van de zittingsdag voor de pleidooien. Het aantal conclusies wordt vastgesteld op grond van de aard en de complexiteit van de zaak, alsook, in voorkomend geval, op grond van het aantal partijen en rekening houdend met hun opmerkingen. Indien het tijdpad nog niet aan de andere partijen is bezorgd, bepaalt de rechter, vooraleer hij de conclusie-termijnen vaststelt, de datum waarop de eiser de stukken van zijn dossier aan de andere partijen moet bezorgen. Hoe dan ook belegt de rechter een zittingsdag voor de pleidooien, die moet plaatsvinden uiterlijk binnen drie maanden na het verstrijken van de termijn die werd vastgesteld voor de indiening van de laatste conclusies.

Tegen de beschikking van ingereedheidbrenging en van bepaling van de rechtsdag staat geen rechtsmiddel open. In geval van verzuim of een materiële fout in de beschikking van ingereedheidbrenging en van bepaling van de rechtsdag, kan de rechter die beschikking echter ambtshalve of op zelfs mondeling verzoek van een partij verbeteren of aanvullen. De beschikking wordt in het proces-verbaal van de zitting vermeld. De griffier brengt de beschikking bij gewone brief ter kennis van de partijen en, in voorkomend geval, van hun advocaat, en bij gerechtsbrief ter kennis van de partij die verstek heeft laten gaan.

§ 2. Het door de rechter vastgestelde tijdpad preciseert voor elke partij de uiterste datum waarop de hoofdconclusies van antwoord of van repliek bij de griffie moeten worden ingediend en aan de tegenpartij moeten worden bezorgd, alsook de datum en het uur van de zittingsdag voor de pleidooien en de duur ervan.

De verweerder moet als eerste conclusie nemen. De eiser neemt conclusies van antwoord. In beginsel moet de verweerder tevens als laatste conclusie van repliek kunnen nemen. Onverminderd dat beginsel wordt de volgorde van de uitwisseling van de conclusies, ingeval van geschillen waarbij diverse partijen betrokken zijn, door de rechter bepaald, rekening houdend met de hoedanigheid van de diverse partijen en de omstandigheden van de zaak.

§ 3. *Sans préjudice de l'application des exceptions prévues à l'article 748, § 1^{er}, si les conclusions sont remises au greffe ou communiquées à la partie adverse après l'expiration des délais fixés par le juge, celles-ci sont d'office écartées des débats. Au jour fixé, la partie la plus diligente peut requérir un jugement, lequel est en tout état de cause, contradictoire.».*

JUSTIFICATION

Les amendements reprennent les propositions et les arguments développés par le professeur J. Englebert lors de son audition le 16 janvier 2007.

1. Remarque générale

Dès lors que le principe devient une mise en état contraignante, fixée par le juge, rien ne justifie le maintien du premier alinéa. Il convient au contraire de repenser complètement la rédaction de l'ensemble de l'article 747 et d'insérer la règle de la mise en état judiciaire comme relevant du droit commun. Il convient par ailleurs de maintenir comme principe que le juge ne fixe les délais que s'il n'y a pas d'accord des parties sur ceux-ci. En cas d'accord, des parties, le juge entérine cet accord. Dans les deux hypothèses, les délais convenus ou fixés seront contraignants

Il est proposé de diviser le texte en 3 articles distincts pour en faciliter la lecture et la compréhension.

1.1 L'art. 747 vise les trois modes possibles de mise en état de la cause.

Le § 1^{er} prévoit la mise en état judiciaire lorsque ce sont les parties qui fixe de commun accord le calendrier d'échange de conclusions. Dans ce cas le juge acte les délai. La règle selon laquelle l'audience doit intervenir au plus tard dans les trois mois des dernières conclusions n'est pas applicable. Néanmoins afin de faciliter les parties dans la détermination de leur délais, le juge leur indique la date de la première l'audience utile.

Le § 2 prévoit la mise en état judiciaire par le juge lorsqu'il n'y a pas d'accord entre les parties.

Le § 3 rappelle la possibilité pour les partie, de commun accord d'obtenir le envoi de la cause au rôle pour une mise en état consensuelle.

1.2 L'art. 747bis règle la mise en état pour les procédures urgentes (référé, comme en référé et saisie).

Dans ce cas une mise en état judiciaire est obligatoire dès l'audience d'introduction. Soit les délais sont fixés de

§ 3. *Onverminderd de toepassing van de uitzonderingen als bedoeld in artikel 748, § 1, worden de conclusies die na het verstrijken van de door de rechter vastgestelde termijnen ter griffie worden neergelegd of aan de tegenpartij gezonden, ambtshalve uit de debatten geweerd. Op de rechtsdag kan de meest gereede partij een vonnis vorderen, dat in ieder geval op tegenpraak gewezen wordt.».*

VERANTWOORDING

In deze amendementen zijn de voorstellen en argumenten vevat die meester J. Englebert tijdens de hoorzitting van 16 januari 2007 heeft uiteengezet.

1. Algemene opmerking

Aangezien een dwingende, door de rechter bepaalde ingereedheidbrenging het principe zou worden, verantwoordt niets het behoud van het eerste lid. De redactie van het hele artikel 747 zou integendeel helemaal moeten worden omgewerkt, met opname van de regel van de ingereedheidbrenging als gemeenrechtelijke regel. Het beginsel dat de rechter de termijnen slechts vastlegt als de partijen daar geen overeenkomst over bereiken, moet worden gehandhaafd. In geval van overeenkomst tussen de partijen, bekrachtigt de rechter die overeenkomst. In beide hypothesen zijn de overeengekomen of vastgelegde termijnen dwingend.

Er wordt voorgesteld de tekst op te delen in drie onderscheiden artikelen, om de regeling meer leesbaar en verstaanbaar te maken.

1.1 Artikel 747 omvat de drie mogelijke manieren van ingereedheidbrenging.

Paragraaf 1 voorziet in de ingereedheidbrenging wanneer de partijen bij gemeenschappelijk overleg het tijdspad voor de uitwisseling van de conclusies vastleggen. In dat geval neemt de rechter akte van de termijnen. De regel volgens welke de zitting moet plaatsvinden ten laatste binnen drie maanden na de laatste conclusies is niet van toepassing. Om de partijen te helpen bij het bepalen van hun termijnen, deelt de rechter hen niettemin de datum van de eerste nuttige zitting mee.

Paragraaf 2 voorziet in de ingereedheidbrenging door de rechter, wanneer er geen overeenkomst is tussen de partijen.

Paragraaf 3 herinnert aan de mogelijkheid voor de partijen om in onderlinge overeenstemming de verwijzing van de zaak naar de rol te verkrijgen voor een consensuele ingereedheidbrenging.

1.2 Artikel 747bis regelt de ingereedheidbrenging voor dringende procedures (kort geding, zoals in kort geding en beslag).

In dat geval is een ingereedheidbrenging door de rechter verplicht vanaf de inleidende zitting. Ofwel worden de

commun accord, soit par le juge. Même en cas de défaut d'une partie et sous réserve des règles du défaut (cela signifie que si une partie fait défaut à l'audience d'introduction l'autre partie peut évidemment renoncer à la fixation de délai et prendre un jugement par défaut sur le fond).

1.3 L'art. 747ter précise les règles à respecter par le juge lorsqu'il est amené à fixer lui-même le calendrier (747, § 2 ou 747bis).

2. Moment où il convient de demander la remise ou le renvoi au rôle

L'art. 747, § 2, al. 1^{er}, *in fine*, du projet (= art. 747, § 3 de l'amendement) précise que les parties peuvent déroger de commun accord à la mise en état contraignante et solliciter le renvoi de la cause au rôle ou une remise à date fixe («si les circonstances s'y prêtent», sans autres précisions). A quel moment cette remise ou ce renvoi au rôle doit-il être sollicité. A l'audience d'introduction, ou dans le délai d'un mois pour formuler les observations sur les délais contraignants?

Il est précisé que la demande de remise doit être formulée a plus tard à l'audience d'introduction et la demande de renvoi au rôle au plus tard dans le mois de celle-ci (747, § 3).

3. La communication des conclusions

3.1 Le projet prévoit qu'à l'avenir les conclusions ne devront plus être communiquées à la partie adverse mais «remises au greffe» (par envoi ou par dépôt) et «envoyées» (ou parfois «adressées») à la partie adverse. Les deux formalités sont cumulatives (même si elles ne doivent pas être réalisées simultanément). L'élément essentiel de la communication, à savoir la garantie que la partie adverse a bien reçu (ou a été mise en mesure de recevoir) les conclusions de l'autre partie est supprimé. Il suffit d'envoyer les conclusions, peu importe qu'elle soient ou non effectivement réceptionnées par la partie adverse. Ceci n'est pas de nature à garantir le respect du contradictoire.

Cette situation est au contraire susceptible de porter préjudice aux droits de la défense de l'autre partie puisque la date de l'envoi ne correspond évidemment pas avec la date de la réception et qu'on fait supporter à la partie adverse les disfonctionnements (pourtant connus et fréquemment dénoncés) des services de la poste (retard dans la distribution du pli, voire perte de celui-ci).

Cette règle est évidemment en totale contradiction avec les précédentes réformes du Code judiciaire, notamment en ce qui concerne la date de la notification (art. 53bis C. jud.). Le gouvernement en est conscient puisqu'il tente une justification maladroite du régime dérogatoire à cette règle dans l'exposé des motifs (p. 15).

termijnen vastgelegd in onderlinge overeenstemming, ofwel door de rechter. Zelfs indien een partij verstek laat gaan en onverminderd de regels van verstek (dat betekent dat indien een partij verstek laat gaan bij de inleidende zitting, de andere partij vanzelfsprekend kan afzien van de vaststelling van de termijn en een vonnis bij verstek over de grond van de zaak kan laten wijzen).

1.3 Artikel 747ter legt de regels vast die de rechter moet inachtnemen wanneer hij zelf het tijdschema vastlegt (747, § 2 of 747bis).

2. Tijdstip waarop om de verdaging of de verwijzing van de zaak naar de rol moet worden verzocht

In fine van het ontworpen artikel 747, § 2, eerste lid (art. 747, § 3 van het amendement), wordt aangegeven dat de partijen in onderlinge overeenstemming kunnen afwijken van de dwingende ingereedheidbrenging en dat ze kunnen verzoeken dat ze wordt verwezen naar de rol of tot een bepaalde datum wordt verdaagd («als de omstandigheden het toelaten», zonder andere precisering). Wanneer moet om die verdaging of verwijzing naar de rol worden verzocht? Tijdens de inleidende zitting, of binnen de termijn van een maand om de opmerkingen over de dwingende termijnen te formuleren?

Er wordt gepreciseerd dat om de verdaging moet worden verzocht ten laatste bij de inleidende zitting, en om de verwijzing van de zaak naar de rol ten laatste binnen de maand na die zitting (artikel 747, § 3).

3. De verzending van de conclusies

3.1 Het wetsontwerp bepaalt dat de conclusies voortaan niet meer moeten worden «overgezonden» aan de tegenpartij, maar dat ze «ter griffie moeten worden neergelegd» (verzonden per brief of neergelegd) én dat ze moeten worden «gezonden» (of soms «toegezonden») aan de tegenpartij. Die beide vormvoorschriften zijn cumulatief (al moeten ze niet langer gelijktijdig worden vervuld). Het belangrijkste element van de verzending, met name de garantie dat de tegenpartij de conclusies van de andere partij wel degelijk heeft ontvangen (of in staat werd gesteld om ze in ontvangst te nemen) vervalt dus. Het is voldoende de conclusies toe te zenden en het is van weinig belang of de tegenpartij ze al dan niet daadwerkelijk in ontvangst heeft genomen. Dat is niet van dien aard dat het de inachtneming van de tegenspraak kan waarborgen.

Die situatie kan daarentegen afbreuk doen aan de rechten van de verdediging van de andere partij aangezien de datum van de verzending uiteraard niet overeenstemt met de datum van ontvangst en men een (nochtans bekende en vaak aan de kaak gestelde) slechte werking van de postdiensten (vertraging in de bestelling van de brief of zelfs verlies ervan) op de tegenpartij schuift.

Die regel is natuurlijk volkomen in contradictie met de vorige hervormingen van het Gerechtelijk Wetboek, onder meer inzake de datum van kennisgeving (artikel 53bis van het Gerechtelijk Wetboek). De regering is zich daarvan bewust aangezien ze in de memorie van toelichting op onhandige wijze de van die regel afwijkende regeling tracht te rechtvaardigen (blz. 15).

3.2 Quid, en pratique, si la poste met plusieurs jours à expédier les conclusions ou si elles n'arrivent jamais à leur destinataire?

L'exposé des motifs précise qu'il appartiendra au juge qui fixe les délais de tenir compte d'une prise de connaissance légèrement décalée des conclusions (p. 15). Comment ce juge pourra-t-il, à l'avance, savoir si et/ou quand les conclusions seront remises à leur destinataire?

Comment le justiciable dont l'avocat n'a pas reçu les conclusions (soit pas du tout, soit avec retard) pourra comprendre que le projet de loi vise à améliorer la procédure?

On notera encore que dans un arrêt du 4 décembre 2006, la Cour de cassation a précisé, en l'état actuel des textes, que la communication des conclusions peut déjà être valablement faite par porteur. Mais elle ajoute en outre que la preuve de la communication par ce moyen peut être apportée par la preuve de la remise des conclusions à un porteur et le paiement de celui-ci même si la délivrance effective des conclusions n'est pas prouvée et si le destinataire conteste avoir reçu les conclusions. On imagine sans difficultés les dérives que le nouveau texte risque d'engendrer.

3.3 Le projet s'aligne sur la jurisprudence de la Cour de cassation dans son arrêt du 9 décembre 2005. Cet arrêt, rendu en audience plénière mais sur avis contraire du ministère public a été, à juste titre, unanimement critiqué par la doctrine.

Le respect du principe du contradictoire impose que la loi vise expressément la communication des conclusions à l'autre partie. Cette communication peut être prouvée par toute voie de droit. Accusé de réception d'un recommandé, accusé de réception d'un fax, d'un mail, attestation d'un porteur, etc. L'essentiel étant de prouver que les conclusions sont parvenues chez la partie adverse dans le délai fixé par le juge. Au contraire, en ce qui concerne le greffe, on peut prévoir que la simple remise, par défaut ou par envoi par la poste, le dernier jour du délai, suffit, puisque ici le principe du contradictoire n'est pas en jeu.

Dans ces conditions, il convient de supprimer l'art. 11 du projet qui propose la suppression de l'art. 745, al. 2, C. jud. Si une partie ne peut pas prouver, au moyen d'un accusé de réception la communication de ses conclusions à l'autre partie, celles-ci seront présumées communiquées 5 jours après leur envoi. Il appartient à l'expéditeur de se réserver la preuve de la date d'envoi. Dans ce cas l'expéditeur veillera à envoyer ses conclusions au plus tard 5 jours avant l'échéance du délai fixé par le juge.

4. Inadéquation du nouvel article 747, §2, avec les procédures urgentes (not. référé)

3.2 Quid, in de praktijk, als de postdiensten er verschillende dagen over doen om de conclusies te verzenden of als de geadresseerde bestemming ze nooit in handen krijgt?

In de memorie van toelichting wordt aangegeven dat de rechter die de termijnen bepaalt er rekening zal moeten mee houden dat enigszins later kennis is genomen van vooraf toegezonden conclusies (blz. 15). Hoe zal de rechter vooraf kunnen weten of de conclusies zullen worden overhandigd aan degene voor wie ze bestemd zijn, en/of wanneer dat gebeurt?

Hoe kan de rechtszoekende, wiens advocaat de conclusies niet (of met vertraging) heeft ontvangen, begrijpen dat het wetsontwerp beoogt de rechtspleging te verbeteren?

Tevens zij opgemerkt dat het Hof van Cassatie in een arrest van 4 december 2006 heeft aangegeven dat, in de huidige stand van de teksten, de overzending van de conclusies reeds op geldige wijze kan worden gedaan per bode. Het Hof voegt er echter aan toe dat het bewijs van de overzending door dat middel kan worden geleverd door het bewijs van de overhandiging van de conclusies aan een bode en van de betaling van die laatste, zelfs als de daadwerkelijke afgifte van de conclusies niet bewezen is en als de geadresseerde ontkent de conclusies te hebben ontvangen. Men kan zich moeiteloos voorstellen tot welke misbruiken de nieuwe tekst aanleiding dreigt te geven.

3.3 Het wetsontwerp sluit aan bij het arrest van 9 december 2005 van het Hof van Cassatie. Dat arrest, dat is gewezen in algemene vergadering maar op andersluidend advies van het openbaar ministerie, werd terecht unaniem bekritiseerd door de rechtsleer.

De inachtneming van het beginsel van de rechtspleging op tegenspraak betekent dat de wet uitdrukkelijk de mededeling van de conclusies aan de tegenpartij beoogt. Die mededeling kan met elk rechtsmiddel worden aangetoond (ontvangstbewijs van een aangetekende brief, fax of e-mail, afgiftebewijs van een bode enzovoort). Het belangrijkste is dat wordt aangetoond dat de conclusies binnen de door de rechter bepaalde termijn aan de tegenpartij zijn bezorgd. Wat evenwel de griffie betreft, volstaat het dat de conclusies louter worden neergelegd – bij verstek dan wel door verzending met de post – op de laatste dag van de termijn, aangezien het beginsel van de rechtspleging op tegenspraak in dit verband niet ter discussie staat.

In die omstandigheden moet worden overgegaan tot het weglaten van het ontworpen artikel 11, waarin wordt voorgesteld artikel 745, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek op te heffen. Indien een partij niet aan de hand van een ontvangstbewijs kan aantonen dat haar conclusies aan de tegenpartij werden meegedeeld, worden zij geacht te zijn meegedeeld vijf dagen nadat ze zijn overgezonden. De verzender behoudt zich het recht voor de datum van overzending te bewijzen. In dat geval zal hij erop toezien zijn conclusies over te zenden uiterlijk vijf dagen voordat de door de rechter bepaalde termijn afloopt.

4. Onaangepastheid van het nieuwe artikel 747, § 2, aan de dringende procedures (kennisgeving van kort geding)

4.1 *Quid* lorsqu'en référé les délais pour conclure doivent être fixés à des échéances très courtes. Tous les jours, il arrive en référé que le juge fixe aux parties des délais pour conclure de quelques jours. Si les conclusions ne doivent plus être communiquées, mais simplement envoyées, les violations du contradictoire risquent d'être réelles et fréquentes.

Exemple: chaque partie dispose d'un délai d'une semaine pour conclure. Le délai se termine le vendredi. Actuellement, il appartient à la partie qui conclut de s'assurer que l'autre partie recevra bien ses conclusions le vendredi. A l'avenir, il suffira d'envoyer ses conclusions le vendredi. Celles-ci ne seront reçues, au mieux que le lundi et plus vraisemblablement le mardi. Le délai pour conclure en réponse sera ainsi amputé de trois précieux jours.

4.2 D'autre part, le texte initial prévoyait que lorsque l'affaire avait été renvoyée au rôle elle pouvait faire l'objet d'une fixation avec calendrier d'échange de conclusions à tout moment sur simple demande d'une partie. Le texte actuel précise que cette possibilité est aussi ouverte pour la cause qui a été remise à une date ultérieure (747, § 2, al. 3). Aucune explication n'est fournie à propos de cet ajout. Cette possibilité risque de poser de graves problèmes en pratique. La mise en état judiciaire conduit à la fixation par le juge d'un calendrier d'échange de conclusions et d'une date de plaidoiries. Mais dans l'hypothèse visée ici, il y a déjà une date d'audience de fixée. Quel sort sera-t-il réservé à cette audience?

Or, l'exposé des motifs nous enseigne que la remise de la cause à une date ultérieure est une sorte de «troisième voie», entre les débats succincts et le «circuit long», particulièrement indiquée pour certains contentieux tels que les référés, les saisies et les justices de paix (p. 15).

Actuellement en référé, les parties peuvent généralement, dès l'audience d'introduction, solliciter la fixation d'un calendrier d'échange de conclusions. Il est en principe tenu compte de la date de l'audience, les délais pour conclure (nécessairement assez courts) étant fixés à rebours. Le système est efficace.

Après la réforme, la partie défenderesse pourra solliciter un délai d'un mois pour faire ses observations sur les délais contraignants. Certes, en référé, le juge pourra abrégé ce délai en cas de nécessité. Abréger signifie rendre plus court. Il conviendra donc d'accorder un délai minimum, ne fut-ce que d'un jour (au mieux). Ce qui engendrera inutilement retard (et déplacements à l'audience). Si, au contraire, le demandeur en référé opte pour la «troisième voie», en sollicitant non pas la fixation de délais contraignant mais, de commun accord avec son adversaire, une remise à une date ultérieure, d'une part il ne bénéficiera pas de délais contraignants pour conclure. Mais, par ailleurs, que se passera-t-il si, quelques jours avant l'audience de remise, son adversaire sollicite la mise en

4.1 *Quid* wanneer de conclusies in kort geding uiterst snel moeten worden ingediend? In kort geding komt het zeer vaak voor dat de rechter de partijen conclusietermijnen van enkele dagen oplegt. Als de conclusies niet langer moeten worden overgelegd, maar louter nog verzonden, dreigt de procedure op tegenspraak daadwerkelijk én vaak te worden geschonden.

Voorbeeld: elke partij beschikt over een conclusietermijn van één week. De termijn eindigt op vrijdag. In de huidige situatie moet de concluderende partij zich ervan vergewissen dat de tegenpartij haar conclusies wel degelijk op vrijdag zal ontvangen. In de toekomst zal het volstaan dat de concluderende partij haar conclusies op vrijdag verstuurt, waardoor de tegenpartij die in het beste geval op maandag, en waarschijnlijk veeleer op dinsdag zal ontvangen. Aldus verliest de tegenpartij drie kostbare dagen om de conclusie te beantwoorden.

4.2 Bovendien werd in de oorspronkelijke tekst bepaald dat, zodra de zaak naar de rol was verwezen, op eenvoudig verzoek van een partij een tijdspad kon worden vastgesteld om de conclusies eender wanneer uit te wisselen. De huidige tekst preciseert dat in die mogelijkheid tevens is voorzien wanneer de zaak naar een latere datum is verdaagd (artikel 747, § 2, derde lid). Die toevoeging wordt nergens toegelicht, en die mogelijkheid dreigt in de praktijk grote problemen te doen rijzen. Nadat de zaak door de rechter in gereedheid is gebracht, bepaalt hij een tijdspad om de conclusies uit te wisselen en de pleidooien te houden. Gesteld echter dat de zaak naar een latere datum is verdaagd, dan is er een rechtsdag vastgesteld. Hoe moet dat dan met die rechtsdag?

Uit de memorie van toelichting blijkt dat het verdagen van de zaak naar een latere datum een soort van «derde weg» is, die het midden houdt tussen de «korte» en de «lange» weg, en die bijzonder aangewezen is in bepaalde geschillen, zoals geschillen voor de rechter in kort geding, de beslagrechter of de vrederechter (blz. 15).

In kort geding kunnen de partijen thans in het algemeen al tijdens de inleidende zitting vragen het tijdspad voor de uitwisseling van de conclusies te bepalen. In beginsel wordt uitgegaan van de rechtsdag, waarbij de (onvermijdelijk tamelijk korte) conclusietermijnen «à rebours» worden vastgesteld. Die regeling is efficiënt.

Na de hervorming kan de verweerder verzoeken hem één maand te gunnen om zijn opmerkingen over de bindende termijnen te bezorgen. In kort geding zal de rechter die termijn, indien nodig, weliswaar mogen inkorten. Aangezien «inkorten» inhoudt dat de termijn korter wordt, is het aangewezen een minimumtermijn vast te stellen, al was het maar één dag (in het beste geval). Zulks zal leiden tot onnodige vertraging (en dito verplaatsingen naar de rechtszaal). Als de eiser in kort geding evenwel kiest voor «de derde weg», waarbij hij geen vragende partij is voor het vaststellen van bindende termijnen, maar wel, in onderlinge overeenstemming met de tegenpartij, verzoekt de zaak naar een latere datum te verdagen, zal hij niet aan bindende conclusietermijnen gebonden zijn.

état judiciaire de la cause (ce qui lui autorise expressément l'art. 747, § 2, al. 3)?

4.3 Il est suggéré d'introduire un article 747*bis* contenant les règles de mise en état propres aux procédures urgentes. Vu l'urgence, aucun renvoi au rôle n'est possible. L'audience doit être fixée dans les plus proches délais. Le calendrier d'échange des conclusions doit être fixé dès l'audience d'introduction, soit de commun accord par les parties, soit par le juge, et même en cas de défaut d'une partie. Dans ce cas, le juge applique les mêmes règles que pour le droit commun (art. 747*ter*)

5. détermination des délais pour conclure

5.1 Si on comprend pourquoi, dans l'esprit du gouvernement les délais pour conclure doivent être fixés en tenant compte de la date de l'audience (pour respecter le délai de trois mois et eu égard à l'arriéré existant), rien par contre ne justifie que le nombre et l'ordre des échanges des conclusions soient fixés en fonction de la date de l'audience (art. 747, § 2, al. 2, seconde partie du projet). Le principe devrait être conforme au droit commun actuel: le défendeur conclut le premier, le demandeur conclut ensuite en réponse, le défendeur conclut éventuellement en réplique, etc. Des conclusions complémentaires ne s'imposent que, soit de l'accord des parties, soit si des circonstances particulières, propres à la cause, le justifient (complexité, risque de demandes reconventionnelles, etc.). En toute hypothèse, l'ordre des conclusions doit toujours être respecté. Pour les litiges multipartites, il convient que le juge aménage cet ordre mais toujours dans le respect du principe selon lequel le défendeur doit conclure le premier et, en principe (ce qui permet d'y déroger selon les circonstances particulières de la cause) avoir le dernier mot.

5.2 Par contre il convient de prendre en compte l'éventuelle non communication par le demandeur des pièces de son dossier lors de la fixation du calendrier d'échange des conclusions et le cas échéant fixer comme premier délai celui imposé au demandeur pour communiquer ses conclusions.

N° 8 DE M. ARENS

Art. 14

Compléter l'article 748*bis* proposé dont le texte actuel formera le § 1^{er}, par les paragraphes suivants:

Wat zal echter voor het overige gebeuren wanneer de tegenpartij, enkele dagen voor de rechtsdag van de verdaagde zaak, de rechter verzoekt de zaak in gereedheid te brengen (wat haar uitdrukkelijk is toegestaan bij artikel 747, § 2, derde lid)?

4.3 Er wordt voorgesteld een artikel 747*bis* in te voegen, dat de specifieke regels van de ingereedheidbrenging voor de dringende procedures zou bevatten. Aangezien de zaak spoed vereist, kan niet naar de rol worden verwezen. De rechtsdag moet zo snel mogelijk worden bepaald. Het tijdpad voor de uitwisseling van de conclusies moet van bij de inleidende zitting worden bepaald, in onderlinge overeenstemming door de partijen dan wel door de rechter, en zelfs wanneer één partij verstek laat gaan. In dat geval past de rechter dezelfde regels toe als voor het gemeenrecht (artikel 747*ter*).

5. Bepalen van de conclusietermijnen

5.1 Dat volgens de regering bij het bepalen van de conclusietermijnen rekening moet worden gehouden met de rechtsdag (gezien de opgelegde termijn van drie maanden en de bestaande gerechtelijke achterstand), is begrijpelijk. Daarentegen kunnen geen argumenten worden aangevoerd voor het feit dat ook bij het vaststellen van het aantal conclusies en de volgorde van uitwisseling ervan rekening wordt gehouden met de rechtsdag (artikel 747, § 2, tweede lid, tweede deel van het wetsontwerp). In de regel zou de gevolgde procedure moeten overeenstemmen met die van het huidige gemeenrecht: de verweerder neemt als eerste conclusie, waarop de eiser antwoordt. Daarna dient de verweerder eventueel tegenconclusies in enzovoort. Aanvullende conclusies zijn slechts vereist indien de partijen zulks zijn overeengekomen dan wel indien zulks verantwoord is op grond van bijzondere omstandigheden die inherent zijn aan de zaak (complexiteit, mogelijke tegenvorderingen enzovoort). In ieder geval moet de volgorde van de conclusies steeds in acht worden genomen. In de zaken waarbij meerdere partijen betrokken zijn, moet die volgorde door de rechter worden bepaald; hij mag evenwel nooit afwijken van het beginsel dat de verweerder als eerste conclusie moet nemen en dat hij in beginsel het laatste woord moet hebben (op grond van de bijzondere omstandigheden van de zaak kan daar worden van afgeweken).

5.2 Daar staat tegenover dat men rekening moet houden met het feit dat de eiser de stukken van zijn dossier mogelijk niet bezorgt op het ogenblik dat het tijdpad voor de uitwisseling van de conclusies wordt vastgesteld. Eventueel moet men de eerste termijn laten samenvallen met die welke aan de eiser wordt opgelegd om zijn conclusies over te leggen.

Nr. 8 VAN DE HEER ARENS

Art. 14

Het ontworpen artikel 748*bis*, waarvan de huidige tekst § 1 zal vormen, aanvullen met de volgende paragrafen:

«§ 2. Une partie qui n'a pas conclu à titre principal ne peut plus conclure en réplique. Sauf le défendeur pour ses premières conclusions, une partie ne peut conclure que si son adversaire a lui-même conclu dans le délai. Des conclusions visant exclusivement la procédure de mise en état peuvent être prises à tout moment.

§ 3. Si les dernières conclusions d'une partie comportent un moyen nouveau ou une demande nouvelle, reconventionnelle ou en intervention qui n'avait pas encore été formulée précédemment, le juge peut, sur simple demande, même verbale, d'une partie, et après avoir invité les autres parties à faire leurs observations, aménager le calendrier d'échange des conclusions pour permettre à toutes les parties d'exposer leurs moyens de défense à l'égard du moyen nouveau ou de la demande nouvelle. Le cas échéant, le juge ordonnera que la demande nouvelle soit disjointe de la demande originaire afin de ne pas en retarder le sort.».

JUSTIFICATION

Cet amendement reprend les propositions et arguments développés par le professeur Englebert lors de son audition le 16 janvier 2007. Régler le sort des controverses quant au contenu des dernières conclusions et quant au droit de conclure à titre additionnel quand une partie n'a pas conclu à titre principal (théorie des dominos)

Contrairement à ce qu'annonce l'exposé des motifs (p. 11), le texte proposé ne règle pas ou règle de façon inadéquate les controverses suscitées par le texte actuel.

En ce qui concerne le contenu des conclusions et spécialement des conclusions en réponse ou en réplique, le gouvernement renonce à trancher les controverses qui divisent doctrine et jurisprudence. Le projet initial comportait la règle suivante: «Le juge peut écarter des débats les conclusions qui excèdent fautivement les contours d'une réplique».

Dans son avis, l'OBFG avait relevé que cette disposition était éminemment critiquable: imprécise et de nature à nourrir toutes les controverses. Pour toute explication, la version en projet de l'exposé des motifs précisait que «par les conclusions en réplique, le concluant ne peut répondre qu'aux dernières conclusions de l'adversaire. Cette solution peut s'avérer trop rigide aussi une variante a-t-elle été proposée». La variante était le texte de l'avant-projet. Que faut-il entendre par les contours d'une réplique? Quand pourra-t-on considérer que des conclusions excèdent fautivement ces contours? L'application de la réforme de 1992 a montré à quel point ces questions étaient délicates, il est regrettable que le gouvernement

«§ 2. Een partij die niet in hoofdorde heeft geconcludeerd, kan niet langer in repliek concluderen. Behalve voor de eerste conclusies van de verweerder kan een partij niet concluderen tenzij haar tegenstander zelf binnen de termijn heeft geconcludeerd. Conclusies die alleen zijn bestemd voor de ingereedheidbrenging, kunnen te allen tijde worden genomen.

§ 3. Als de laatste conclusies van een partij een nieuw middel of een nieuwe vordering, als tegenvordering of vordering tot tussenkomst, bevatten, die voordien nog niet waren geformuleerd, kan de rechter op eenvoudig, zelfs mondeling, verzoek van een partij en na de andere partijen ertoe te hebben uitgenodigd hun opmerkingen te formuleren, het tijdschema voor de uitwisseling van de conclusies aanpassen, zodat alle partijen hun middelen van verdediging ten opzichte van het nieuwe middel of de nieuwe vordering kunnen uitzetten. In voorkomend geval zal de rechter gelasten dat de nieuwe vordering losgekoppeld wordt van de originele vordering, zodat geen verdere vertraging wordt opgelopen.».

VERANTWOORDING

In dit amendement zijn de voorstellen en argumenten vervat die meester J. Englebert tijdens de hoorzitting van 16 januari 2007 heeft uiteengezet. Het gaat erom een regeling te bieden voor de controverses in verband met de inhoud van de laatste conclusies en in verband met het recht om bijkomend te concluderen als een partij niet in hoofdorde heeft geconcludeerd (dominotheorie).

In tegenstelling tot wat in de memorie van toelichting wordt aangekondigd (blz. 11), reikt de ontworpen tekst geen of een niet passende regeling aan om de door de huidige tekst veroorzaakte controverses weg te werken.

Met betrekking tot de inhoud van de conclusies, en in het bijzonder van de conclusies van antwoord of van repliek, maakt de regering geenszins komaf met de controverses waarover de rechtsleer en de rechtspraak verdeeld zijn. De tekst van het voorontwerp bevatte de volgende regel: «De rechter kan de conclusies die het doel van een repliek op onrechtmatige wijze overschrijden uit de debatten weren.».

In zijn advies had de *Ordre des barreaux francophones et germanophone* die bepaling als uiterst betwistbaar aangestipt, aangezien zij vaag is en alle mogelijke meningsverschillen kan aanwakkeren. Als enige verduidelijking preciseerde de memorie van toelichting van de ontwerp tekst dat de concluderende partij in haar conclusie van repliek alleen de laatste conclusies van de tegenpartij mag beantwoorden. Aangezien die regeling al te strikt kan blijken, werd daarop een variant ingediend. Die variant was de tekst van het voorontwerp. Wat moet men verstaan onder «het doel van een repliek»? In welke gevallen is men van oordeel dat conclusies dat doel «op onrechtmatige wijze» overschrijden? Aangezien bij de

ne prenne pas ses responsabilités pour les régler de façon claire et précise.

En réponse à ces critiques et celles du Conseil d'État, le gouvernement a choisi la solution de la facilité en supprimant purement et simplement, dans le texte du projet, toute allusion à ce problème. L'exposé des motifs précise toutefois que si la règle selon laquelle dans les conclusions en réplique une partie ne peut répondre qu'aux dernières conclusions de son adversaire a été abandonnée (au motif que cette règle susciterait trop de difficultés en pratique), il convient en pratique de se référer à la solution dégagée par la Cour de cassation dans son arrêt du 14 mars 2002. Dans cet arrêt la Cour décide:

«Attendu que, lorsque le juge a fixé des délais pour conclure en application de l'article 747, § 2, du Code judiciaire, toutes les conclusions déposées après l'expiration de ces délais doivent être écartées d'office des débats;

Que cet article ne tend pas à priver nécessairement la partie qui néglige de déposer des conclusions dans le délai prévu à cette fin du droit de conclure au cours du délai prévu pour les conclusions en réponse;

Que ces conclusions ne peuvent invoquer des moyens nouveaux auxquels les autres parties ne peuvent plus répondre et, plus spécialement, elles ne peuvent contenir un appel incident qui élargit les débats devant le juge d'appel;

Qu'en effet, il incombe au juge de sanctionner toute manoeuvre de procédure déloyale et d'écarter de telles conclusions des débats».

Cet arrêt règle le contenu des conclusions en réponse lorsqu'une partie n'a pas pris des conclusions principales. Quid lorsqu'elle a pris des conclusions principales. Faut-il appliquer le même raisonnement?

Doit-on par ailleurs en déduire que le gouvernement fait sien la jurisprudence critiquée de la Cour de cassation, selon laquelle une partie qui n'a pas conclu dans le premier délai qui lui est imparti pourrait encore conclure dans le délai suivant?

Sur ce dernier problème fondamental (application de la théorie des dominos ou bien peut-on conclure à titre additionnel quand on n'a pas conclu à titre principal?) l'avant-projet est muet (sauf cette référence à l'arrêt du 14 mars 2002). Il conviendrait au contraire que, conformément à l'enseignement de la doctrine très majoritaire, l'avant-projet précise expressément qu'une partie qui n'a pas conclu à titre principal ne peut plus conclure à titre additionnel. L'O.B.F.G. considère en outre que lorsqu'une partie n'a pas fait usage de son droit de conclure additionnellement, l'autre partie ne peut pas prendre des conclusions additionnelles. Le texte devrait clairement indiquer qu'une partie ne peut conclure en réponse que si son adversaire a pris des conclusions principales, ou en réplique que si son adversaire a pris des conclusions en réponse.

tenuitvoerlegging van de hervorming van 1992 is gebleken hoe netelig die knelpunten zijn, is het jammer dat de regering haar verantwoordelijkheid ontloopt om ze op transparante en doelgerichte wijze weg te werken.

Ten aanzien van die opmerkingen en die van de Raad van State heeft de regering ervoor geopteerd de gemakkelijkste weg te bewandelen, door in de ontworpen tekst elke verwijzing naar het knelpunt zonder meer weg te laten. In de memoerie van toelichting wordt evenwel gepreciseerd dat het beginsel volgens hetwelk een partij alleen mag antwoorden op de laatste conclusies van de tegenpartij, niet werd behouden (op grond van de te talrijke problemen waartoe het in de praktijk kan leiden). Die oplossing is ingegeven door het arrest van het Hof van Cassatie van 14 maart 2002, waarin het Hof oordeelt:

«Overwegende dat wanneer de rechter krachtens artikel 747, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek termijnen bepaalt om conclusies te nemen, de conclusie die is overlegd na het verstrijken van deze termijnen ambtshalve uit de debatten dient te worden geweerd;

Dat dit artikel niet de strekking heeft dat een partij die na laat binnen de aldus bepaalde termijn een conclusie te nemen hierdoor noodzakelijk het recht verbeurt om in de termijn van wederantwoord een conclusie te nemen;

Dat die conclusie niet mag strekken tot het aanvoeren van nieuwe middelen waarop een andere partij niet meer kan antwoorden en inzonderheid geen incidenteel hoger beroep mag inhouden waardoor de grenzen van de debat voor de appelrechter worden verruimd;

Dat het immers de rechter toekomt om een deloyale proceshouding te sanctioneren en op die grond die conclusie uit het debat te weren.».

Dat arrest regelt de inhoud van de conclusies van antwoord wanneer een partij geen hoofdconclusies heeft genomen. Wat zal er gebeuren indien zulks wel het geval is? Moet men dan dezelfde redenering volgen?

Moet men overigens daaruit besluiten dat de regering het eens is met de door het Hof van Cassatie bekritiseerde rechtspraak, volgens welke een partij, die geen conclusie heeft genomen binnen de eerste haar toegestane termijn, zulks alsnog mag doen binnen de daaropvolgende termijn?

Op de verwijzing naar het arrest van 14 maart 2002 na, wordt in het voorontwerp geen gewag gemaakt van voormeld fundamenteel knelpunt (moet de dominotheorie worden toegepast, of mag men bijkomende conclusies nemen wanneer geen hoofdconclusies zijn genomen?). Conform het in de rechtsleer sterk overwegende beginsel zou het voorontwerp integendeel uitdrukkelijk moeten preciseren dat een partij die geen hoofdconclusies heeft genomen, geen bijkomende conclusies meer mag nemen. Bovendien meent de O.B.F.G. dat, als een partij geen gebruik heeft gemaakt van haar recht om bijkomende conclusies te nemen, zulks de tegenpartij het recht ontnemt om dat te doen. De tekst zou duidelijk moeten aangeven dat een partij slechts een conclusie van antwoord, respectievelijk van repliek mag nemen als de tegenpartij hoofdconclusies, respectievelijk conclusies van antwoord heeft genomen.

Il est en conséquence proposé d'introduire clairement la théorie des dominos dans le Code judiciaire. L'échange des conclusions est une suite de réponses et de répliques. La partie qui n'a pas conclu à titre principal peut plus conclure à titre additionnel. Pour éviter que l'autre partie ne tente d'en profiter, on propose l'introduction d'une seconde règle: une partie ne peut conclure que si la partie contre laquelle elle a un lien d'instance (son adversaire) a elle-même pris des conclusions dans le délai légal.

Exemple: si le défendeur ne prend pas de conclusions principales la mise en état s'arrête immédiatement. Le demandeur ayant à sa disposition son acte introductif d'instance. Si après avoir reçu les conclusions du défendeur, le demandeur ne conclut pas en réponse, la mise en état s'arrête, et ainsi de suite. Cette façon de procéder imposera aux parties d'être le plus complet dès leurs premiers actes de procédure et notamment d'avoir un acte introductif très complet. Cela facilitera et accélèrera grandement la mise en état.

Le contenu des dernières conclusions reste libre. Mais le cas échéant l'introduction de moyens nouveaux ou de demandes nouvelles, reconventionnelles ou en intervention dans les dernières conclusions peut justifier une nouvelle mise en état et donc un nouveau calendrier fixé par le juge. La procédure est volontairement informelle pour laisser le plus de souplesse. Le juge pouvant, le cas échéant, rapidement convoquer les parties ou les inviter à communiquer leurs observations par écrit en fixant le délai dans lesquelles elles doivent lui parvenir.

Par ailleurs, pour que cette nouvelle mise en état ne retarde pas le sort de la demande principale, le juge pourra disjoindre les demandes si les nouveaux délais pour conclure étaient incompatibles avec la date prévue pour les plaidoiries.

Joseph ARENS (cdH)

N° 9 DE MM. VAN PARYS ET VERHERSTRAETEN

Intitulé

Remplacer l'intitulé par l'intitulé suivant:

«*Projet de loi modifiant certaines dispositions du Code judiciaire*».

JUSTIFICATION

Il ressort de la lecture du projet de loi et des auditions qui ont eu lieu en commission de la Justice que le texte en projet ne permet pas de résorber l'arriéré judiciaire existant dans certaines juridictions.

Er wordt bijgevolg voorgesteld de dominotheorie heel duidelijk in het Gerechtelijk Wetboek op te nemen. De uitwisseling van conclusies is een opeenvolging van antwoorden en replieken. De partij die geen hoofdconclusies heeft genomen, mag niet meer in bijkomende orde concluderen. Om te voorkomen dat de andere partij zou pogen ervan te profiteren, wordt voorgesteld een tweede regel in te voeren: een partij mag maar concluderen, als de partij ten aanzien waarvan zij een gerechtelijke band heeft (haar tegenstrever), zelf conclusies binnen de wettelijke termijn heeft genomen.

Voorbeeld: als de verweerder geen hoofdconclusie neemt, stopt de ingereedheidbrenging onmiddellijk. De eiser beschikt immers over zijn akte van rechtsingang. Als de eiser na de ontvangst van de conclusies van de verweerder geen conclusies van antwoord neemt, stopt de ingereedheidbrenging enzovoort. Die werkwijze zal de partijen verplichten van bij hun eerste procedureakten zo volledig mogelijk te zijn en met name over een heel volledige akte van rechtsingang te beschikken. Dat zal de ingereedheidbrenging grotendeels vergemakkelijken en versnellen.

De inhoud van de laatste conclusies blijft vrij. Maar in voorkomend geval kan de indiening van nieuwe middelen of nieuwe vorderingen (bij tegenvordering of vordering tot tussenkomst), in de laatste conclusies van een partij een nieuwe ingereedheidbrenging rechtvaardigen en dus een nieuw door de rechter vastgesteld tijdschema. De procedure is bewust informeel om zoveel mogelijk soepelheid te laten. De rechter kan de partijen in voorkomend geval snel bijeenroepen of ze verzoeken hun opmerkingen schriftelijk te formuleren en daarbij de termijnen vaststellen waarbinnen die hem moeten bereiken.

Opdat die nieuwe ingereedheidbrenging het verloop van de hoofdeis niet zou vertragen, zal de rechter voorts de vorderingen kunnen loskoppelen als de nieuwe termijnen om te concluderen niet verenigbaar zijn met de voor de pleidooien vooropgezette datum.

Nr. 9 VAN DE HEREN VAN PARYS EN VERHERSTRAETEN

Opschrift

Het opschrift vervangen als volgt:

«*Wetsontwerp tot wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek*».

VERANTWOORDING

Uit de lectuur van het wetsontwerp en uit de hoorzittingen in de commissie voor de justitie is gebleken dat het wetsontwerp geen oplossing biedt voor de bestaande gerechtelijke achterstand in bepaalde jurisdicties.

Le projet de loi modifie essentiellement les règles de la mise en l'état ainsi que certaines autres règles de procédure civile.

Dans un souci de sécurité juridique, il importe de ne pas créer de faux espoirs dans le chef des justiciables.

La bonne administration implique que l'intitulé d'une loi corresponde à sa teneur.

N°10 DE MM. VAN PARYS ET VERHERSTRAETEN

Art. 2

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION

Étant donné qu'il est difficile de prouver que la partie qui aurait pu soulever plus tôt un moyen d'irrecevabilité s'est abstenue de le faire dans l'intention de retarder la procédure, il est délicat d'imposer des dommages-intérêts à la partie « abusive ».

Des dommages-intérêts impliquent en outre que la partie à laquelle ils sont accordés a subi un dommage et il est difficile d'estimer le montant des dommages-intérêts qui sont censés réparer le préjudice qui cause un dommage à la justice dont le fonctionnement a été ralenti.

L'OVB a observé au cours de l'audition que la disposition de l'article 18bis proposé renvoie en fait au règlement de droit commun relatif à la loyauté de procédure et aux possibilités de sanction qu'offre déjà l'article 1382 du Code civil. L'ajout de ce membre de phrase cité est dès lors tout à fait superflu.

Le membre de phrase cité dans l'article 18bis renvoie en outre au règlement tel que défini dans l'article 24 du projet de loi et fait dès lors double emploi avec l'article 780bis proposé, qui instaure une amende civile pour les procédures utilisées à des fins manifestement dilatoires ou abusives.

Étant donné que l'article 2 permet de soulever les moyens d'irrecevabilité à tout stade de la procédure, un des objectifs du projet, à savoir une procédure plus rapidement purgée de ses vices, ne pourra d'ailleurs pas être atteint.

N° 11 de MM. VAN PARYS et VERHERSTRAETEN

Art. 3

Supprimer cet article.

Het wetsontwerp wijzigt voornamelijk de regels van de instelling en wijzigt tevens bepaalde andere burgerlijke procedure-regels.

Met het oog op de rechtszekerheid is het aangewezen geen valse verwachtingen te creëren bij de rechtzoekende.

Goed bestuur vereist dat het opschrift van een wet overeenstemt met het voorwerp ervan.

Nr. 10 VAN DE HEREN VAN PARYS EN VERHERSTRAETEN

Art. 2

Dit artikel weglaten.

VERANTWOORDING

Vermits het moeilijk is om uit te bewijzen dat de partij die een middel van ontoelaatbaarheid vroeger had kunnen opwerpen, dat met opzet nagelaten heeft met de bedoeling de procedure te vertragen+, is het delicaat een schadevergoeding op te leggen aan de «onrechtmatige» partij.

Bovendien impliceert een schadevergoeding dat de partij aan wie het wordt toegekend schade heeft geleden en is het moeilijk het bedrag te ramen van de vergoeding die geacht wordt het nadeel te herstellen dat schade berokkent aan justitie waarvan de werking is vertraagd.

De OVB merkte tijdens de hoorzitting op dat de bepaling van artikel 18bis eigenlijk verwijst naar de gemeenrechtelijke regeling van de loyaliteit van de procesvoering en de sanctiemogelijkheden die artikel 1382 B.W. thans reeds biedt. De toevoeging van art 18bis is bijgevolg volstrekt overbodig.

De aangehaalde zinsnede in artikel 18bis verwijst trouwens naar de regeling zoals bepaald in artikel 24 van het wetsontwerp en maakt bijgevolg dubbel gebruik uit met het voorgestelde artikel 780bis dat een civielrechtelijke boete invoert voor kennelijk verdragende of onrechtmatige proceshandelingen.

Aangezien artikel 2 de mogelijkheid biedt om de middelen van ontoelaatbaarheid aan te voeren in elke stand van het geding, zal één van de doelstellingen van het wetsontwerp, nl een rechtspleging die sneller van zijn gebreken wordt gezuiverd, trouwens niet verwezenlijkt kunnen worden.

Nr. 11 VAN DE HEREN VAN PARYS EN VERHERSTRAETEN

Art. 3

Dit artikel weglaten.

JUSTIFICATION

Dès lors que l'article 18 du Code judiciaire dispose que l'intérêt doit être né et actuel, c'est-à-dire s'apprécier au moment où la demande est formée, il paraît peu cohérent d'insérer un article 18ter qui le contredit dès lors qu'il dispose que la cause d'irrecevabilité de l'action peut néanmoins disparaître au moment où le juge se prononce. Contrairement à l'exposé des motifs, les dispositions du projet de loi n'indiquent pas que l'irrecevabilité pour cause de défaut de qualité ou d'intérêt est exclue du champ d'application de l'article 18ter en projet.

Outre le défaut de qualité ou d'intérêt, on peut également s'interroger sur les autres cas dans lesquels la cause d'irrecevabilité disparaît au moment où le juge se prononce.

Ce n'est pas le cas pour une procédure qui aurait dû être introduite par voie de citation mais qui l'a été au moyen d'une requête contradictoire dès lors que la cause d'irrecevabilité (l'introduction au moyen d'une requête contradictoire) ne disparaît pas.

Or, l'exposé des motifs indique que l'article 18ter en projet vise à régulariser l'usage de la requête en tant qu'acte introductif d'instance lorsque la loi ne l'autorise pas et qu'elle impose de recourir à une citation.

La nouvelle règle introduite par l'article 18ter risque dès lors d'entraîner une augmentation du nombre d'actions en justice et de débats dans le débat. On risque de voir augmenter le nombre d'affaires introduites dans l'espoir que la durée de la procédure permettra de les régulariser bien qu'elles aient été introduites de manière irrégulière.

Cela ne fera naturellement qu'aggraver l'arriéré judiciaire.

N° 12 DE MM. VAN PARYS ET VERHERSTRAETEN

(en ordre subsidiaire)

Art. 3

Remplacer les mots «L'irrecevabilité» par les mots «À moins qu'elle ne résulte d'un défaut de qualité ou d'un défaut d'intérêt, l'irrecevabilité».

JUSTIFICATION

Il n'y a pas de concordance entre le texte proposé dans le projet et l'exposé des motifs, qui précise explicitement que l'objectif n'est pas d'appliquer la règle à l'irrecevabilité qui résulte d'un défaut de qualité ou d'un défaut d'intérêt.

VERANTWOORDING

Aangezien artikel 18 Ger.W. bepaalt dat het belang een reeds verkregen en dadelijk belang moet zijn - dat wil zeggen moet beoordeeld worden op het tijdstip waarop de vordering wordt ingesteld - getuigt het van weinig coherentie om in strijd hiermee een artikel 18ter in te voegen waarin wordt bepaald dat de oorzaak van de ontoelaatbaarheid van de rechtsvordering niet-temin kan verdwijnen op het tijdstip dat de rechter uitspraak doet. In tegenstrijd met de memorie van toelichting, blijkt niet uit de wettekst dat ontoelaatbaarheid wegens gebrek aan hoedanigheid of belang aan het toepassingsgebied van artikel van het voorgestelde artikel 18ter zou ontsnappen.

Bovendien rijst de vraag in welke andere gevallen dan het gebrek aan hoedanigheid of belang, de oorzaak van ontoelaatbaarheid niet meer bestaat op het ogenblik van de uitspraak.

Een procedure die moet worden ingesteld met een dagvaarding maar met een verzoekschrift op tegenspraak wordt ingesteld, komt daarvoor niet in aanmerking, want de oorzaak van de ontoelaatbaarheid, namelijk de inleiding bij verzoekschrift op tegenspraak, blijft bestaan.

Nochtans blijkt uit de memorie van toelichting dat het voorgestelde artikel 18ter Ger.W. tot doel heeft het gebruik van een verzoekschrift als gedinginleidende akte te regulariseren wanneer de wet dit gebruik niet toestaat en een dagvaarding oplegt.

De nieuwe regel van artikel 18ter dreigt dan ook het aantal rechtsvorderingen, en debatten binnen het debat, te doen toenemen. Er dreigen meer rechtszaken waarvan men hoopt dat zij, weliswaar op onregelmatige wijze ingeleid, door het louter tijdsverloop van de procesvoering, regelmatig zullen worden.

Dit zal uiteraard leiden tot een verhoging van de gerechtelijke achterstand.

Nr. 12 VAN DE HEREN VAN PARYS EN VERHERSTRAETEN

(ondergeschikte orde)

Art. 3

De woorden «De ontoelaatbaarheid wordt» vervangen door de woorden «Tenzij de ontoelaatbaarheid voortvloeit uit een gebrek aan hoedanigheid of een gebrek aan belang, wordt de ontoelaatbaarheid».

VERANTWOORDING

De in het ontwerp voorgestelde tekst is niet in overeenstemming met de memorie, waarin uitdrukkelijk staat dat het niet de bedoeling is dat regel wordt toegepast op de ontoelaatbaarheid die voortvloeit uit een gebrek aan hoedanigheid of een gebrek aan belang.

N° 13 DE MM. VAN PARYS ET VERHERSTRAETEN

Art. 4

Remplacer cet article par la disposition suivante:

«Un article 735bis, libellé comme suit, est inséré dans le même Code:

«Le juge peut, avant dire droit, à tout stade de la procédure, ordonner une mesure préalable destinée soit à instruire la demande ou à régler un incident portant sur une telle mesure soit, à arrêter provisoirement la situation des parties. À cette fin, la partie la plus diligente peut en tout état de cause faire porter la cause devant le juge par simple demande écrite déposée ou adressée au greffe; le greffier convoque les parties ou, le cas échéant, leur avocat par lettre missive ou, lorsque la partie a fait défaut à l'audience d'introduction et qu'elle n'a pas d'avocat, par pli judiciaire.»».

JUSTIFICATION

A) Compte tenu de l'observation du Conseil d'État selon laquelle cette disposition n'a pas sa place dans l'article 19 du Code judiciaire, la disposition est insérée dans la partie du Code judiciaire portant sur la procédure civile et plus particulièrement sur l'instruction et le jugement de la demande.

B) Il ressort des auditions que d'aucuns pensent que l'affaire ne peut être «ramenée» devant le juge que lorsque celui-ci a déjà ordonné une mesure d'instruction, alors que le but de l'article 19, alinéa 2, est de faire fixer une cause rapidement et avec souplesse afin qu'une demande visant une mesure d'instruction ou un incident portant sur une mesure d'instruction déjà ordonnée puisse être instruite. Le texte proposé est plus clair à cet égard. Le mot «ramener» est remplacé par le mot «porter» et les mots «à cette fin» renvoient aux deux possibilités visées dans la première phrase.

N° 14 DE MM. VERHERSTRAETEN ET VAN PARYS

Art. 8

Dans le texte néerlandais de l'article 729 proposé, remplacer les mots «Wanneer de zaak bij de inleiding niet kan worden bepleit» par les mots «Wanneer de zaak niet van die aard is dat ze bij de inleiding ervan kan worden bepleit».

Nr. 13 VAN DE HEREN VAN PARYS EN VERHERSTRAETEN

Art. 4

Dit artikel vervangen als volgt:

«Art. 4. — In hetzelfde wetboek wordt een artikel 735bis ingevoegd, luidend als volgt:

«Art. 735bis. — «Alvorens recht te doen, kan de rechter, in elke stand van de rechtspleging, een voorafgaande maatregel bevelen om de vordering te onderzoeken of een tussengeschied te regelen dat betrekking heeft op een dergelijke maatregel, dan wel de toestand van de partijen voorlopig te regelen. De meest gereede partij kan hiertoe de zaak in elke stand van het geding voor de rechter brengen bij eenvoudig schriftelijk verzoek neergelegd ter of toegezonden aan de griffie; de griffier roept de partijen en, in voorkomend geval, hun advocaat op bij gewone brief of, ingeval de partij verstek heeft laten gaan op de inleidingszitting en geen advocaat heeft, bij gerechtsbrief.»».

VERANTWOORDING

A) Overeenkomstig de opmerking van de Raad van State dat deze bepaling niet thuishoort in artikel 19 van het Gerechtelijk Wetboek, wordt het geplaatst in het Deel van het Gerechtelijk Wetboek dat betrekking heeft op de burgerlijke rechtspleging en meer in het bijzonder op de behandeling en de berechting van de vordering.

B) Uit de hoorzittingen is gebleken dat sommigen denken dat de zaak enkel «opnieuw» voor de rechter kan worden gebracht nadat de rechter reeds een onderzoeksmaatregel heeft bevolen, terwijl het de bedoeling is dat artikel 19, tweede lid, voorziet in een soepele manier om een zaak snel te laten vaststellen teneinde een vraag tot het nemen van een onderzoeksmaatregel of een incident i.v.m. een reeds bevolen onderzoeksmaatregel te horen behandelen. De voorgestelde tekst is op dat vlak duidelijker. Het woord «opnieuw» valt weg, terwijl het woord «hiertoe» verwijst naar de beide mogelijkheden vermeld in de eerste zin.

Nr. 14 VAN DE HEREN VAN PARYS EN VERHERSTRAETEN

Art. 8

In het voorgestelde artikel 729, de woorden «Wanneer de zaak bij de inleiding niet kan worden gepleit» vervangen door de woorden «Wanneer de zaak niet van die aard is dat ze bij de inleiding ervan kan worden bepleit».

JUSTIFICATION

Nous faisons droit à l'observation du Conseil d'État. La nouvelle formulation exprime mieux l'objectif de la disposition.

N° 15 DE MM. VERHERSTRAETEN ET VAN PARYS

Art. 9

Apporter les modifications suivantes:

A) au 1°, supprimer le premier tiret.

B) au 1°, deuxième tiret, remplacer les mots «l'article 19, alinéa 2» par les mots «l'article 735bis»

JUSTIFICATION

A) L'élargissement proposé de la procédure des débats succincts n'est pas requise en soi, étant donné que la pratique démontre qu'actuellement, les matières énumérées sont déjà réglées par le biais des débats succincts.

La mention selon laquelle le recouvrement des créances incontestées s'opère selon la procédure des débats succincts peut donner lieu à d'interminables discussions en salle d'audience, portant notamment sur la question de savoir si une créance est contestée ou non. Cela risque de faire naître des discussions d'interprétation dans le débat dit succinct avec, en corollaire, de nouveaux retards.

La procédure des débats succincts constitue une exception au droit commun de procédure et dès le moment où il existe la moindre contestation, les droits de la défense doivent primer le souhait de voir l'affaire réglée rapidement.

B) Concordance avec l'amendement n° 13 à l'article 14 présenté par le CD&V.

N°16 DE MM. VAN PARYS ET VERHERSTRAETEN

Art. 10

Dans le texte proposé, remplacer les mots «les moyens de fait et de droit» par les mots «les moyens de la demande».

VERANTWOORDING

Zie de opmerking van de Raad van State. Dit brengt dit de bedoeling van de bepaling beter tot uiting.

Nr. 15 VAN DE HEREN VAN PARYS EN VERHERSTRAETEN

Art. 9

D volgende wijzigingen aanbrengen:

A) In het 1°, het eerste streepje weglaten;

B) In het 1°, tweede streepje, de woorden «artikel 19, tweede lid» vervangen door de woorden «artikel 735bis».

VERANTWOORDING

A) De voorgestelde uitbreiding van de korte debattenprocedure is op zichzelf beschouwd niet vereist vermits de praktijk aantoonde dat de opgesomde aangelegenheden thans reeds via korte debatten worden geregeld.

De vermelding dat de invordering van de niet betwiste schuldvorderingen verloopt via de korte debattenprocedure kan leiden tot tijdrovende discussies in de rechtszaal, bv over de vraag of een schuldvordering nu al dan niet betwist is. Hierdoor dreigen er interpretatiedebatten te ontstaan binnen het zogenaamd kort debat met opnieuw vertragingen als gevolg.

De procedure van de korte debatten vormt een uitzondering op het gemeen procesrecht en vanaf het moment dat er enige betwisting is, dient er dan ook voorrang te worden gegeven aan de rechten van de verdediging boven de wens van een versnelde afhandeling van de zaak.

B) Overeenstemming met CD&V-amendement nr 13 op artikel 14.

Nr. 16 VAN DE HEREN VAN PARYS EN VERHERSTRAETEN

Art. 10

In de voorgestelde tekst, de woorden «de middelen in feite en in rechte» vervangen door de woorden «de middelen van de vordering».

JUSTIFICATION

L'OVB a observé au cours des auditions que l'exigence que les conclusions doivent formuler expressément «les moyens de droit» sur lesquels chacune des prétentions est fondée est en contradiction avec le principe dit du iura novit curia et l'arrêt Bunge de la Cour de cassation du 24 novembre 1978, qui confirme que, par les moyens de la demande, il n'y a pas lieu d'entendre les règles de droit, mais les données factuelles qui fondent la demande.

Si les parties doivent aussi formuler les moyens de droit, cela compliquera l'accès à la justice.

Voir aussi les articles 702,3°, et 1034ter, 4°, du Code judiciaire, qui exigent que l'exploit de citation et la requête contradictoire contiennent «les moyens de la demande» .

Il n'est pas souhaitable de modifier ces principes ancrés et généralement admis.

N° 17 DE MM. VAN PARYS ET VERHERSTRAETEN

Art. 10

Dans le texte proposé, remplacer la deuxième phrase par le texte suivant:

«Les conclusions prises dans une autre cause ou à un autre degré de juridiction et auxquelles il est renvoyé ou fait référence, ne sont pas considérées comme des conclusions au sens de l'article 780, alinéa 1^{er}, 3°».

JUSTIFICATION

Le texte sème la confusion. Rien ne s'oppose à ce que les parties se réfèrent à d'autres conclusions (de la partie adverse, par exemple) et en citent des extraits. Le but poursuivi par le législateur n'est pas que ces renvois soient réputés non écrits, mais bien que le devoir de motivation du juge ne s'étende pas aux conclusions prises dans une autre cause ou à un autre degré de juridiction et auxquelles il est renvoyé ou fait référence. Ce devoir de motivation est fondé sur l'article 780, alinéa 1^{er}, 3°, du Code judiciaire. Il est donc préférable de renvoyer expressément à cette disposition.

N° 18 DE MM. VAN PARYS ET VERHERSTRAETEN

Art. 11

Supprimer cet article.

VERANTWOORDING

De OVB merkte tijdens de hoorzittingen terecht op dat het vereiste dat de conclusies uitdrukkelijk «de middelen naar recht» moeten bevatten waarop elke eis steunt, in strijd is met het iura novit curia beginsel en het Bunge-arrest van het Hof van Cassatie van 24 november 1978 dat bevestigt dat onder de middelen van de vordering niet de rechtsregels moet worden verstaan, maar wel de feitelijke gegevens die aan de grondslag liggen van de vordering.

Wanneer partijen ook de middelen in rechte moeten uiteenzetten, zal dit de toegang tot het gerecht bemoeilijken.

Zie ook de artikelen 702,3° Ger.W. en 1034ter, 4° Ger.W. waarin wordt vereist dat in respectievelijk de dagvaarding en het verzoekschrift op tegenspraak «de middelen van de vordering» worden vermeld.

Het is niet wenselijk om deze verankerde en algemeen aanvaarde begrippen te wijzigen.

Nr. 17 VAN DE HEREN VAN PARYS EN VERHERSTRAETEN

Art. 10

De woorden «De verwijzingen en de referenties naar voorheen in een andere zaak of in een andere aanleg genomen conclusies worden voor niet geschreven gehouden» **vervangen door de woorden** «De in een andere zaak of in een andere aanleg genomen conclusie waarnaar wordt verwezen of waaraan wordt gerefereerd worden niet beschouwd als conclusies in de zin van artikel 780, eerste lid, 3° Ger.W.»

VERANTWOORDING

De tekst leidt tot verwarring. Niets belet partijen te verwijzen naar een andere conclusie (bv. van de tegenpartij) en daaruit te citeren. Het is niet de bedoeling van de wetgever dat deze verwijzingen voor niet geschreven worden gehouden. Wel is het de bedoeling dat de motiveringsplicht van de rechter zich niet uitstrekt tot de in een andere zaak of in een andere aanleg genomen conclusies waarnaar wordt verwezen of waaraan wordt gerefereerd. Deze motiveringsplicht is gesteund op artikel 780, eerste lid, 3° Ger.W. Het is daarom beter uitdrukkelijk te verwijzen naar dit artikel.

Nr. 18 VAN DE HEREN VAN PARYS EN VERHERSTRAETEN

Art. 11

Dit artikel weglaten.

JUSTIFICATION

Le projet de loi dispose que les conclusions ne devront plus être «communiquées» à l'autre partie, mais «remises au greffe» et «envoyées à l'autre partie».

L'élément essentiel de la communication, à savoir la garantie que l'autre partie a reçu les conclusions ou était en mesure de recevoir celles-ci, est supprimé.

Il suffira désormais d'envoyer les conclusions, que celle-ci soient ou non réceptionnées. Cette disposition met en péril le caractère contradictoire de la procédure et les droits de la défense.

L'article 745, alinéa 2, du Code judiciaire doit dès lors être conservé. Lorsqu'une partie ne peut pas démontrer au moyen d'un accusé de réception qu'elle a communiqué ses conclusions à l'autre partie, celles-ci sont réputées avoir été communiquées cinq jours après l'envoi. Ainsi, l'expéditeur veillera à envoyer ses conclusions au plus tard cinq jours avant l'expiration du délai fixé par le juge.

N° 19 DE MM. VAN PARYS ET VERHERSTRAETEN

Art. 11bis (nouveau)

Insérer un article 11bis, libellé comme suit:

«Art. 11bis. — L'article 747, § 1^{er}, du même Code, est remplacé par la disposition suivante:

«§ 1^{er}. A chaque audience, les parties peuvent demander au juge de faire acter les délais pour conclure convenus entre elles d'un commun accord. Avant de leur donner acte, le juge est tenu d'informer les parties de la date à laquelle l'audience de plaidoirie peut être fixée, de telle sorte que les parties puissent éventuellement, compte tenu de cette donnée, adapter leur convention. Les parties sont informées des délais pour conclure qui ont été convenus ainsi que de la date de l'audience conformément au § 2, alinéa 4.».

JUSTIFICATION

L'article 747, § 1^{er}, initial, n'a plus de raison d'être. En effet, les délais pour conclure sont fixés soit par les parties, soit par le juge. Les délais légaux, qui, d'ailleurs, en l'absence de sanction, n'étaient jamais appliqués non plus dans le passé, n'ont de toute façon plus leur place aujourd'hui dans le nouveau mode de mise en état.

VERANTWOORDING

Het wetsontwerp bepaalt dat conclusies niet langer zullen moeten worden «overgelegd» aan de tegenpartij maar «neergelegd ter griffie» en «gezonden aan de andere partij».

Het essentiële element van de overlegging, namelijk de waarborg dat de tegenpartij de conclusies heeft ontvangen dan wel in de gelegenheid was deze in ontvangst te nemen, wordt geschrapt.

Het zal voortaan volstaan om de conclusies te verzenden, ongeacht of deze al dan niet in ontvangst worden genomen. Hierdoor komen het tegensprekelijk karakter van de procedure en de rechten van de verdediging in het gedrang.

Artikel 745, tweede lid van het Gerechtelijk Wetboek dient dan ook behouden te blijven. Wanneer een partij dan niet aan de hand van een ontvangstbewijs kan aantonen dat hij zijn conclusies aan de andere partij heeft meegedeeld, worden zij geacht te zijn overgelegd vijf dagen na de toezending. Alzo zal de verzender erop letten zijn conclusies toe te zenden ten laatste vijf dagen vóór het verstrijken van de door de rechter bepaalde termijn.

Nr. 19 VAN DE HEREN VAN PARYS EN VERHERSTRAETEN

Art. 11bis (nieuw)

Een artikel 11bis invoegen, luidend als volgt:

«Art. 11bis. — Artikel 747, §1, van het Gerechtelijk Wetboek wordt vervangen als volgt:

«Op iedere terechtzitting kunnen de partijen aan de rechter vragen akte te laten nemen van de tussen hen onderling overeengekomen conclusietermijnen. Vooraleer hen akte te verlenen, is de rechter gehouden partijen in te lichten over de datum waarop in hun zaak de rechtsdag kan worden vastgesteld zodat partijen in het licht hiervan hun afspraken eventueel kunnen aanpassen. Van de overeengekomen conclusietermijnen en de rechtsdag wordt aan partijen kennis gegeven overeenkomstig § 2, vierde lid.».

VERANTWOORDING

Het oorspronkelijke artikel 747, §1 heeft geen reden van bestaan meer. De conclusietermijnen worden immers ofwel bepaald door de partijen, ofwel door de rechter. De wettelijke termijnen, die overigens bij gebreke van sanctie ook in het verleden nooit werden toegepast, hebben nu in elk geval geen plaats meer in de nieuwe wijze van in gereedheid brengen.

L'amendement souligne la nécessité de procéder de manière «responsable». Il met, à juste titre, l'accent sur le principe selon lequel les parties en cause devraient, normalement, convenir elles-mêmes à l'amiable des délais pour conclure. En insérant, dans le § 1^{er} de l'article 747, cette bonne habitude qui se répand de plus en plus, et ce, à la satisfaction de tous, il est souligné que ce procédé devrait devenir la règle.

Ce ne sont pas seulement les parties au procès (et leurs avocats) qu'il convient de responsabiliser. La magistrature doit également prendre ses responsabilités. Au moment où les parties font acter leur accord à l'amiable, une date d'audience doit leur être communiquée. Ceci est d'une importance cruciale pour le justiciable et la perception qu'a ce dernier de la justice.

N° 20 DE MM. VAN PARYS ET VERHERSTRAETEN

Art. 12

Dans l'article 747, § 2, alinéa 1^{er}, proposé, remplacer les mots «soumettre au juge leurs observations écrites sur la mise en état judiciaire, dès l'audience d'introduction ou en les faisant parvenir au greffe, au plus tard, dans le mois de celle-ci» **par les mots** «*soumettre au juge leurs observations écrites sur la mise en état judiciaire ou les transmettre au greffe au plus tard un mois après l'audience d'introduction*».

JUSTIFICATION

Il convient d'apporter plusieurs corrections d'ordre linguistique.

Il n'y a aucune raison d'établir une distinction selon que les remarques sont transmises au juge ou au greffe. Étant donné que c'est le juge qui prend la décision, c'est à lui que les remarques devront finalement être transmises, par courrier ou encore par dépôt au greffe ou à l'audience. Il n'y a pas lieu de décrire cette procédure dans la loi, car il s'agit de la procédure habituelle.

Les mots «dès l'audience d'introduction» et «au plus tard, dans le mois de celle-ci» sont déroutants, car on pourrait en déduire qu'il est interdit de transmettre les remarques relatives à la mise en état au juge ou au greffe avant l'audience d'introduction, alors qu'en pratique, la plupart du temps, le conseil du cité adresse au greffe, avant l'audience d'introduction, un courrier unique l'informant de son intervention pour une partie déterminée et proposant certains délais pour conclure.

Het amendement wijst op de noodzaak «verantwoordelijk» te procederen. Ze legt terecht de klemtoon op het beginsel dat partijen in geding principieel zelf, op minnelijke wijze, conclusietermijnen zouden moeten overeenkomen. Door deze goede gewoonte, die steeds meer ingang vindt en dit tot ieders tevredenheid, in §1 van artikel 747 te plaatsten, wordt benadrukt dat deze werkwijze de regel zou moeten worden.

Niet alleen de procespartijen (en hun advocaten) moeten worden geresponsabiliseerd. Ook de magistratuur dient zijn verantwoordelijkheid te nemen. Op het ogenblik dat partijen hun minnelijk akkoord laten akteren, moet hen een rechtsdag worden meegedeeld. Voor de rechtzoekende en voor de perceptie die deze van het gerecht heeft, is dit van cruciaal belang.

Nr. 20 VAN DE HEREN VAN PARYS EN VERHERSTRAETEN

Art. 12

In het voorgestelde artikel 747, §2, eerste lid van hetzelfde Wetboek worden de woorden «overmaken vanaf de inleidingszitting of deze aan de griffie te laten geworden, uiterlijk binnen de maand te rekenen van deze inleidingszitting» **vervangen door de woorden** «*overmaken of deze aan de griffie bezorgen ten laatste één maand na de inleidingszitting*».

VERANTWOORDING

Er zijn enkele taalkundige correcties.

Er is geen enkele reden waarom een onderscheid moet worden gemaakt tussen het overmaken van opmerkingen aan de rechter of aan de griffie. Gezien het de rechter is die beslist, moeten de opmerkingen finaal aan hem worden overgemaakt. Dit gebeurt door toezending aan of neerlegging ter griffie of op de zitting. Deze werkwijze moet niet worden beschreven, gezien het de gebruikelijke werkwijze is.

De woorden «*vanaf de inleidingszitting*» en «*uiterlijk binnen de maand na deze inleidingszitting*» in het ontwerp zijn verwarrend, omdat men daaruit zou kunnen afleiden dat vóór de inleidingzitting geen opmerkingen over het in gereedheid brengen aan de rechter (griffie) zouden kunnen worden overgemaakt, terwijl in de praktijk wellicht de meest voorkomende praktijk zal zijn dat de raadsman van de gedaagde vóór de inleidingszitting in een en dezelfde brief aan de griffie zal melden dat hij tussenkomt voor een bepaalde partij en dat hij bepaalde conclusietermijnen voorstelt.

N° 21 DE MM. VAN PARYS ET VERHERSTRAETEN

Art. 12

Dans l'article 747, § 2, proposé, transformer la deuxième phrase en un alinéa 2.

JUSTIFICATION

Il est préférable de transformer la deuxième phrase de l'alinéa 1^{er} en alinéa 2, étant donné que cette phrase énonce un principe important.

N° 22 DE MM. VAN PARYS ET VERHERSTRAETEN

Art. 12

Dans l'article 747, § 2, alinéa 2, proposé, remplacer les mots «en tenant compte, le cas échéant, des observations que les parties lui ont soumises ou ont fait parvenir au greffe avant l'expiration du délai prévu à l'alinéa 1^{er}» **par les mots** «, le cas échéant, en entérinant l'accord des parties ou en tenant compte des observations des parties.».

JUSTIFICATION

Les délais pour conclure que les parties ont fixés d'un commun accord sont entérinés par le juge de sorte qu'ils deviennent obligatoires. Dans pareil cas, on ne peut exiger du juge que l'audience ne soit pas fixée plus de trois mois après le dépôt de la dernière conclusion.

Il peut en être de même lorsque le demandeur propose un délai pour conclure dans l'acte introductif et que le défenseur accepte celui-ci avant ou à l'audience d'introduction.

N° 23 DE MM. VAN PARYS ET VERHERSTRAETEN

Art. 12

Dans l'article 747, § 2, alinéa 2, proposé, remplacer les mots «En fonction de la date de l'audience de plaidoirie qui a lieu au plus tard dans les trois mois de la communication des dernières conclusions» **par les mots** «En fonction de la date de l'audience de plaidoirie qui, dans le cas où les délais pour conclure sont fixés

Nr. 21 VAN DE HEREN VAN PARYS EN VERHERSTRAETEN

Art. 12

In het voorgestelde artikel 747, § 2, eerste lid, wordt de tweede zin een nieuw tweede lid.

VERANTWOORDING:

Het is beter om van de tweede zin van het eerste lid van het ontwerp een tweede lid te maken, omdat daarin een belangrijk principe wordt neergeschreven.

Nr. 22 VAN DE HEREN VAN PARYS EN VERHERSTRAETEN

Art. 12

In het voorgestelde artikel 747, § 2, tweede lid, de woorden «in voorkomend geval rekening houdend met de opmerkingen van de partijen, overgemaakt aan de rechter of aan de griffie voor het verstrijken van de termijn bedoeld in het eertse lid» **vervangen door de woorden** «in voorkomend geval het akkoord van de partijen bekrachtigend of rekening houdend met de opmerkingen van de partijen.».

VERANTWOORDING:

De conclusietermijnen die partijen in onderling overleg zelf bepalen worden door de rechter bekrachtigd, zodat ze bindend worden. In dat geval kan niet van de rechter worden geëist dat de rechtsdag niet meer dan drie maanden na de laatste conclusie wordt vastgelegd.

Hetzelfde kan gebeuren wanneer de eiser in de inleidende akte conclusietermijnen voorstelt en de verweerder deze voor of op de inleidingszitting aanvaardt.

Nr. 23 VAN DE HEREN VAN PARYS EN VERHERSTRAETEN

Art. 12

In het voorgestelde artikel 747, § 2, tweede lid, de woorden «Afhankelijk van de rechtsdag, die uiterlijk drie maanden na overlegging van de laatste conclusies plaatsvindt» **vervangen door de woorden** «Afhankelijk van de rechtsdag, die, ingeval de conclusietermijnen door de rechter worden bepaald, plaatsvindt uiterlijk drie

par le juge, a lieu au plus tard dans les trois mois de la communication des dernières conclusions sans toutefois pouvoir dépasser le délai d'une année civile à compter de la date de l'ordonnance de mise en état».

JUSTIFICATION

Le projet contient toujours des échappatoires qui permettent de rendre la justice avec lenteur. Si des délais pour conclure très importants sont impartis, on demeure en effet confronté à une procédure qui traîne. En vue d'offrir la sécurité juridique aux parties et afin que l'affaire soit instruite plus rapidement après la mise en état, le présent amendement prévoit que l'audience de plaidoirie doit en tout cas avoir lieu dans le délai légal d'une année civile à compter de la date de l'ordonnance fixant les délais pour conclure et la date de l'audience.

N°24 DE MM. VAN PARYS ET VERHERSTRAETEN

Art. 12

Dans l'article 747, § 2, alinéa 2, proposé, supprimer les mots «et l'ordre des échanges».

JUSTIFICATION

Le juge ne doit pas déterminer l'ordre des échanges des conclusions. Cette question est en effet réglée à l'article 745 du Code judiciaire.

N° 25 DE MM. VERHERSTRAETEN ET VAN PARYS

Art. 12

Compléter l'article 747, § 2, alinéa 2, proposé, par la disposition suivante:

«Le juge ne peut déroger à ce délai de rigueur que s'il motive de manière expresse, dans son ordonnance, pour quelle raison le délai ne pourra être respecté».

JUSTIFICATION

Pour que les délais de fixation soient conformes à l'exigence du «délai raisonnable», prévue par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, le CD&V a

maanden na overlegging van de laatste conclusies zonder evenwel de termijn van één kalenderjaar te rekenen vanaf de datum van de beschikking van de instaatstelling te mogen overschrijden»;

VERANTWOORDING

Het ontwerp bevat nog steeds achterpoortjes die een trage rechtsbedeling mogelijk maken. Wanneer er zeer lange conclusietermijnen worden toegekend, blijft men immers geconfronteerd met een aanslepende procesgang. Met het oog op het bieden van rechtszekerheid aan de partijen en om de behandeling van een zaak vlugger te laten aansluiten bij de instaatstelling, bepaalt het amendement dat de rechtsdag in alle geval moet plaatsvinden uiterlijk binnen de wettelijke termijn van één kalenderjaar vanaf de datum van de beschikking waarin de conclusietermijnen en de rechtsdag vastgelegd worden.

Nr. 24 VAN DE HEREN VAN PARYS EN VERHERSTRAETEN

Art. 12

In het voorgestelde artikel 747, §2, tweede lid, de woorden «de wijze van uitwisseling van conclusies» weglaten.

VERANTWOORDING

De wijze van «uitwisseling» van de conclusies moet niet worden bepaald door de rechter. Dit wordt immers geregeld in artikel 745 Ger.W.

Nr. 25 VAN DE HEREN VAN PARYS EN VERHERSTRAETEN

Art. 12

Het voorgestelde artikel 747, §2, tweede lid, aanvullen als volgt:

«De rechter kan van deze dwingende termijn alleen afwijken wanneer hij in zijn beschikking uitdrukkelijk motiveert om welke reden de termijn niet gerespecteerd kan worden».

VERANTWOORDING

Om de termijnen van rechtsdagbepaling te doen stroken met het vereiste van de «redelijke termijn» zoals bedoeld in het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, heeft

présenté un amendement qui tend à fixer la date de l'audience dans le délai légal d'une année civile à compter de la date de l'ordonnance fixant les délais pour conclure et le jour de l'audience.

Dans certains cas, il doit toutefois être possible de déroger à ce délai de rigueur. Dans ce cas, le magistrat devra motiver de manière expresse, dans son ordonnance, les raisons pour lesquelles ce délai ne peut être respecté.

Le nombre d'ordonnances de ce type ainsi que leur motivation sont indiqués dans les rapports de fonctionnement des cours et tribunaux. L'amendement donne ainsi un bon aperçu des problèmes structurels auxquels les cours et tribunaux sont confrontés, et qui les empêchent, notamment, de fixer une date d'audience dans le délai d'un an.

N° 26 DE MM. VAN PARYS ET VERHERSTRAETEN

Art. 12

Dans l'article 747, § 2, proposé, entre les alinéas 2 et 3, insérer un nouvel alinéa, libellé comme suit:

«Le greffier notifie l'ordonnance par lettre missive aux parties et, le cas échéant, à leurs avocats, et par pli judiciaire à la partie défaillante».

JUSTIFICATION

Le mode de notification aux parties doit être prévu non seulement en ce qui concerne l'ordonnance modifiant une ordonnance antérieure (dernier alinéa), mais aussi (et surtout) en ce qui concerne l'ordonnance initiale.

N° 27 DE MM. VAN PARYS ET VERHERSTRAETEN

Art. 12

Dans l'article 747, § 2, alinéa 3, proposé, apporter les modifications suivantes:

A) remplacer les mots «simple déclaration écrite» **par les mots** «*simple requête écrite*»;

B) remplacer les mots «aux alinéas 1 et 2» **par les mots** «aux alinéas 1^{er} à 4»;

C) remplacer les mots «le délai prévu à l'alinéa 1^{er}» **par les mots** «les délais prévus aux alinéas 1^{er} et 3».

CD&V een amendement ingediend dat ertoe strekt de rechtsdag te bepalen binnen de wettelijke termijn van één kalenderjaar vanaf de datum van de beschikking waarin de conclusie-termijnen en de rechtsdag vastgelegd wordt.

In bepaalde gevallen dient het evenwel mogelijk te zijn om van deze dwingende termijn af te wijken. De magistraat zal in dat geval uitdrukkelijk dienen te motiveren in zijn beschikking waarom deze termijn niet gerespecteerd kan worden.

Het aantal beschikkingen in die zin en hun motivatie worden weergegeven in de werkingsverslagen van de hoven en rechtbanken. Op die manier biedt het amendement de mogelijkheid een goed overzicht te krijgen van de structurele problemen waarmee de hoven en de rechtbanken geconfronteerd worden en waardoor zij onder andere in de onmogelijkheid zijn een rechtsdag te bepalen binnen de termijn van één jaar.

Nr. 26 VAN DE HEREN VAN PARYS EN VERHERSTRAETEN

Art. 12

In het voorgestelde artikel 747, § 2, tussen het derde en vierde lid het volgende lid invoegen:

«De griffier brengt de beschikking bij gewone brief ter kennis van de partijen en, in voorkomend geval, van hun advocaten, en bij gerechtsbrief van de niet verschene partij.»

VERANTWOORDING

De wijze waarop de griffier de partijen in kennis stelt van de beschikking van de rechter, moet niet alleen worden bepaald in het laatste lid, met betrekking tot de beschikking van de rechter om zijn eerdere beschikking te wijzigen, maar ook (en vooral) met betrekking tot de oorspronkelijke beschikking.

Nr. 27 VAN DE HEREN VAN PARYS EN VERHERSTRAETEN

Art. 12

In het voorgestelde artikel 747, §2, derde lid, de volgende wijzigingen aanbrengen:

A) de woorden «gewone schriftelijke verklaring» **vervangen door de woorden** «*gewoon schriftelijk verzoek*»;

B) de woorden «het eerste en het tweede lid» **vervangen door de woorden** «*het eerste tot het vierde lid*»;

C) de woorden «de termijn bepaald in het eerste lid» **vervangen door de woorden** «*de termijnen bepaald in het eerste lid en het derde lid*».

JUSTIFICATION

Rien ne justifie que l'on maintienne uniquement le délai d'un mois, prévu à l'alinéa 1^{er}, à l'exclusion du délai de six mois, prévu à l'article 747, § 2, alinéa 2, proposé du Code judiciaire, en cas d'application de l'article 747 à un stade ultérieur de la procédure.

Voir également les amendements n^{os} 21 et 26.

N^o 28 DE MM. VAN PARYS ET VERHERSTRAETEN

Art. 13

Au 4^o, remplacer les mots « la mesure dans laquelle il s'agira de dernières conclusions » **par les mots** « si des conclusions de synthèse doivent être rédigées ».

JUSTIFICATION

Le texte néerlandais n'a pas la même signification que le texte français. Il est en outre incompréhensible dans le contexte de l'article 748, § 2, du Code judiciaire.

On peut déduire du texte français que l'intention est d'indiquer que le juge déterminera si les conclusions additionnelles rédigées en application de l'article 748, § 2, du Code judiciaire doivent être des conclusions de synthèse. On ne voit pas pourquoi le texte ne l'indique pas de manière explicite, ni pourquoi il est fait usage des mots « dernières conclusions », dont la signification est ambiguë.

N^o 29 DE MM. VAN PARYS ET VERHERSTRAETEN

Art. 14

Dans l'article 748bis proposé, entre les mots « les dernières conclusions d'une partie » **et les mots** « prennent la forme de conclusions de synthèse », **insérer les mots** « qui dépose plus de deux conclusions ».

JUSTIFICATION

Il est inutile d'obliger les parties qui ne déposent qu'une ou deux conclusions à rédiger des conclusions de synthèse. La modification proposée est conforme à l'objectif des conclusions de synthèse. Les parties qui rédigent plus de deux conclusions doivent les synthétiser dans des conclusions de synthèse pour assurer la cohérence des moyens allégués et pour faciliter dès lors le travail du tribunal. Cette méthode de travail est déjà inscrite dans plusieurs protocoles entre avocats et magistrats.

VERANTWOORDING

Er is geen enkele reden waarom bij de toepassing van art. 747 verder in de procedure enkel de termijn van één maand, bedoeld in lid één, zou blijven gelden en niet de termijn van zes weken, zoals bepaald in het voorgestelde tweede lid van art 747, §2 Ger.W.

Nr. 28 VAN DE HEREN VAN PARYS EN VERHERSTRAETEN

Art. 13

In het 4^o de woorden « voor zover het de laatste conclusies betreft » **vervangen door de woorden** « of een syntheseconclusie moet worden genomen ».

VERANTWOORDING

De Nederlandse tekst verschilt van de Franse tekst en is onbegrijpelijk in de context van art. 748, §2 Ger.W.

Uit de Franse tekst kan worden afgeleid dat in feite wordt bedoeld dat de rechter zal bepalen of de aanvullende conclusies die bij toepassing van art. 748, §2 Ger.W. worden genomen syntheseconclusies moeten zijn. Het is niet duidelijk waarom dit dan niet met zoveel woorden in de tekst wordt gezet, i.p.v. de moeilijk te begrijpen omweg van de « laatste conclusie » te gebruiken.

Nr. 29 VAN DE HEREN VAN PARYS EN VERHERSTRAETEN

Art. 14

In het voorgestelde artikel 748bis, de woorden « die meer dan twee conclusies neerlegt » **invoegen tussen de woorden** « de laatste conclusies van een partij » **en** « de vorm aan van syntheseconclusies ».

VERANTWOORDING:

Het is zinloos om een partij die slechts één of twee conclusies maakt te verplichten een syntheseconclusie te maken. De voorgestelde wijziging stemt overeen met het doel van de syntheseconclusie. De partij die meer dan twee conclusies maakt, moet deze samenbrengen in één syntheseconclusie om de aangevoerde middelen coherent te maken en om aldus het werk van de rechtbank te vergemakkelijken. Deze werkwijze is nu reeds terug te vinden in een aantal protocollen tussen advocatuur en magistratuur.

N° 30 DE MM. VAN PARYS ET VERHERSTRAETEN

Art. 14

Dans l'article 748bis, proposé in fine, remplacer les mots «, les conclusions antérieures étant, en tout état de cause, réputées abandonnées, sans préjudice des effets produits par celles-ci sur la base de l'article 746.» **par les mots** «. Pour l'application de l'article 780, alinéa 1^{er}, 3^o, la conclusion de synthèse remplace toutes les conclusions antérieures et, le cas échéant, l'acte introductif d'instance de la partie qui dépose la conclusion de synthèse.».

JUSTIFICATION

Cette formulation exprime mieux l'intention de faire en sorte que l'obligation de motivation se limite à la réponse de la conclusion de synthèse, alors que toutes les conséquences des conclusions antérieures, dont celles visées à l'article 746, continuent d'exister. Le renvoi à l'acte introductif d'instance répond à une observation formulée par les représentants de la magistrature au cours de l'audition.

N° 31 DE MM. VAN PARYS ET VERHERSTRAETEN

Art. 15

Remplacer l'article 750 proposé par la disposition suivante:

«À l'article 750 du même Code, le § 2 est abrogé.».

JUSTIFICATION

Il n'est pas nécessaire d'apporter une modification à l'article 750, § 1^{er}. Cette article ne pose pas problème en pratique.

La modification visée, qui consiste à souligner que les parties peuvent déposer la demande postérieurement ou simultanément au dépôt de leurs conclusions, est superflue, puisque cette règle résulte déjà de l'article 748, § 1^{er}, proposé (voir article 13 du projet).

Nr. 30 VAN DE HEREN VAN PARYS EN VERHERSTRAETEN

Art. 14

In het voorgestelde artikel 748bis in fine de woorden «waarbij in ieder geval geacht wordt dat van de vroegere conclusies wordt afgezien, onverminderd de uitwerking die zij krachtens artikel 746 hebben gehad» **vervangen door de woorden** «. Voor de toepassing van art. 780, eerste lid, 3^o Ger.W. vervangt de syntheseconclusie alle vorige conclusies en desgevallend de gedinginleidende akte van de partij die de syntheseconclusie neerlegt.».

VERANTWOORDING

De tekst drukt beter de bedoeling uit dat de motiveringsplicht zich beperkt tot het antwoord van de syntheseconclusie, terwijl alle andere gevolgen van de eerdere conclusies, waaronder deze bedoeld in art. 746, blijven bestaan. De verwijzing naar de gedinginleidende akte komt tegemoet aan een opmerking van de vertegenwoordigers van de magistratuur tijdens de hoorzitting.

Nr. 31 VAN DE HEREN VAN PARYS EN VERHERSTRAETEN

Art. 15

Het voorgestelde artikel 750 vervangen als volgt:

«Art. 750. — In artikel 750 van hetzelfde wetboek wordt § 2 wordt opgeheven.».

VERANTWOORDING

Er bestaat geen noodzaak om iets aan artikel 750, §1 te wijzigen. In de praktijk levert dit artikel geen probleem op.

De bedoelde wijziging, die erin bestaat te benadrukken dat de partijen het verzoek kunnen neerleggen na de neerlegging van hun conclusies of gelijktijdig ermee, is overbodig vermits deze regel reeds voortvloeit uit het voorgestelde artikel 748, § 1 (zie art. 13 ontwerp).

N° 32 DE MM. VERHERSTRAETEN ET VAN PARYS

Art. 18

Dans l'article 756 proposé, entre les mots «l'article 747» et les mots «et sans préjudice de dérogations», insérer les mots «ou à l'article 750».

JUSTIFICATION

Correction technique: les pièces doivent également être déposées préalablement lorsque la cause a été fixée en vue de son traitement en application de l'article 750 du Code judiciaire.

N°33 DE MM. VERHERSTRAETEN ET VAN PARYS

Art. 20

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION

L'insertion de l'article 756ter du Code judiciaire est superflue et ajoute un formalisme inutile à une pratique qui existe depuis longtemps.

N°34 DE MM. VERHERSTRAETEN ET VAN PARYS

Art. 23bis (nouveau)

Insérer un article 28bis, libellé comme suit:

«Art. 23bis. — À l'article 780 du même Code sont apportées les modifications suivantes:

A) la phrase introductive est remplacée par la phrase suivante:

«Le jugement contient, à peine de nullité, outre le dispositif:»

B) le 3° est remplacé par le texte suivant:

«3° l'objet de la demande et les motifs, tant en droit qu'en fait, sur lesquels se fonde la décision.»

Nr. 32 VAN DE HEREN VAN PARYS EN VERHERSTRAETEN

Art. 18

De woorden «of artikel 750» invoegen tussen de woorden «artikel 747» en de woorden «en onverminderd afwijkingen».

VERANTWOORDING

Technische correctie: de stukken moeten ook vooraf worden neergelegd wanneer de zaak voor behandeling is vastgesteld bij toepassing van artikel 750 Ger.W..

Nr. 33 VAN DE HEREN VAN PARYS EN VERHERSTRAETEN

Art. 20

Dit artikel weglaten.

VERANTWOORDING

De invoeging van artikel 756ter Ger.W. is overbodig en voegt onnodig formalisme toe aan een al lang bestaande praktijk.

Nr. 34 VAN DE HEREN VAN PARYS EN VERHERSTRAETEN

Art. 23bis (nieuw)

Een artikel 23bis invoegen, luidend als volgt:

«Art. 23bis. — In artikel 780, van het Gerechtelijk Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

A) de inleidende zin vervangen als volgt:

«Het vonnis bevat, op straffe van nietigheid, behalve het beschikkende gedeelte»;

B) Het 3° vervangen door de woorden:

«3° het onderwerp van de vordering en de gronden zowel in feite als in rechte waarop de beslissing is gesteund.»

JUSTIFICATION

Le présent amendement instaure une obligation de motivation positive dans le chef du juge, à la place de son actuelle obligation de répondre à tous les moyens et arguments développés par les parties.

Cette proposition découle d'une réflexion générale menée par le Conseil supérieur de la justice à propos de l'arriéré judiciaire, réflexion qui a donné lieu, à l'occasion d'un colloque en 2004, à une série d'autres suggestions visant à supprimer l'arriéré judiciaire.

Dans le cadre de la motivation positive, il est attendu du juge qu'il démontre la cohérence de sa décision, sans devoir préciser pourquoi d'autres solutions doivent être rejetées ou ne peuvent être en l'espèce retenues.

La décision est dès lors sujette à contrôle quant à sa cohérence. Il n'est de la sorte pas davantage porté atteinte au contrôle possible de la qualité des décisions.

Le justiciable est en effet seulement intéressé par une bonne motivation positive, cohérente, qui place au centre le débat juridique, et non par une motivation étendue qui examine tous les aspects en tentant d'apporter une réponse à toutes sortes de moyens hors de propos.

N° 35 DE M. MARINOWER ET CONSORTS

Art. 2

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION

Il ressort des auditions et des différents avis recueillis que les articles 18*bis* et 18*ter* en projet pourrait causer des problèmes d'applications et d'interprétation.

Il est donc proposé de les supprimer, et de modifier en lieu et place l'article 700 du Code judiciaire.

N° 36 DE M. MARINOWER ET CONSORTS

Art. 3

Supprimer cet article

VERANTWOORDING

Dit amendement voert een positieve motiveringsplicht in voor de rechter ter vervanging van diens huidige verplichting om te antwoorden op alle middelen en argumenten die de partijen hebben ontwikkeld.

Dit voorstel vloeit voort uit een algemene reflectie die de Hoge Raad voor de Justitie heeft gevoerd over de gerechtelijke achterstand en die, naar aanleiding van een colloquium in 2004, heeft geleid tot een aantal andere suggesties tot wegwerking van de gerechtelijke achterstand.

Bij de positieve motivering wordt van de rechter verwacht dat hij het coherente karakter van zijn beslissing aantoot, zonder te moeten aanduiden waarom hij andere oplossingen dient te verwerpen of voor die beslissing niet kan aannemen.

De beslissing is bijgevolg onderworpen aan een controle op het vlak van de coherentie. Zodoende wordt de mogelijke controle op de kwaliteit van de beslissingen niet verder aangetaast.

De rechtzoekende is immers enkel geïnteresseerd in een goede positieve motivering, die coherent is en die het juridisch debat centraal plaatst, en niet in een uitgebreide motivering die alle aspecten onderzoekt in een poging te antwoorden op alle niet te pas doende soorten middelen.

Tony VAN PARYS (CD&V)
Servais VERHERSTRAETEN (CD&V)

Nr. 35 VAN DE HEER MARINOWER c.s.

Art. 2

Dit artikel weglaten.

VERANTWOORDING

Uit de hoorzittingen en de verschillende ingewonnen adviezen blijkt dat de ontworpen artikelen 18*bis* en 18*ter* problemen zouden kunnen veroorzaken in verband met de toepassing en de interpretatie.

Er wordt dus voorgesteld ze weg te laten en in de plaats daarvan artikel 700 van het Gerechtelijk Wetboek te wijzigen.

Nr. 36 VAN DE HEER MARINOWER c.s.

Art. 3

Dit artikel weglaten.

JUSTIFICATION

Voir n° 36.

N° 37 DE M. MARINOWER ET CONSORTS

Art. 4

Dans l'article 19, alinéa 2, proposé, remplacer les mots «En cours de procédure, la partie la plus diligente fait ramener la cause devant le juge par simple déclaration écrite» **par les mots** «*La partie la plus diligente peut, à cet effet, faire amener la cause devant le juge à tout stade de la procédure par simple demande écrite.*».

JUSTIFICATION

Il ressort des auditions que certains pensent que la cause peut uniquement être «ramenée» devant le juge après que le juge a déjà ordonné une mesure d'instruction, alors que l'objectif de l'article 19, alinéa 2, est de prévoir une manière souple de faire fixer rapidement une cause afin de faire examiner une demande visant à prendre une mesure d'instruction ou un incident lié à une mesure d'instruction déjà ordonnée. Le texte proposé est plus clair sur ce plan. Le mot «ramener» est remplacé par le mot «amener», tandis que les mots «à cet effet» renvoient aux deux possibilités mentionnées dans la première phrase.

N° 38 DE M. MARINOWER ET CONSORTS

Art. 5

Dans le texte proposé, remplacer les mots «747, § 2, alinéa 7» **par les mots** «747, § 2, alinéa 8».

JUSTIFICATION

Il s'agit de la simple adaptation d'un renvoi à un alinéa de l'article 747 § 2 en projet, qui va de pair avec l'amendement que modifie ce dernier.

L'alinéa 7 de l'article 747 § 2 du projet concerne en effet les litiges indivisibles. Si ce texte est amendé, ce sera dorénavant l'alinéa 8 qui fera cette référence aux litiges indivisibles.

VERANTWOORDING

Zie de verantwoording van amendement nr. 36.

N° 37 VAN DE HEER MARINOWER c.s.

Art. 4

In het voorgestelde artikel 19, tweede lid de woorden «In de loop van het geding brengt de meest gereede partij de zaak opnieuw voor de rechter bij eenvoudige schriftelijke verklaring» **vervangen door de woorden** «*De meest gereede partij kan hiertoe de zaak in elke stand van het geding voor de rechter brengen bij eenvoudig schriftelijk verzoek.*».

VERANTWOORDING

Uit de interventies ter gelegenheid van de hoorzitting is gebleken dat sommigen denken dat de zaak enkel «opnieuw» voor de rechter kan worden gebracht nadat de rechter reeds een onderzoeksmaatregel heeft bevolen, terwijl het de bedoeling is dat artikel 19, tweede lid, voorziet in een soepele manier om een zaak snel te laten vaststellen teneinde een vraag tot het nemen van een onderzoeksmaatregel of een incident i.v.m. een reeds bevolen onderzoeksmaatregel te horen behandelen. De voorgestelde tekst is op dat vlak duidelijker. Het woord «opnieuw» valt weg, terwijl het woord «hiertoe» verwijst naar de beide mogelijkheden vermeld in de eerste zin.

Nr. 38 VAN DE HEER MARINOWER c.s.

Art. 5

In de ontworpen tekst de woorden «747, § 2, zevende lid» **vervangen door de woorden** «747, § 2, achtste lid».

VERANTWOORDING

Het gaat gewoon om de aanpassing van de verwijzing naar een lid van het ontworpen artikel 747, § 2, die gekoppeld is aan het amendement dat dit artikel wijzigt.

Het zevende lid van artikel 747, § 2, van het wetsontwerp betreft immers de onsplitsbare geschillen. Als die tekst wordt geamendeerd, zal voortaan het achtste lid naar de onsplitsbare geschillen verwijzen.

N° 39 DE M. MARINOWER ET CONSORTS

Art. 7bis (nouveau)

Insérer un article 7bis, libellé comme suit:

«Art. 7bis. — A l'article 700 du même Code sont apportées les modifications suivantes:

1° insérer les mots "A peine de nullité," au début de l'alinéa 1^{er}

2° insérer un alinéa 2, libellé comme suit:

«Les actes déclarés nuls pour contravention à la présente disposition interrompent la prescription ainsi que les délais de procédure impartis à peine de déchéance.».

JUSTIFICATION

Les articles 18bis et 18ter ont suscité de nombreuses observations et débats. Une des hypothèses essentielle visée par ces dispositions concernait la sanction d'irrecevabilité qui intervient actuellement en cas d'usage d'une mode d'introductif d'instance inadéquat. Cette sanction est particulièrement lourde et sévère pour le justiciable, dès lors qu'il est possible qu'elle ne soit soulevée qu'une fois que le délai pour agir (préfixe, de prescription ou prévu à peine de déchéance) soit écoulé. La partie contre laquelle l'irrecevabilité est prononcée perd ainsi toute possibilité d'agir, alors que sa prétention était peut-être parfaitement fondée. Une telle sanction n'est plus admissible à l'heure actuelle, compte tenu notamment de la souplesse et de l'efficacité du mécanisme de couverture des nullités prévu par l'article 867 du Code, qui a plus que largement fait ses preuves.

Le présent amendement a dès lors pour but de préciser que la sanction qui s'attachera au choix d'un mode inadéquat de mode introductif d'instance sera la nullité, et non l'irrecevabilité. Ceci permet de régler ce type d'incident par application de la théorie des nullités, laquelle est très bien maîtrisée en pratique.

Par ailleurs, l'amendement précise également que l'acte introductif d'instance déclaré nul en vertu de cette disposition interrompt néanmoins valablement la prescription de même que les délais de procédure prévus à peine de déchéance. Cette solution s'inscrit dans la logique qui sous-tend l'amendement, et qui vise à alléger la sanction applicable au choix d'un mode erroné d'introduction de l'instance. Elle s'inspire du reste directement de la règle prévue à l'article 40 alinéa 3 de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire.

Nr. 39 VAN DE HEER MARINOWER c.s.

Art. 7bis (nieuw)

Een artikel 7bis invoegen, luidende:

«Art. 7bis. — In artikel 700 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° tussen de woorden «worden» en «bij dagvaarding», worden de woorden «op straffe van nietigheid» ingevoegd;

2° een tweede lid wordt ingevoegd, luidende:

«De akten, nietig verklaard wegens overtreding van deze bepaling, stuiten de verjaring alsmede de termijnen van rechtspleging toegekend op straf van verval.».

VERANTWOORDING

De artikelen 18bis en 18ter hebben aanleiding gegeven tot talrijke opmerkingen en debatten. Een van de essentiële bij die bepalingen beoogde gevallen betreft de sanctie van onontvankelijkheid, die thans geldt als voor een ongepaste rechtsingang wordt gekozen. Die sanctie is voor de rechtzoekende bijzonder zwaar en streng, aangezien de kans bestaat dat zij pas wordt getroffen als de termijn om te handelen (fatale termijn, verjaring of termijn bepaald op straffe van verval) is verlopen. De partij tegen wie de onontvankelijkheid wordt uitgesproken, verliest aldus alle mogelijkheid tot handelen, terwijl haar aanspraak misschien volkomen terecht was. Een dergelijke sanctie is thans niet langer aanvaardbaar, gelet op met name de soepelheid en de doeltreffendheid van de regeling tot dekking van de bij artikel 867 van het Wetboek bepaalde nietigheden, die ruim haar nut heeft bewezen.

Dit amendement heeft derhalve tot doel te preciseren dat de sanctie voor de keuze van een ongepaste rechtsingang de nietigheid zal zijn, en niet de onontvankelijkheid. Daarmee kan dit soort incident worden geregeld door de toepassing van de theorie van de nietigheden, die in de praktijk heel goed wordt beheerst.

Voorts preciseert het amendement ook dat de akte van rechtsingang die krachtens deze bepaling nietig wordt verklaard, de verjaring niettemin rechtsgeldig stuit, alsook de op straffe van verval voorziene proceduretermijnen. Die oplossing past in de logica die het amendement onderbouwt en die de sanctie bij een verkeerde keuze van rechtsingang wil verzachten. Zij is overigens rechtstreeks geïnspireerd op het bepaalde in artikel 40, derde lid, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.

N° 40 DE M. MARINOWER ET CONSORTS

Art. 9

Au 1° remplacer la première phrase de l'article 735, § 2, alinéa 2, proposé comme suit:

«*Sauf accord des parties, la cause sera traitée sous le bénéfice de la procédure prévue pour les débats succincts dans les cas suivants:*».

JUSTIFICATION

Cette adaptation fait suite aux auditions qui se sont tenues en Commission justice de la Chambre. La définition des affaires pouvant être traitées en débats succincts est un problème qui divise la doctrine depuis des dizaines d'années. Une approche pragmatique permet de définir une affaire pouvant être traitée en débats succincts comme une affaire qui n'appelle précisément que des débats succincts. Quand une affaire n'appelle-t-elle que des débats succincts? Lorsqu'en réalité, il n'y a pas de véritable contestation ou lorsque la contestation est à ce point simple qu'elle n'appelle que de très brefs développements. On peut ainsi penser à une créance non contestée, un jugement d'accord sur une mesure d'expertise, un jugement d'accord en général, une demande de créance non contestée mais avec une demande de termes et délais: la demande de termes et délais peut faire l'objet de débats succincts sur la qualité de débiteur malheureux et de bonne foi sans nécessiter un échange de conclusions.

Néanmoins, cette procédure dérogatoire au droit commun offre un cadre propice au règlement rapide de certains incidents ou demandes, qui bien que n'appelant pas nécessairement des débats succincts, seront avantageusement réglés pour la suite de la procédure dans les formes du débat succinct. C'est le cas des 5 hypothèses particulières retenues par le projet. Le présent amendement a simplement pour objet de préciser que ces 5 hypothèses seront traitées conformément à la procédure en débats succincts, décrite à l'article 735, sans pour autant préjuger du caractère succinct ou non des débats qui seront nécessaire pour trancher l'incident ou juger la demande.

N° 41 DE M. MARINOWER ET CONSORTS

Art. 10

Dans l'article 744 proposé, remplacer la deuxième phrase par la phrase suivante:

«*Les conclusions prises précédemment dans une autre cause ou à un autre degré de juridiction auxquelles il est renvoyé ou fait référence ne sont pas considérées comme des conclusions au sens de l'article 780, alinéa 1^{er}, 3^o.*».

Nr. 40 VAN DE HEER MARINOWER c.s.

Art. 9

In 1°, de eerste zin van het ontworpen artikel 735, § 2, vervangen als volgt:

«*Behoudens akkoord van de partijen zal het geding op grond van de voor de korte debatten voorziene procedure worden behandeld in de volgende gevallen:*».

VERANTWOORDING

Deze aanpassing geschiedt als gevolg van de hoorzittingen die in de Kamercommissie voor de Justitie zijn gehouden. De bepaling van de zaken die in korte debatten kunnen worden behandeld, vormt een probleem die de rechtsleer al tientallen jaren verdeelt. In een pragmatische benadering kan een dergelijke zaak worden omschreven als een die precies alleen maar korte debatten vergt. Wanneer vergt een zaak alleen maar korte debatten? Als er in de praktijk geen echte betwisting is of als de betwisting dermate eenvoudig is dat zij maar heel korte toelichtingen vergt. Zo kan men denken aan een niet-betwiste schuldvordering, een akkoordvonnissen over een maatregel tot deskundigenonderzoek, een algemeen akkoordvonnissen, een niet-betwiste schuldvordering maar met een verzoek om uitstel: over het verzoek om uitstel zijn korte debatten mogelijk met betrekking tot de hoedanigheid van de onfortuinlijke schuldenaar die te goeder trouw is, zonder dat een uitwisseling van conclusies nodig is.

Deze van het gemeen recht afwijkende procedure biedt evenwel een kader dat gunstig is voor de snelle regeling van bepaalde incidenten of verzoeken, die daarom niet noodzakelijk korte debatten vergen, maar met het oog op het vervolg van de procedure voordelig kunnen worden geregeld in de vorm van korte debatten. Dat is het geval voor de vijf bijzondere hypothesen in het wetsontwerp. Dit amendement beoogt gewoon te bepalen dat die vijf gevallen zullen worden behandeld conform de in artikel 735 beschreven kortedebattenprocedure, zonder daarom vooruit te lopen op de al dan niet beknopte aard van de debatten die nodig zullen zijn om het incident te beslechten of de vordering te beoordelen.

N° 41 VAN DE HEER MARINOWER c.s.

Art. 10

In de voorgestelde tekst van artikel 744 de tweede zin vervangen als volgt:

«*De in een andere zaak of in een andere aanleg genomen conclusie waarnaar wordt verwezen of waaraan wordt gerefereerd wordt niet beschouwd als een conclusie in de zin van artikel 780, eerste lid, 3^o.*».

JUSTIFICATION

Le texte du projet prête à confusion. Rien n'empêche les parties de renvoyer à d'autres conclusions (par exemple, d'une partie adverse) et d'en citer un extrait. Le législateur n'entend pas que ces renvois soient réputés non écrits. En revanche, il vise à faire en sorte que l'obligation de motivation du juge ne s'étende pas aux conclusions prises dans une autre cause ou à un autre degré de juridiction auxquelles il est renvoyé ou fait référence. L'obligation de motivation se fonde sur l'article 780, alinéa 1^{er}, 3^o, du Code judiciaire. Il s'indique dès lors de renvoyer explicitement à cet article.

N° 42 DE M. MARINOWER ET CONSORTS

Art. 12

Apporter les modifications suivantes:**A) remplacer la phrase introductive par la phrase suivante:**

«L'article 747 du même Code est remplacé par la disposition suivante:»;

B) faire précéder le texte proposé par le texte suivant:

«Les parties peuvent convenir entre elles de délais pour conclure à l'audience introductive et à chaque audience ultérieure.

Le juge informe les parties qui souhaitent convenir de délais pour conclure de la date la plus proche à laquelle une audience pourrait être fixée.

Le juge prend acte des délais pour conclure, les confirme et fixe la date de l'audience conformément à l'alinéa 3 du paragraphe 2 du présent article. L'ordonnance est mentionnée dans le procès-verbal de l'audience. Le greffier porte cette ordonnance à la connaissance des parties et à leurs avocats conformément à l'alinéa 4 du paragraphe 2 du présent article.»

JUSTIFICATION

L'article 747, § 1^{er}, initial n'a plus de raison d'être. Les délais pour conclure sont en effet fixés soit par les parties, soit par le juge. Les délais légaux, qui n'étaient d'ailleurs jamais appliqués

VERANTWOORDING

De tekst van het ontwerp leidt tot verwarring. Niets belet partijen te verwijzen naar een andere conclusie (bv. van de tegenpartij) en daaruit te citeren. Het is niet de bedoeling van de wetgever dat deze verwijzingen voor niet geschreven worden gehouden. Wel is het de bedoeling dat de motiveringsplicht van de rechter zich niet uitstrekt tot de in een andere zaak of in een andere aanleg genomen conclusies waarnaar wordt verwezen of waaraan wordt gerefereerd. Deze motiveringsplicht is gesteund op artikel 780, eerste lid, 3^o Ger.W. Het is daarom beter uitdrukkelijk te verwijzen naar dit artikel.

Claude MARINOWER (VLD)
Valérie DÉOM (PS)
Walter MULS (sp.a-spirit)
Thierry GIET (PS)
Marie-Christine MARGHEM (MR)

N° 42 VAN DE HEER MARINOWER c.s.

Art.12

De volgende wijzingen aanbrengen:**A) de inleidende zin vervangen als volgt:**

«Artikel 747 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:»;

B) de voorgestelde tekst laten voorafgaan door wat volgt:

«De partijen kunnen op de inleidingszitting en op elke latere zitting onderling conclusietermijnen afspreken.

De rechter licht de partijen die conclusietermijnen wensen af te spreken in over de vroegste datum waarop een rechtsdag zou kunnen worden bepaald.

De rechter neemt akte van de conclusietermijnen, bekrachtigt ze en bepaalt de rechtsdag overeenkomstig lid drie van paragraaf twee van dit artikel. De beschikking wordt in het proces-verbaal van de zitting vermeld. De griffier geeft partijen en hun advocaten kennis van deze beschikking overeenkomstig lid vier van paragraaf twee van dit artikel.».

VERANTWOORDING

Het oorspronkelijk artikel 747, § 1, heeft geen reden van bestaan meer. De conclusietermijnen worden immers ofwel bepaald door de partijen, ofwel door de rechter. De wettelijke

par le passé faute de sanctions, n'ont en tout cas plus leur place dans la nouvelle procédure de mise en état.

Il importe cependant de souligner que les parties peuvent fixer elles-mêmes les délais pour conclure. En inscrivant cette bonne habitude, qui est de plus en plus acceptée et ce, à la satisfaction générale, au § 1^{er} de l'article 747, on souligne que cette procédure devrait devenir la règle.

Il est en même temps remédié à une lacune du projet de loi. Celui-ci ne prévoit nulle part que les parties peuvent convenir elles-mêmes de délais pour conclure à chaque audience et que celles-ci peuvent être actées par le juge afin de les rendre contraignantes.

N° 43 DE M. MARINOWER ET CONSORTS

Art. 12

Remplacer le § 2 par la disposition suivante:

«§ 2. Sans préjudice de l'application des règles du défaut, les parties peuvent, séparément ou conjointement, le cas échéant dans l'acte introductif d'instance, soumettre au juge leurs observations écrites sur la mise en état judiciaire ou les faire parvenir au greffe, au plus tard, dans le mois de l'audience d'introduction, ce délai pouvant être abrégé par le juge en cas de nécessité ou de l'accord des parties.

Elles peuvent aussi déroger d'un commun accord à cette mise en état et solliciter le renvoi de la cause au rôle et, lorsque les circonstances s'y prêtent, une remise à date fixe.

Au plus tard six semaines après l'audience d'introduction, le juge arrête le calendrier de procédure, le cas échéant, en entérinant l'accord des parties ou en tenant compte des observations des parties. En fonction de la date de l'audience de plaidoirie qui, au cas où le délai pour conclure est fixé par le juge, a lieu au plus tard dans les trois mois de la communication des dernières conclusions, le juge détermine le nombre de conclusions et la date ultime à laquelle les conclusions doivent être remises au greffe et adressées à l'autre partie ainsi que la date, l'heure de l'audience de plaidoiries et la durée de celles-ci.

Le greffier notifie l'ordonnance par lettre missive aux parties et, le cas échéant, à leur avocat et par pli judiciaire à la partie défaillante

Lorsque l'affaire a été renvoyée au rôle, ou remise à une date ultérieure, toute partie peut, par simple

termijnen, die overigens bij gebreke van sanctie ook in het verleden nooit werden toegepast, hebben nu in elk geval geen plaats meer in de nieuwe wijze van in gereedheid brengen.

Wel is het van belang te benadrukken dat partijen zelf de conclusietermijnen kunnen vaststellen. Door deze goede gewoonte, die steeds meer ingang vindt en dit tot ieders tevredenheid, in §1 van artikel 747 te plaatsten, wordt benadrukt dat deze werkwijze de regel zou moeten worden.

Tegelijk wordt hiermee een leemte in het wetsontwerp aangevuld. In het wetsontwerp wordt nergens bepaald dat partijen op elke zitting zelf conclusietermijnen kunnen afspreken en dat deze door de rechter kunnen worden geacteerd om ze bindend te maken.

N° 43 VAN DE HEER MARINOWER c.s.

Art.12

De ontwerptekst van artikel 747, § 2 vervangen als volgt:

«§ 2. Onverminderd de toepassing van de regels inzake het verstek, kunnen de partijen, afzonderlijk of gezamenlijk, in voorkomend geval in de akte van rechtsingang, aan de rechter hun schriftelijke opmerkingen over het gerechtelijk in gereedheid brengen van de zaak overmaken of deze aan de griffie bezorgen ten laatste één maand na deze inleidingszitting, waarbij deze termijn door de rechter kan worden verkort ingeval zulks noodzakelijk is of de partijen daarover overeenstemming hebben bereikt.

Zij kunnen eveneens in onderlinge overeenstemming afwijken van dit in gereedheid brengen van de zaak en om de verwijzing ervan naar de rol verzoeken en, als de omstandigheden het toelaten, om verdaging tot een bepaalde datum.

Uiterlijk zes weken na de inleidingszitting bepaalt de rechter het tijdsverloop van de rechtspleging, in voorkomend geval het akkoord van partijen bekrachtigend of rekening houdend met de opmerkingen van de partijen. Afhankelijk van de rechtsdag, die, in geval de conclusietermijnen door de rechter worden bepaald, uiterlijk drie maanden na overlegging van de laatste conclusies plaatsvindt, bepaalt de rechter het aantal en de uiterste datum waarop conclusies ter griffie moeten worden neergelegd en worden toegezonden aan de andere partij, alsmede de datum en het uur van de zitting voor de pleidooien en de duur ervan.

De griffier brengt de beschikking bij gewone brief ter kennis van de partijen en, in voorkomend geval, van hun advocaten, en bij gerechtsbrief van de niet verschenen partij.

Wanneer de zaak naar de rol is verwezen, of werd verdaagd naar een latere datum, kan iedere partij, door

demande écrite déposée ou adressée au greffe, solliciter la mise en état judiciaire conformément aux alinéas 1^{er} à 4. Cette demande est notifiée par le greffier, sous pli judiciaire, aux autres parties et, le cas échéant, par lettre missive à leurs avocats. Cette notification fait courir le délai prévu aux alinéas 1^{er} et 3.

Sans préjudice de l'application des exceptions prévues à l'article 748, §§ 1^{er} et 2, si les conclusions sont remises au greffe ou envoyées à la partie adverse après l'expiration des délais, celles-ci sont d'office écartées des débats. Au jour fixé, la partie la plus diligente, peut requérir un jugement, lequel est, en tout état de cause, contradictoire.

L'ordonnance de mise en état et de fixation n'est susceptible d'aucun recours. Toutefois, en cas d'omission ou d'erreur matérielle dans l'ordonnance de mise en état et de fixation, le juge peut soit d'office soit à la demande, même verbale, d'une partie, la rectifier ou la compléter. L'ordonnance est portée au procès-verbal d'audience. Le greffier la notifie par lettre missive aux parties et, le cas échéant, à leurs avocats, et par pli judiciaire à la partie défaillante.

En cas d'indivisibilité du litige et sans préjudice de l'application de l'article 735, § 5, lorsqu'une ou plusieurs parties font défaut, tandis qu'une partie au moins comparait, le présent paragraphe doit être appliqué.»

JUSTIFICATION

Il convient d'apporter quelques corrections de texte.

Il n'y a aucune raison d'établir une distinction selon que les remarques sont transmises au juge ou au greffe. Étant donné que c'est le juge qui prend la décision, c'est à lui que les remarques devront finalement être transmises, par courrier ou encore par dépôt au greffe ou à l'audience. Il n'y a pas lieu de décrire cette procédure dans la loi, car il s'agit de la procédure habituelle.

Les mots «*dès l'audience d'introduction*» et «*au plus tard, dans le mois de celle-ci*» figurant dans le projet de loi sont déroutants, car on pourrait en déduire qu'il est interdit de transmettre les remarques relatives à la mise en état au juge ou au greffe avant l'audience d'introduction, alors qu'en pratique, la plupart du temps, le conseil du cité adressera au greffe, avant l'audience d'introduction, un courrier unique l'informant de son intervention pour une partie déterminée et proposant certains délais pour conclure.

middel van een gewoon schriftelijk verzoek neergelegd ter of gezonden aan de griffie, om het in gereedheid brengen van de zaak verzoeken overeenkomstig het eerste tot het vierde lid. Dit verzoek wordt door de griffier bij gerechtsbrief aan de andere partijen ter kennis gebracht en, in voorkomend geval, bij gewone brief aan hun advocaten. Deze kennisgeving doet de termijnen bepaald in het eerste lid en het derde lid ingaan.

Onverminderd de toepassing van de uitzonderingen als bedoeld in artikel 748, §§ 1 en 2, worden de conclusies die na het verstrijken van de termijnen ter griffie worden neergelegd of aan de tegenpartij gezonden, ambtshalve uit de debatten geweerd. Op de rechtsdag kan de meest gereede partij een vonnis vorderen, dat in ieder geval op tegenspraak gewezen is.

Tegen de beschikking van in gereedheid brengen en van bepaling van rechtsdag staat geen rechtsmiddel open. De rechter kan echter in geval van verzuim of verschrijving in de beschikking van in gereedheid brengen en van bepaling van rechtsdag, deze beschikking ambtshalve dan wel op zelfs mondeling verzoek van een partij, verbeteren of aanvullen. De beschikking wordt in het proces-verbaal van de zitting vermeld. De griffier brengt de beschikking bij gewone brief ter kennis van de partijen en, in voorkomend geval, van hun advocaten, en bij gerechtsbrief van de niet verschenen partij.

In geval van onsplitsbaarheid van het geschil en onverminderd de toepassing van artikel 735, § 5, moet de huidige paragraaf worden toegepast wanneer een of meer partijen verstek laten gaan, terwijl ten minste één partij verschijnt.»

VERANTWOORDING

*Er zijn enkele tekstcorrecties.

Er is geen enkele reden waarom een onderscheid moet worden gemaakt tussen het overmaken van opmerkingen aan de rechter of aan de griffie. Aangezien het de rechter is die beslist, moeten de opmerkingen finaal aan hem worden overgezonden. Dit gebeurt door toezending aan of neerlegging ter griffie of op de zitting. Deze werkwijze moet niet worden beschreven, gezien het de gebruikelijke werkwijze is.

De woorden «*vanaf de inleidingszitting*» en «*uiterlijk binnen de maand na deze inleidingszitting*» in het ontwerp zijn verwarrend, omdat men daaruit zou kunnen afleiden dat vóór de inleidingszitting geen opmerkingen over het in gereedheid brengen aan de rechter (griffie) zouden kunnen worden overgemaakt, terwijl in de praktijk wellicht de meest voorkomende praktijk zal zijn dat de raadsman van de gedaagde vóór de inleidingszitting in een en dezelfde brief aan de griffie zal melden dat hij tussenkomt voor een bepaalde partij en dat hij bepaalde conclusie-termijnen voorstelt.

Il est préférable de faire de la deuxième phrase de l'alinéa 1^{er} du projet un alinéa 2, parce qu'un principe important y est inscrit.

Les délais pour conclure que les parties ont fixés d'un commun accord sont entérinés par le juge de sorte qu'ils deviennent obligatoires. Dans pareil cas, on ne peut exiger du juge que l'audience ne soit pas fixée plus de trois mois après le dépôt de la dernière conclusion.

Il peut en être de même lorsque le demandeur propose un délai pour conclure dans l'acte introductif et que le défendeur accepte celui-ci avant ou à l'audience d'introduction.

Le juge ne doit pas déterminer l'ordre des échanges des conclusions. Cette question est en effet réglée à l'article 745 du Code judiciaire.

Le mode de notification par le greffier aux parties de l'ordonnance du juge doit être prévu non seulement en ce qui concerne l'ordonnance modifiant une ordonnance antérieure (dernier alinéa), mais aussi (et surtout) en ce qui concerne l'ordonnance initiale.

Rien ne justifie que l'on maintienne uniquement le délai d'un mois, prévu à l'alinéa 1^{er}, à l'exclusion du délai de six mois, prévu à l'alinéa 3 (dans le projet, l'alinéa 2), en cas d'application de l'article 747 à un stade ultérieur de la procédure. Il s'agit sans doute d'un oubli dans le texte du projet.

N° 44 DE M. MARINOWER ET CONSORTS

Art. 12

Compléter le texte proposé par un § 3, rédigé comme suit:

«§ 3. Par dérogation aux §§ qui précèdent, devant le juge des référés, le président du tribunal siégeant comme en référé et le juge des saisies, le délai dont les parties disposent pour faire valoir leurs observations est de 5 jours au plus et le délai endéans lequel le juge fixe le calendrier ou acte l'accord des parties sur celui-ci est de 8 jours au plus. Ces délais peuvent être réduits ou supprimés par le juge si les circonstances le justifient.

Le greffier notifie l'ordonnance par lettre missive aux parties et, le cas échéant, à leur avocat, et par pli judiciaire à la partie défaillante, au plus tard le premier jour

Het is beter om van de tweede zin van het eerste lid van het ontwerp een tweede lid te maken, omdat daarin een belangrijk principe wordt neergeschreven.

De conclusietermijnen die partijen in onderling overleg zelf bepalen worden door de rechter bekrachtigd, zodat ze bindend worden. In dat geval kan niet van de rechter worden geëist dat de rechtsdag niet meer dan drie maanden na de laatste conclusie wordt vastgelegd.

Hetzelfde kan gebeuren wanneer de eiser in de inleidende akte conclusietermijnen voorstelt en de verweerder deze voor of op de inleidingszitting aanvaardt.

De wijze van «uitwisseling» van de conclusies moet niet worden bepaald door de rechter. Dit wordt immers geregeld in artikel 745 Ger.W.

De wijze waarop de griffier de partijen in kennis stelt van de beschikking van de rechter, moet niet alleen worden bepaald in het laatste lid, m.b.t. de beschikking van de rechter om zijn eerdere beschikking te wijzigen, maar ook (en vooral) m.b.t. de oorspronkelijke beschikking.

Er is geen enkele reden waarom bij de toepassing van art. 747 verder in de procedure enkel de termijn van één maand, bedoeld in lid één, zou blijven gelden en niet de termijn van zes weken, bedoeld in lid drie (in het ontwerp lid twee). Dit was wellicht een vergetelheid in de tekst van het ontwerp.

Claude MARINOWER (VLD)
Valérie DÉOM (PS)
Walter MULS (sp.a-spirit)
Thierry GIET (PS)

Nr. 44 VAN DE HEER MARINOWER c.s.

Art. 12

De ontworpen tekst aanvullen met een § 3, luidende:

«§ 3. Voor de rechter in kort geding, voor de voorzitter van de als in kort geding zetelende rechtbank en voor de beslagrechter bedraagt, in afwijking van de vorige paragrafen, de termijn waarover de partijen beschikken om hun opmerkingen te doen gelden ten hoogste 5 dagen, en de termijn waarbinnen de rechter het tijdschema dan wel de instemming daarmee van de partijen aantekent ten hoogste 8 dagen. De rechter kan die termijnen inkorten of afschaffen indien de omstandigheden zulks verantwoorden.

De griffier geeft uiterlijk de eerste werkdag volgend op die waarop de beschikking werd gewezen, kennis van de beschikking, bij gewone brief aan de partijen en

ouvrable qui suit celui où l'ordonnance a été rendue, sauf si les parties le dispensent de cette notification.».

JUSTIFICATION

Afin de dissiper toute équivoque, il apparaît opportun d'indiquer qu'un calendrier de procédure peut également être établi dans les procédures en référé, les procédures comme en référé et les procédures devant le juge des saisies.

Néanmoins, eu égard à la particularité de ces procédures, caractérisées par l'urgence, les délais pour la procédure de mise en état sont réduits: 5 jours au maximum pour que les parties puissent adresser leurs observations au juge, 8 jours au maximum pour le juge pour fixer ou entériner l'accord des parties. Il ne s'agit ici que d'un délai maximum, qui peut être réduit ou supprimé par le juge si les circonstances le justifient. Cela signifie concrètement que les explications pourront devoir être fournies directement à l'audience d'introduction et le calendrier fixé ou entériné également à cette même audience.

Il est enfin précisé que dans les matières visées par ce nouveau paragraphe, le greffier doit procéder à la notification de l'ordonnance le 1^{er} jour ouvrable qui suit celui où elle a été rendue. Les parties peuvent cependant le dispenser de cette notification. L'ordonnance est quoiqu'il en soit portée au procès-verbal d'audience conformément à la règle prévue à l'alinéa 7 du § 2.

N° 45 DE M. MARINOWER ET CONSORTS

Art. 13

Au 1^o, dans le texte proposé, compléter le § 1^{er}, alinéa 1^{er} par mes mots «visée à l'article 750».

in voorkomend geval aan hun advocaat, alsmede bij gerechtsbrief aan de niet verschenen partij, tenzij de partijen hem van die kennisgeving vrijstellen.».

VERANTWOORDING

Om elk misverstand te voorkomen, is het kennelijk wenselijk aan te geven dat een tijdschema voor de rechtspleging ook kan worden opgesteld bij procedures in kort geding, procedures als in kort geding en procedures voor de beslagrechter.

Gelet op de specifieke, door urgentie gekenmerkte eigenschappen van die rechtsplegingen worden de termijnen voor de ingereedheidbrengingsprocedures ingekort: ten hoogste 5 dagen om de partijen de mogelijkheid te bieden hun opmerkingen tot de rechter te richten, alsmede ten hoogste 8 dagen voor de rechter om de instemming van de partijen vast te leggen of te bekrachtigen. Het betreft daarbij louter een maximumtermijn, die door de rechter kan worden ingekort of afgeschaft indien de omstandigheden het verantwoorden. Zulks betekent concreet dat de toelichting rechtstreeks op de inleidingszitting zal moeten worden gegeven, en dat ook het tijdschema op diezelfde terechtzitting zal moeten worden vastgelegd of bekrachtigd.

Ten slotte wordt gepreciseerd dat in de in die nieuwe paragraaf bedoelde aangelegenheden, de griffier op de eerste werkdag volgend op die waarop de beschikking werd gewezen, kennis moet geven van die beschikking. De partijen kunnen hem evenwel van die kennisgevingsplicht vrijstellen. Hoe dan ook wordt de beschikking overeenkomstig de in § 2, zevende lid, bedoelde bepaling vermeld in het proces-verbaal van de zitting.

Claude MARINOWER (VLD)
Thierry GIET (PS)
Marie-Christine MARGHEM (MR)
Valérie DÉOM (PS)

Nr. 45 VAN DE HEER MARINOWER c.s.

Art. 13

In de ontworpen tekst van punt 1^o, § 1, eerste lid, tussen de woorden «de tegenpartij na het» en de woorden «gezamenlijk verzoek om rechtsdagbepaling», de woorden «in artikel 750 bedoelde» invoegen.

JUSTIFICATION

Il s'agit de préciser que c'est bien la demande conjointe de fixation visée à l'article 750 du Code, tel que modifié par le présent projet qui est visée par l'article 748 § 1^{er} en projet.

N° 46 DE M. MARINOWER ET CONSORTS

Art. 13

Remplacer le 4° par le texte suivant:

«4° Les mots «, s'il convient de déposer des conclusions de synthèse» sont insérés dans le § 2, alinéa 5, entre le mot «conclure» et les mots «et modifie».

JUSTIFICATION

Le texte néerlandais diffère du texte français. Le texte néerlandais est incompréhensible dans le contexte de l'article 748, § 2, du Code judiciaire.

L'on peut inférer du texte français que l'objet de cet article est, en réalité, qu'il appartient au juge de déterminer si les conclusions additionnelles déposées en application de l'article 748, § 2, du Code judiciaire doivent être considérées comme des conclusions de synthèse. Il est difficile de comprendre pourquoi cette interprétation ne figure pas en toutes lettres dans le texte, plutôt que de recourir à des formules détournées et difficiles à comprendre telles que «dernières conclusions».

N° 47 DE M. MARINOWER ET CONSORTS

Art. 14

Dans l'article 748bis proposé, remplacer le membre de phrase «les conclusions antérieures étant, en tout état de cause, réputées abandonnées, sans préjudice des effets produits par celles-ci sur la base de l'article 746» **par la phrase suivante:**

«Pour l'application de l'article 780, alinéa 1^{er}, 3°, les conclusions de synthèse remplacent toutes les conclusions antérieures et, le cas échéant, l'acte introductif d'instance de la partie qui dépose les conclusions de synthèse.»

VERANTWOORDING

Het is de bedoeling te preciseren dat het in het ontworpen artikel 748, § 1, wel degelijk gaat om het gezamenlijk verzoek om rechtsdagbepaling dat is bedoeld in artikel 750 van het Wetboek, zoals dat bij dit wetsontwerp wordt gewijzigd.

Nr. 46 VAN DE HEER MARINOWER c.s.

Art.13

Het 4° vervangen als volgt:

4° in de tweede paragraaf, vijfde lid, tussen de woorden «conclusie te nemen» en de woorden «en wijzigt» de woorden «, of een syntheseconclusie moet worden genomen» invoegen.

VERANTWOORDING

De Nederlandse tekst verschilt van de Franse tekst. De Nederlandse tekst is onbegrijpelijk in de context van art. 748, § 2, Ger.W.

Uit de Franse tekst kan worden afgeleid dat in feite wordt bedoeld dat de rechter zal bepalen of de aanvullende conclusies die bij toepassing van art. 748, §2 Ger.W. worden genomen syntheseconclusies moeten zijn. Het is niet duidelijk waarom dit dan niet met zoveel woorden in de tekst wordt gezet, i.p.v. de moeilijk te begrijpen omweg van de «laatste conclusie» te gebruiken.

Nr. 47 VAN DE HEER MARINOWER c.s.

Art. 14

In het ontworpen artikel 748bis de zinsnede «waarbij in ieder geval geacht wordt dat van de vroegere conclusies wordt afgezien, onverminderd de uitwerking die zij krachtens artikel 746 hebben gehad» **vervangen door de zin:**

«Voor de toepassing van artikel 780, eerste lid, 3°, Ger.W. vervangt de syntheseconclusie alle vorige conclusies en desgevallend de gedinginleidende akte van de partij die de syntheseconclusie neerlegt.»

JUSTIFICATION

Le texte proposé exprime mieux l'intention de limiter l'obligation de motivation à la réponse constituée par les conclusions de synthèse, alors que tous les autres effets des conclusions antérieures, dont celles visées à l'article 746, sont maintenus. Le renvoi à l'acte introductif d'instance tient compte d'une observation formulée par les représentants de la magistrature lors des auditions.

N° 48 DE M. MARINOWER ET CONSORTS

Art. 15

Dans le texte néerlandais, remplacer l'alinéa 2 par l'alinéa suivant:

«Het verzoek wordt gericht aan de voorzitter van de kamer waaraan de zaak is toegewezen en ter griffie neergelegd, gelijktijdig met of na de neerlegging van de conclusies van de partijen.»

JUSTIFICATION

Meilleure traduction du texte français.

N° 49 DE M. MARINOWER ET CONSORTS

Art. 18

Apporter les modifications suivantes à l'article 756 en projet:

1° Remplacer les mots «Dans les causes instruites conformément à l'article 747» **par les mots** «*Dans les causes fixées conformément aux articles 747 et 750*»;

2° Remplacer les mots «ou dans l'avis de remise,» **par les mots** «, dans l'avis de remise ou dans l'avis de fixation,».

JUSTIFICATION

Cette nouvelle disposition a également vocation à s'appliquer aux affaires fixées conformément à l'article 750, tel que modifié par le présent projet. Par ailleurs, dès lors que l'article 750 ne contient pas de règles relatives à l'instruction de la cause mais simplement à la fixation de celle-ci, contrairement à l'article 747, qui prévoit tant des modalités d'instruction que de fixation, il convient de faire référence aux causes "fixées" conformément à ces deux dispositions. Par ailleurs, lorsqu'une affaire

VERANTWOORDING

De tekst drukt beter de bedoeling uit dat de motiveringsplicht zich beperkt tot het antwoord van de syntheseconclusie, terwijl alle andere gevolgen van de eerdere conclusies, waaronder deze bedoeld in art. 746, blijven bestaan. De verwijzing naar de gedinginleidende akte komt tegemoet aan een opmerking van de vertegenwoordigers van de magistratuur tijdens de hoorzitting.

Nr. 48 VAN DE HEER MARINOWER c.s.

Art. 15

Het tweede lid vervangen als volgt:

«Het verzoek wordt gericht aan de voorzitter van de kamer waaraan de zaak is toegewezen en ter griffie neergelegd, gelijktijdig met of na de neerlegging van de conclusies van de partijen.»

VERANTWOORDING

Betere vertaling van de Franse tekst.

Nr. 49 VAN DE HEER MARINOWER c.s.

Art. 18

In het ontworpen artikel 756 de volgende wijzigingen aanbrengen:

1° de woorden «In de zaken behandeld overeenkomstig artikel 747» **vervangen door de woorden** «*In de zaken waarvoor de rechtsdag is bepaald overeenkomstig de artikelen 747 en 750*»;

2° de woorden «of in het bericht van verdaging» **vervangen door de woorden** «, in het bericht van verdaging of in het bericht van bepaling van de rechtsdag».

VERANTWOORDING

Deze nieuwe bepaling strekt ertoe ook te gelden voor de zaken waarvoor overeenkomstig artikel 750 (zoals het bij dit wetsontwerp wordt gewijzigd) de rechtsdag is bepaald. Aangezien artikel 750 bovendien (in tegenstelling tot artikel 747, dat nadere regels voor het onderzoek én de dagbepaling verschaft) geen regels voor het onderzoek naar de zaak bevat doch alleen wat de desbetreffende dagbepaling betreft, moet worden verwezen naar de zaken waarvoor de rechtsdag is

est fixée conformément à l'article 750, les parties reçoivent un avis de fixation du greffe. Cet avis de fixation peut également contenir des dispositions qui dérogent au principe du dépôt des pièces 15 jours avant l'audience, et il convient par conséquent de le préciser.

N° 50 DE M. MARINOWER ET CONSORTS

Art. 19

Remplacer l'article 756bis proposé comme suit:

«Art. 756bis. — Sans préjudice des règles visées à l'article 735, § 3, l'absence ou l'écartement d'office des conclusions n'empêche pas l'interdiction de plaider. Cette plaidoirie ne vaut pas conclusions.

A la suite de cette plaidoirie, l'autre partie peut déposer des conclusions en réponse. Dans ce cas, la cause sera de plein droit mise en continuation à 15 jours pour le dépôt de ces conclusions et sera ensuite prise en délibéré sans nouveaux débats. Le juge peut réduire le délai de quinze jours à la demande de la partie autorisée à conclure en vertu du présent alinéa.»

JUSTIFICATION

1. Alinéa premier:

1.1 La modification vise à englober également dans la règle l'hypothèse où une partie n'a pas du tout conclu. Le texte du projet ne visait que l'hypothèse où une partie voyait ses conclusions écartées d'office.

1.2 La référence à l'écartement des pièces n'est pas pertinente. Il a toujours été admis qu'une partie pouvait plaider même si elle ne déposait aucune pièce à son dossier. Ce n'est que l'absence de conclusions écrite qui pose problème.

1.3 La réserve formulée par rapport à l'art. 735, § 3 s'impose. En effet dans le cadre des débats succincts, il est admis qu'une partie peut conclure verbalement. Il faut donc réserver cette hypothèse.

1.4 La précision contenue dans l'exposé des motifs selon laquelle la plaidoirie ne vaut pas conclusions est très importante. D'une part, le juge ne doit pas répondre aux moyens et arguments soulevés uniquement en plaidoiries. D'autre part, cette plaidoirie ne peut comporter aucune demande.

2. Second alinéa

bepaald overeenkomstig die twee bepalingen. Wanneer voor een zaak de rechtsdag wordt bepaald overeenkomstig artikel 750 ontvangen de partijen vanwege de griffie bovendien een bericht van bepaling van de rechtsdag. Dat bericht van bepaling van de rechtsdag kan ook bepalingen bevatten die afwijken van het beginsel dat de stukken 15 dagen vóór de terechtzitting moeten zijn ingediend. Die precisering is dan ook noodzakelijk.

Nr. 50 VAN DE HEER MARINOWER c.s.

Art. 19

Het ontworpen artikel 756bis vervangen als volgt:

«Art. 756bis. – Onverminderd de regels bedoeld in artikel 735, § 3, betekent het ontbreken of het ambtshalve weren van de conclusies geen verbod tot pleiten. Het pleidooi geldt niet als conclusie.

Na dat pleidooi kan de tegenpartij antwoordconclusies indienen. In dat geval zal de zaak van rechtswege voor 15 dagen worden voortgezet om die conclusies in te dienen, waarna ze zonder nieuwe debatten in beraad zal worden genomen. De rechter kan de termijn van vijftien dagen inkorten op verzoek van de partij die op grond van dit lid conclusies mag indienen.»

VERANTWOORDING

1. Eerste lid

1.1. De wijziging beoogt dat de bepaling ook geldt in geval een partij helemaal geen conclusies heeft ingediend. De tekst van het wetsontwerp voorziet alleen in de mogelijkheid dat de conclusies van een partij ambtshalve worden geweerd.

1.2. De verwijzing naar het weren van de stukken is niet relevant. Er was altijd al voorzien in de mogelijkheid dat een partij kan pleiten, ook al diende zij geen enkel stuk voor haar dossier in. Alleen het ontbreken van schriftelijke conclusies doet een probleem rijzen.

1.3. Er moet voorbehoud worden gemaakt ten aanzien van artikel 735, § 3. In het kader van de korte debatten mag een partij haar conclusie immers mondeling brengen. Die mogelijkheid moet derhalve worden behouden.

1.4. De precisering in de memorie van toelichting dat het pleidooi niet als conclusie geldt, is uitermate belangrijk. Daardoor moet de rechter niet ingaan op de middelen en argumenten die alleen in de pleidooien worden aangevoerd. Bovendien mag dat pleidooi geen enkel verzoek bevatten.

2. Tweede lid

2.1 Le projet entend trancher clairement la controverse sur la question de savoir si une partie qui n'a pas conclu peut ou non plaider en faveur du droit de plaider. En effet, il apparaît en pratique que la recherche de la vérité judiciaire commande que le juge soit le mieux informé sur l'ensemble du litige. Ceci en vue également d'éviter des réouverture des débats intempestives.

Toutefois, autoriser une partie qui n'a pas conclu ou qui a conclu tardivement à pouvoir plaider peut dans certains cas porter atteinte aux droits de la défense de l'autre partie qui a respecté la procédure de mise en état. Il faut trouver un palliatif à cette situation. Il faut aussi éviter que le droit de plaider en toutes circonstances ne soit pas une prime aux parties négligentes qui ne font pas l'effort de respecter les règles de la mise en état.

Enfin, il faut absolument éviter qu'à la suite de cette plaidoirie, une nouvelle mise en état complète intervienne retardant inutilement la procédure en sanctionnant sans motif la partie qui a respecté les règles du jeu.

2.2 Ce palliatif consiste à autoriser la partie qui est surprise par la plaidoirie de son adversaire, en ce sens que c'est par ce biais qu'elle prend pour la première fois connaissance de ses arguments, de pouvoir y répondre par écrit.

C'est une faculté qui est laissée à cette partie et à elle seule. Il ne s'agit pas d'une obligation. Le contenu de la plaidoirie de son adversaire pourrait l'inciter à ne pas utiliser cette possibilité, soit pour ne pas donner trop d'importance à cette plaidoirie à la quelle le juge n'est pas tenu de répondre, soit parce qu'elle estime que les arguments ainsi développés sont déjà rencontrés dans ses propres écrits de procédure antérieurs.

2.3 Si cette partie souhaite répondre par écrit, elle doit le signaler à l'issue de l'audience. Dans ce cas la cause est d'office mise en continuation à quinze jours pour dépôt de ces conclusions. Pendant ce délai, la partie peut encore se raviser et renoncer à prendre des conclusions en réponse. Elle peut également demander au juge que ce délai soit réduit. Si des conclusions sont prises, elles sont déposées au plus tard à l'audience de continuation. Le texte précise qu'il ne peut s'agir que de conclusions «en réponse», c'est-à-dire qui visent à répondre aux arguments et moyens développés en plaidoiries par l'autre partie. Ces conclusions ne peuvent pas avoir d'autre objet.

L'affaire est immédiatement prise en délibéré sans qu'il n'y ait de nouveaux débats ni aucune possibilité de réplique de la part de la partie qui a été autorisée à plaider alors qu'elle n'avait pas valablement conclu.

Si on peut considérer que cette partie est désavantagée par rapport à l'autre puisqu'elle ne peut plus répliquer au dernier écrit de l'autre partie, il convient de rappeler que cette situation

2.1. Het wetsontwerp beoogt een duidelijk antwoord te bieden op de omstreden vraag of een partij die geen conclusies heeft ingediend, al dan niet mag pleiten voor het recht tot pleiten. In de praktijk blijkt immers dat de zoektocht naar de gerechtelijke waarheid gebiedt dat de rechter het best geïnformeerd is over het gehele geschil, tevens om te voorkomen dat zinloze debatten opnieuw worden gevoerd.

Als men een partij die haar conclusies niet dan wel laat-tijdig heeft ingediend, toestaat te pleiten, kan zulks in bepaalde gevallen afbreuk doen aan de rechten van de verdediging van de andere partij, die de procedure van ingereedheidbrenging wél in acht heeft genomen. Dat knelpunt moet worden weg-gewerkt. Bovendien moet worden voorkomen dat het recht tot pleiten in alle omstandigheden geen toegift wordt aan de nalatige partijen, die zich niet de moeite getroosten om de regels van de ingereedheidbrenging in acht te nemen.

Tot slot moet te allen prijze worden voorkomen dat de zaak na dat pleidooi opnieuw volledig in gereedheid moet worden gebracht, en zo de rechtspleging nodeloos wordt vertraagd en de partij die de spelregels wél heeft nageleefd, zonder enige reden wordt benadeeld.

2.2. De voorgestelde oplossing bestaat erin dat de partij, die voor het eerst kennis neemt van het pleidooi van de tegenpartij, en dus ook van haar argumenten, toe te staan dat pleidooi schriftelijk te beantwoorden.

Die mogelijkheid wordt enkel en alleen aan die partij verleend. Het gaat niet om een verplichting. De inhoud van het pleidooi van de tegenpartij zou de partij ervan kunnen doen afzien van die mogelijkheid gebruik te maken, omdat ze dat pleidooi, waarop de rechter niet hoeft in te gaan, niet te veel gewicht wil geven, of omdat ze meent dat de door de tegenpartij uiteengezette argumenten reeds zijn beantwoord in de door haar ingediende geschriften.

2.3. Als die partij schriftelijk wenst te antwoorden, moet zij dat meedelen na de terechtzitting. In dat geval wordt de zaak ambtshalve voor vijftien dagen voortgezet, opdat zij haar conclusies zou kunnen indienen. Binnen die termijn kan de partij zich nog bedenken en ervan afzien antwoordconclusies in te dienen. Tevens mag zij de rechter verzoeken die termijn in te korten. Indien conclusies worden genomen, worden zij uiterlijk ingediend op de terechtzitting voor de verdere afhandeling. De tekst preciseert dat die conclusies alleen «antwoordconclusies» mogen zijn, die met name beogen in te gaan op de argumenten en middelen die de tegenpartij in de pleidooien heeft uiteengezet. Die conclusies mogen alleen daarover handelen.

De zaak wordt onmiddellijk, zonder nieuwe debatten, in beraad genomen; bovendien mag de partij aan wie, ondanks het feit dat zij niet geldig heeft geconcludeerd, de toestemming tot pleiten werd verleend, geen repliek indienen.

Hoewel men zou kunnen stellen dat die partij benadeeld is ten aanzien van de andere, aangezien zij geen repliek meer mag indienen op het laatste schriftelijk stuk van de tegenpartij,

n'est que la conséquence directe de sa propre négligence dans la mise en état de la cause.

Ce système instaure un juste équilibre entre les droits des parties et l'intérêt du juge d'être le plus complètement informé.

N° 51 DE M. MARINOWER ET CONSORTS

Art. 20

Remplacer l'article 756ter proposé comme suit:

«Art. 756ter. — Lors de l'audience de plaidoirie, ou préalablement à celle-ci, le juge peut proposer qu'un débat interactif remplace les plaidoiries. En cas d'accord des parties, le juge dirige le débat au cours duquel il a la possibilité d'orienter les parties sur des questions qu'il estime pertinentes et de nature à l'éclairer. Les parties peuvent introduire dans celui-ci des questions non soulevées par le juge pour autant qu'elles soient soit invoquées dans leurs écrits, soit liées à l'application de l'article 735 soit relatives à une irrégularité affectant la procédure de mise en état. Si une partie s'oppose à ce que le débat remplace les plaidoiries, le débat peut néanmoins avoir lieu après les plaidoiries.».

JUSTIFICATION

Il s'agit d'une simple reformulation du texte, afin de préciser qu'il appartient au juge de proposer de remplacer les plaidoiries par un débat. Si les parties s'y opposent, le juge conserve la possibilité de mener un tel débat mais après que les plaidoiries aient eu lieu.

moet erop worden gewezen dat die situatie rechtstreeks voortvloeit uit haar eigen nalatigheid bij de ingereedheidbrenging van de zaak.

Deze regeling stelt een juist evenwicht in tussen de rechten van de partijen en het belang van de rechter om zo volledig mogelijk geïnformeerd te zijn.

Claude MARINOWER (VLD)
Thierry GIET (PS)
Valérie DÉOM (PS)
Marie-Christine MARGHEM (MR)
Walter MULS (sp.a-spirit)

Nr. 51 VAN DE HEER MARINOWER c.s.

Art. 20

Het ontworpen artikel 756ter vervangen als volgt:

«Art. 756ter. — Tijdens dan wel vóór de pleitzitting kan de rechter voorstellen de pleidooien te vervangen door een interactief debat. Indien de partijen daarmee instemmen, leidt de rechter het debat, waarbij hij de mogelijkheid heeft de partijen te oriënteren naar de aangelegenheden die hij relevant vindt en die van aard zijn hem opheldering te verschaffen. Tijdens dat debat mogen de partijen vragen stellen die niet door de rechter zijn opgeworpen, op voorwaarde dat zij die in hun geschriften hebben aangevoerd, of dat zij gekoppeld zijn aan de toepassing van artikel 735 dan wel betrekking hebben op een onregelmatigheid die de procedure van ingereedheidbrenging aantast. Indien een partij er zich tegen verzet dat de pleidooien door het debat worden vervangen, kan het debat desondanks na de pleidooien plaatsvinden.».

VERANTWOORDING

Het ligt louter in de bedoeling de tekst anders te formuleren, teneinde te preciseren dat de rechter mag voorstellen de pleidooien te vervangen door een debat. Indien de partijen zich daartegen verzetten, kan de rechter nog steeds een soortgelijk debat leiden, maar dan wel nadat de pleidooien zijn gehouden.

Claude MARINOWER (VLD)
Valérie DÉOM (PS)
Walter MULS (sp.a-spirit)
Thierry GIET (PS)

N° 52 DE M. MARINOWER ET CONSORTS

Art. 31bis (nieuw)

Insérer un article 31bis, libellé comme suit:

«Art. 31bis. — Le Roi est autorisé à adapter dans les dispositions légales en vigueur les renvois faits aux dispositions légales modifiées par la présente loi ou qui sont la conséquence d'une modification de la présente loi. Les arrêtés royaux pris en vertu de la présente disposition qui n'ont pas été confirmés par une loi le premier jour du dix-huitième mois qui suit celui de leur publication au *Moniteur belge* cessent de produire leurs effets.».

JUSTIFICATION

Un soin particulier a été consacré à s'assurer que les renvois aux dispositions légales modifiées par le présent projet soient également adaptées par le présent projet. Néanmoins, vu le nombre de dispositions qui font référence au Code judiciaire, qui est, en vertu de son article 2, la loi de procédure supplétive pour toutes les procédures, il apparaît opportun de prévoir une disposition qui permette au Roi d'adapter rapidement une disposition qui ferait toujours référence à une disposition modifiée. Une ratification législative est prévue, de sorte que les arrêtés royaux pris en vertu de la présente disposition qui ne sont pas confirmés par une loi dans les 18 mois qui suivent leur publication au *Moniteur belge* cessent de produire leurs effets.

N° 53 DE M. MARINOWER ET CONSORTS

Art. 32

Remplacer les mots «aux causes inscrites au rôle après le 31 août 2007.» **par les mots** «aux causes qui, à la date du 1^{er} septembre 2007, ne sont pas fixées, dans lesquelles aucun calendrier de procédure n'a été fixé ou pour lesquelles aucune demande de fixation n'est en cours. Les mises en état et les fixations ultérieures sont sollicitées conformément aux dispositions de la présente loi.».

Nr. 52 VAN DE HEER MARINOWER c.s.

Art. 31bis (nieuw)

Een artikel 31bis invoegen, luidende:

«Art. 31bis. — De Koning is gemachtigd om in de vigerende wetsbepalingen over te gaan tot een aanpassing van de verwijzingen naar de wetsbepalingen die bij deze wet zijn gewijzigd dan wel voortvloeien uit een wijziging van deze wet. De krachtens deze bepaling genomen koninklijke besluiten die niet bij wet worden bekrachtigd op de eerste dag van de achttiende maand volgend op die van hun bekendmaking in het Belgisch Staatsblad, houden op uitwerking te hebben.».

VERANTWOORDING

Er werd nauw op toegezien dat de verwijzingen naar de bij het ter bespreking voorliggende wetsontwerp gewijzigde wetsbepalingen ook bij dit wetsontwerp worden aangepast. Gezien evenwel het aantal bepalingen dat verwijst naar het Gerechtelijk Wetboek, dat krachtens artikel 2 ervan als procedurewet ter aanvulling van alle procedures geldt, lijkt het aangewezen te voorzien in een bepaling die de Koning machtigt snel een bepaling aan te passen die nog zou verwijzen naar een gewijzigde bepaling. Er is voorzien in een bekrachtigingswet, opdat de koninklijke besluiten die krachtens deze bepaling zijn genomen en niet bij wet worden bekrachtigd binnen 18 maanden volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, ophouden uitwerking te hebben.

Claude MARINOWER (VLD)
Valérie DÉOM (PS)
Walter MULS (sp.a-spirit)
Thierry GIET (PS)
Marie-Christine MARGHEM (MR)

Nr. 53 VAN DE HEER MARINOWER c.s.

Art. 32

De woorden «op de zaken die na 31 augustus 2007 op de rol worden ingeschreven» **vervangen door de woorden** «op de zaken waarvoor op 1 september 2007 geen rechtsdag of rechtsplegingstijdpad is vastgesteld, of waarvoor geen enkel verzoek tot vaststelling werd ingediend. Om de latere ingereedheidbrenging en vaststelling van de rechtsdag wordt verzocht overeenkomstig de bepalingen van deze wet.».

JUSTIFICATION

Cet amendement a pour objet d'accélérer l'entrée en vigueur de la loi. Le critère qui déterminera les règles applicables pour la mise en état et la fixation des dossiers n'est plus l'inscription au rôle (qu'il s'agisse de la 1^{ère} instance ou de l'appel), mais le fait qu'une affaire ne soit pas fixée, dans laquelle aucun calendrier de procédure n'a été fixé ou pour laquelle aucune demande de fixation n'est en cours au 1^{er} septembre 2007. Si une affaire qui était déjà fixée au 1^{er} septembre 2007 doit refaire l'objet d'une instruction complémentaire ou d'une nouvelle fixation, ce sont les dispositions nouvelles qu'il conviendra d'appliquer. Cela permettra de limiter la période pendant laquelle il sera nécessaire de faire coexister deux corps de règles pour l'instruction et la fixation des affaires.

N° 54 DE MME MARGHEM

Art. 31bis (nouveau)

Insérer un article 31bis, libellé comme suit:

«Art. 31bis. — Le Chapitre XV du même Code intitulé «Procédure sommaire d'injonction de payer» comprenant les articles 1338 à 1344, est remplacé comme suit:

«Chapitre XV: Procédure sommaire d'injonction de payer

Art. 1338.— Toute demande tendant au paiement d'une dette liquide qui a pour objet une somme d'argent déterminée peut être introduite, instruite et jugée conformément aux dispositions du présent chapitre, si elle paraît justifiée par un écrit émanant du débiteur, par une facture non contestée ou par tout autre élément de preuve.

Les dispositions du présent Code concernant la compétence matérielle des juridictions sont d'application. La compétence territoriale est fixée en fonction du domicile du ou des débiteurs sauf dispositions contractuelles contraires.

Ces dispositions s'appliquent également à toute demande de la compétence du tribunal de police lorsqu'il connaît des contestations visées à l'article 601bis.

VERANTWOORDING

Dit amendement beoogt de inwerkingtreding van de wet te bespoedigen. De regels voor de ingereedheidbrenging en de bepaling van de rechtsdag van de zaak zullen niet langer worden bepaald door de inschrijving op de rol (zowel in eerste instantie als in hoger beroep), maar wel door het feit dat geen rechtsdag of rechtsplegingstijdpad is bepaald, of dat op 1 september 2007 geen verzoek tot bepaling van de rechtsdag is ingediend. Indien in een zaak, waarvoor op 1 september 2007 reeds een rechtsdag is bepaald, een aanvullend onderzoek moet worden ingesteld dan wel een nieuwe rechtsdag moet worden vastgesteld, moeten de nieuwe bepalingen worden toegepast. Daardoor kan men de periode inperken tijdens welke twee regelgevingen voor het onderzoek en de bepaling van de rechtsdag naast elkaar moeten worden gehandhaafd.

Claude MARINOWER (VLD)
Valérie DÉOM (PS)
Walter MULS (sp.a-spirit)
Thierry GIET (PS)

Nr. 54 VAN MEVROUW MARGHEM

Art. 31bis (nieuw)

Een artikel 31bis invoegen, luidend als volgt:

«Art. 31bis. — Hoofdstuk XV van hetzelfde Wetboek, met als opschrift «Summiere rechtspleging om betaling te bevelen» en waarin de artikelen 1338 tot 1344 zijn vervat, wordt vervangen door wat volgt:

«Hoofdstuk XV: Summiere rechtspleging om betaling te bevelen

Art. 1338. — Elke vordering strekkende tot betaling van een vaststaande schuld die een welbepaalde geldsom tot voorwerp heeft, kan worden ingesteld, behandeld en berecht overeenkomstig de bepalingen van dit hoofdstuk, indien zij gestaafd lijkt te zijn door een geschrift dat van de schuldenaar uitgaat, dan wel door een niet-betwiste factuur of elk ander bewijs.

De bepalingen van dit Wetboek betreffende de materiële bevoegdheid van de rechtbanken zijn terzake van toepassing. De territoriale bevoegdheid wordt vastgesteld afhankelijk van de woonplaats van de schuldenaar(s), behoudens andersluidende contractuele bepalingen.

Deze bepalingen zijn eveneens van toepassing op elke vordering die tot de bevoegdheid van de politierechtbank behoort, wanneer die rechtbank kennis neemt van de geschillen bedoeld in artikel 601bis.

Art. 1339. — *La demande est introduite sous pli recommandé à la Poste ou par dépôt au greffe.*

Celle ci doit contenir les mentions suivantes:

1. *l'indication des jours, mois, an;*
2. *les nom, prénoms, profession et domicile du requérant, ainsi que, le cas échéant, sa qualité de commerçant et son numéro d'immatriculation à la TVA et, s'il y a lieu, les noms, prénoms, domiciles et qualités des représentants légaux; s'il s'agit d'une personne morale, sa forme juridique, sa dénomination, l'identification de l'organe compétent qui la représente et son siège social, ainsi que, le cas échéant, son numéro d'immatriculation à la TVA;*
3. *les nom, prénoms et domicile du ou des débiteurs; s'il s'agit d'une personne morale, sa forme juridique, sa dénomination et son siège;*
4. *l'indication précise de la somme réclamée avec, un décompte actualisé des différents éléments de la créance, des paiements partiels éventuels et du taux des intérêts débiteurs;*
5. *les causes de la créance et la mention des documents susceptibles d'en justifier l'existence, le montant et le bien fondé;*
6. *la preuve que le débiteur a été mis en demeure par lettre recommandée envoyée au moins quinze jours avant l'introduction de la demande;*
7. *la désignation du juge saisi de la demande;*
8. *la signature du requérant ou de son avocat, ou l'huissier de justice requis lorsque le juge est saisi en dernier ressort;*
9. *s'il l'estime opportun le requérant indique les motifs pour lesquels il s'oppose à l'octroi de termes et délais.*

Art. 1340. — *Dans les 15 jours du dépôt ou de la réception de la requête au greffe, le juge rejette ou accepte intégralement ou partiellement la demande par une ordonnance prononcée en chambre du conseil. Le juge peut octroyer des termes et délais s'il ressort des éléments en sa possession que le ou les débiteurs en sont demandeurs et que l'octroi de ceux-ci est de nature à favoriser le paiement de la dette. Le juge peut également ordonner toute mesure d'instruction.*

Le greffier adresse, par simple lettre, une copie de l'ordonnance au requérant ou à son conseil s'il en a un.

Art 1341. — *L'ordonnance qui rejette la demande n'est susceptible d'aucun recours de la part du requérant. Celui-ci a toutefois la possibilité d'introduire à nouveau sa demande par voie ordinaire.*

Art. 1339. — *De vordering wordt ingesteld bij een ter post aangetekende brief of via neerlegging ter griffie. De vordering moet de volgende vermeldingen bevatten:*

- 1° *de dag, de maand en het jaar;*
- 2° *de naam, de voornamen, het beroep en de woonplaats van de verzoeker, alsmede, in voorkomend geval, zijn hoedanigheid van handelaar en zijn btw-registratienummer en voorts ook nog, in voorkomend geval, de naam, de voornamen, de woonplaats en de hoedanigheid van zijn wettelijke vertegenwoordigers; zo het om een rechtspersoon gaat, zijn rechtsvorm, zijn benaming, het orgaan dat bevoegd is hem te vertegenwoordigen, zijn maatschappelijke zetel en, in voorkomend geval, zijn btw-registratienummer;*
- 3° *de naam, de voornamen en de woonplaats van de schuldenaar(s); zo het om een rechtspersoon gaat, zijn rechtsvorm, zijn benaming en zijn maatschappelijke zetel;*
- 4° *het precieze bedrag dat wordt geëist, met een geactualiseerde specificatie van de verschillende bestanddelen van de schuldvordering, de eventuele gedeeltelijke betalingen en de debetrentevoet;*
- 5° *de gronden waarop de schuldvordering berust, alsook de stukken die het bestaan, het bedrag en de gegrondheid ervan staven;*
- 6° *het bewijs dat de schuldenaar ten minste vijftien dagen vóór de instelling van de vordering in gebreke werd gesteld bij een ter post aangetekende brief;*
- 7° *de rechter bij wie de vordering werd ingesteld;*
- 8° *de handtekening van de verzoeker of van zijn advocaat, dan wel van de verplicht in te schakelen gerechtsdeurwaarder, ingeval de rechter in laatste aanleg werd geëdieerd;*
- 9° *indien de verzoeker het geraden acht, de redenen waarom hij zich tegen het verlenen van uitstel van betaling verzet.*

Art. 1340. — *Binnen vijftien dagen na de indiening of de ontvangst van het verzoekschrift op de griffie, wijst de rechter het verzoek af of willigt hij het geheel dan wel gedeeltelijk in bij een in raadkamer gegeven beschikking. Hij kan ook uitstel van betaling verlenen, als uit de elementen waarover hij beschikt blijkt dat de schuldenaar(s) daarom verzoek(t)(en) en de betaling van de schuld aldus kan worden vergemakkelijkt. Tevens kan de rechter alle mogelijke onderzoeksmaatregelen gelasten.*

De rechter bezorgt de verzoeker of, zo hij er een heeft, zijn raadsman bij gewone brief een afschrift van de beschikking.

Art. 1341. — *De verzoeker kan geen beroep aantekenen tegen de beschikking waarbij de vordering wordt afgewezen. Wel heeft hij de mogelijkheid zijn vordering langs de gewone weg opnieuw in te stellen.*

Art. 1342. — L'ordonnance qui accueille la demande doit être signifiée par huissier de justice au débiteur dans le mois.

Celle-ci doit contenir:

1. Une copie de la requête;
2. le total et le décompte des sommes à rembourser fixées dans l'ordonnance;
3. la possibilité de faire opposition à la requête;
4. le délai durant lequel le débiteur peut exercer son droit d'opposition auprès du greffe compétent;
5. l'avertissement au débiteur qu'à défaut de paiement ou d'opposition dans le délai indiqué, l'ordonnance sera revêtue de la formule exécutoire permettant au créancier de le contraindre par toutes voies de droit au paiement des sommes prévues par l'ordonnance.

6. L'opposition doit être signifiée au créancier dans le mois à compter de la signification de l'ordonnance.

L'acte d'opposition indique non seulement la juridiction saisie de l'opposition mais également les jour et heure où, dans le délai ordinaire des citations, les parties sont appelées à comparaître devant elle afin d'entendre statuer sur la cause.

Art. 1343. — En cas d'absence de remboursement ou d'opposition de la part du débiteur dans le délai prévu, l'ordonnance sera revêtue de la forme exécutoire et le créancier pourra en poursuivre l'exécution par toutes voies de droit.

En cas d'opposition:

1. si aucune partie ne se présente, la juridiction saisie de l'opposition constate l'extinction de l'instance; celle-ci rend non avenue l'ordonnance portant injonction à payer;
2. si une des deux parties se présente, la décision prononcée est réputée contradictoire;
3. le jugement rendu sur opposition se substitue à l'ordonnance portant injonction de payer.».

JUSTIFICATION

L'une des plaintes les plus fréquentes envers la justice belge est qu'elle fonctionne de manière trop lente, en tout cas dans certaines de ses composantes. Il est dès lors logique que les premiers remèdes proposés portent sur l'accélération des procédures judiciaires et sur la nécessité qu'elles se déroulent dans un délai raisonnable. Ce concept de procédure plus

Art. 1342. — De schuldenaar moet binnen één maand door de gerechtsdeurwaarder in kennis worden gesteld van de beschikking waarbij de vordering werd ingewilligd.

Die kennisgeving moet de volgende vermeldingen bevatten:

- 1° een kopie van het verzoekschrift;
- 2° het totaal en de specificatie van de terug te betalen bedragen als vastgesteld in de beschikking;
- 3° de mogelijkheid verzet aan te tekenen tegen het verzoekschrift;
- 4° de termijn waarbinnen de schuldenaar zijn recht op verzet kan uitoefenen bij de bevoegde griffie;
- 5° de verwittiging aan de schuldenaar dat, zo hij binnen de aangegeven termijn verzuimt tot betaling over te gaan of verzet aan te tekenen, de beschikking zal worden voorzien van het formulier van tenuitvoerlegging, waardoor de schuldeiser hem met alle rechtsmiddelen kan dwingen tot betaling van de in de beschikking vermelde bedragen;
- 6° de schuldeiser moet van het verzet in kennis worden gesteld binnen één maand te rekenen van de kennisgeving van de beschikking.

De akte van verzet vermeldt niet alleen de rechtbank waarbij het verzet werd aangetekend, maar ook de dag en het uur waarop de partijen, binnen de gebruikelijke dagvaardingstermijnen, worden opgeroepen voor die rechtbank te verschijnen zodat de zaak kan worden behandeld.

Art. 1343. — Zo de schuldenaar verzuimt binnen de aangegeven termijn tot betaling over te gaan of verzet aan te tekenen, wordt de beschikking voorzien van het formulier van tenuitvoerlegging en kan de schuldeiser de uitvoering ervan met alle rechtsmiddelen afdwingen.

In geval van verzet:

- 1° zo geen enkele partij verschijnt, stelt de rechtbank waarbij het verzet is aangetekend het verval van het geding vast, waardoor de beschikking houdende betalingsbevel vervalt;
- 2° zo één van de beide partijen verschijnt, wordt de beslissing geacht op tegenspraak te zijn geweest;
- 3° neemt het vonnis op verzet de plaats in van de beschikking houdende betalingsbevel.».».

VERANTWOORDING

Een van de meest gehoorde klachten over de Belgische Justitie heeft betrekking op de te trage werking ervan – of althans de trage werking van bepaalde onderdelen van Justitie. Daarom is het logisch dat de eerste terzake aangereikte remedies tot doel hebben de gerechtelijke procedures te bespoedigen en ervoor te zorgen dat ze binnen een redelijke ter-

rapide est évidemment très élastique et se prête à de larges interprétations. Les auteurs de l'amendement sont conscients que beaucoup de problèmes de capacité sont un peu trop rapidement réduits à un manque de personnel. C'est pourquoi ils estiment qu'il existe aussi d'autres méthodes pour accélérer les procédures.

De manière plus précise il convient de souligner que pour des créanciers de plus en plus nombreux, le recouvrement de créances impayées est un enjeu crucial. En effet, en moyenne, les débiteurs belges, entreprises et particuliers, paient leurs factures avec 16,3 jours de retard, obligeant dès lors les créanciers à avoir de plus en plus fréquemment recours au crédit bancaire et donc, à payer des intérêts élevés. A la date de l'échéance de paiement fixée contractuellement, seule une créance sur deux a été payée. En ce qui concerne les créances dont l'échéance est fixée à 35 jours, 10,5% ne sont pas payées après 90 jours et 5,3% ne le sont toujours pas après 180 jours. En moyenne, près de 3% des factures ne sont pas payées du tout. Partant, parmi les entreprises interrogées, trois sur cinq sont confrontées à des problèmes de cash-flow et près de 9% considèrent que leur survie est menacée.

Ce sont surtout les PME employant moins de 50 travailleurs qui, à la suite de mauvaises pratiques le paiement, sont confrontées à des problèmes de cashflow (+/- 75%) et de survie (12,5%)¹.

Actuellement, lorsque les PME veulent récupérer le montant de leurs créances impayées, celles-ci doivent faire intervenir plusieurs acteurs, dont le juge, afin d'obtenir un titre exécutoire leur permettant de récupérer le montant de ces créances.

Ces différents éléments ont eu pour conséquence qu'un large débat a eu lieu au niveau européen, débat qui a donné naissance à la directive 2000/35/CE de lutte contre les délais de paiement dans le cadre des transactions commerciales. Cette directive a été transcrite dans le droit belge par la loi du 2 août 2002 mais beaucoup de mauvais payeurs restent toujours aussi lents à la détente.

Le présent amendement permet un gain de temps pour les créanciers et un désengorgement des tribunaux. En outre, les droits de la défense sont respectés.

Il vise à adapter la procédure sommaire d'injonction de payer, de telle sorte qu'un jugement puisse être obtenu plus vite, plus simplement et à meilleur prix.

L'objectif est simplement, dans le cas d'affaires non contestées, d'épargner à la partie demanderesse les frais d'une procédure judiciaire longue et compliquée.

Dans de tels cas, il est possible d'alléger considérablement la procédure en donnant au juge la possibilité d'octroyer au créancier une sorte de «ticket» provisoire qui lui donne le droit de recouvrer sa créance. Si le débiteur ne réagit pas dans un délai déterminé, il est supposé donner son accord avec cette solution provisoire et il ne faut donc plus organiser d'audience contradictoire.

¹ Chiffres d'avril 2004.

mijn hun beslag krijgen. Dat concept van een snellere procedure is uiteraard zeer rekbaar en kan tot diverse interpretaties aanleiding geven. De indienster van dit amendement is zich ervan bewust dat de oorzaak voor de onvoldoende snelle procedures al te makkelijk wordt teruggebracht tot louter een gebrek aan personeel. Zij denkt dan ook dat er andere manieren bestaan om de procedures sneller te doen verlopen.

Meer in het bijzonder dient te worden beklemtoond dat het betalen van onbetaalde schulden voor almaar meer schuldeisers een prangend probleem vormt. Gemiddeld betalen de Belgische schuldenaars - ondernemingen én particulieren - hun facturen met een vertraging van 16,3 dagen, waardoor de schuldeisers steeds vaker geld moeten lenen bij de bank en dus hoge interesten betalen. Slechts één op twee schuldvorderingen wordt betaald binnen de contractueel vastgelegde betalingstermijn. Van de schuldvorderingen met een betalingstermijn van 35 dagen is 10,5% na 90 dagen niet terugbetaald en 5,3% zelfs nog niet na 180 dagen. Gemiddeld wordt 3% van de facturen helemaal niet betaald. Bijgevolg ondervinden drie op vijf van de ondervraagde ondernemingen *cashflow* problemen en is bijna 9% van oordeel dat hun overleving op het spel staat.

Vooraf de kmo's met minder dan vijftig werknemers kampen ingevolge wanbetaling met *cashflow* problemen (+/- 75%) of zelfs met overlevingsproblemen (+/- 12,5%)¹.

Wanneer een kmo momenteel een onbetaalde schuld wil doen betalen, moet zij daartoe verschillende actoren inschakelen, onder wie de rechter, teneinde in het bezit te worden gesteld van een uitvoerbare titel waarmee zij de bewuste bedragen in ontvangst kan nemen.

Al die aspecten hebben op Europees vlak geleid tot een ruim debat dat is uitgemond in Richtlijn 2000/35/EG van het Europees Parlement en de Raad van 29 juni 2000 betreffende bestrijding van betalingsachterstand bij handelstransacties. Die richtlijn werd in het Belgische recht omgezet bij de wet van 2 augustus 2002, maar dat lijkt veel wanbetalers niet te deren.

Dit amendement moet de schuldeisers tijdwinst en de rechtbanken minder werk opleveren. Bovendien worden de rechten van de verdediging geëerbiedigd.

Concreet is het de bedoeling de summier procedure «om betaling te bevelen» zodanig aan te passen dat een vonnis sneller, eenvoudiger en goedkoper kan worden verkregen.

Eigenlijk gaat het er gewoon om de verzoekende partij in niet-betwiste aangelegenheden een lange en ingewikkelde procedureslag te besparen.

In dergelijke gevallen is het mogelijk de procedure danig te verlichten door de rechter de mogelijkheid te bieden de schuldeiser een soort «voorlopig ticket» te geven dat hem het recht verleent het hem verschuldigde bedrag in ontvangst te nemen. Reageert de schuldenaar niet binnen een welbepaalde termijn, dan wordt hij geacht in te stemmen met die voorlopige beslissing en is er dus niet langer nood aan een zitting op tegenspraak.

¹ Cijfers van april 2004.

Ce principe général de «l'inversion du contentieux» est appliqué avec succès en France dans le cadre de la «procédure sommaire d'injonction de payer», qui permet de traiter plus d'un million d'affaires par an.

En Belgique, la procédure sommaire d'injonction de payer n'est pas adaptée pour un certain nombre de raisons.

Les points principaux qui caractérisent cette procédure sont les suivants:

- l'intervention du juge est prévue dès le début de la procédure;
- la représentation du créancier par un mandataire est exigée;
- un montant maximum pour la créance est prévu;
- il revient au juge d'apprécier le caractère vraisemblable de la créance, ce qui rend très aléatoire la recevabilité de la demande du créancier;
- la notification de l'ordonnance est faite par l'intermédiaire d'un huissier de justice.

En modifiant la technique de la procédure sommaire d'injonction de payer par l'introduction de la notion d'inversion du contentieux, la procédure visant l'obtention rapide d'un titre exécutoire sans débat contradictoire sera grandement simplifiée.

Ce système veut que le juge saisi commence par prendre une décision au vu des apparences. A ce stade, la décision du juge ne constitue en rien un jugement. Par la suite la décision est portée à la connaissance du débiteur qui a alors le choix suivant:

- soit payer la dette immédiatement, et dans ce cas le problème est réglé;
- soit ne pas réagir. Dans ce cas, la décision aura force de chose jugée et autorisera le recouvrement judiciaire;
- soit contester. Un débat contradictoire sera alors organisé. Il sera désormais provoqué en dernier recours par le débiteur, et non plus par le créancier au début de la procédure, comme c'est le cas actuellement. Cette proposition permet d'augmenter considérablement le pourcentage de récupération des créances et, de surcroît, de manière beaucoup plus rapide.

Elle permet également de répondre au problème de l'arriéré judiciaire et du délai raisonnable.

Par ailleurs il est également nécessaire d'adapter les procédures judiciaires afin d'éviter que l'ampleur des coûts inhérents à l'action en justice, tels les honoraires et les impôts indirects, ne dissuadent les titulaires de telles créances de faire valoir leurs droits.

Les auteurs du présent amendement sont d'avis que l'efficacité de cette nouvelle procédure sommaire d'injonction de payer, intégrant la notion d'inversion du contentieux diminuera au fur et à mesure que le montant de la créance à recouvrer tendra vers la portion congrue. Plus la créance sera modique, plus le

Dat algemene beginsel van de «omkering van het geschil» wordt met succes toegepast in Frankrijk, in het raam van de daar vigerende «*procédure sommaire d'injonction de payer*». Aldus kunnen daar jaarlijks ruim één miljoen zaken worden afgehandeld.

In België is de «summiere rechtspleging om betaling te bevelen» om een aantal redenen onaangepast.

De voornaamste kenmerken van die procedure zijn als volgt:

- de rechter treedt van bij het begin van de procedure op;
- de schuldeiser moet worden vertegenwoordigd door een gemachtigde;
- er geldt een maximumbedrag voor de schuldvordering;
- het komt de rechter toe de aannemelijkheid van de schuldvordering te beoordelen, waardoor het allesbehalve zeker is dat de vordering van de schuldeiser ontvankelijk wordt verklaard;
- de kennisgeving van de beschikking gebeurt via een gerechtsdeurwaarder.

Door de summiere procedure om betaling te bevelen bij te sturen door te voorzien in het begrip «omkering van het geschil», wordt de procedure om snel een uitvoerbare titel te verkrijgen (zonder debat op tegenspraak) heel wat eenvoudiger.

Die werkwijze houdt in dat de geadiëerde rechter van bij aanvang een beslissing neemt op grond van kennelijke feiten. In deze fase is de beslissing van de rechter hoegenaamd geen vonnis. Vervolgens wordt de beslissing ter kennis gebracht van de schuldenaar, die de keuze heeft:

- ofwel zijn schuld onverwijld betalen, waardoor het probleem van de baan is;
- ofwel niet reageren, waardoor de beslissing van de rechter in kracht van gewijsde gaat en invordering langs gerechtelijke weg mogelijk wordt;
- ofwel de beslissing betwisten, waarop een debat met uiteenzetting door beide partijen wordt georganiseerd. Voortaan komt dat debat er alleen maar in laatste instantie en op initiatief van de schuldenaar, dus niet langer bij aanvang van de procedure en op initiatief van de schuldeiser. Dankzij de hier voorgestelde procedure kan het aantal betalingen van de schuldvorderingen fors worden opgevoerd. Bovendien zal een en ander veel sneller verlopen.

Ook wordt aldus een antwoord geboden op de gerechtelijke achterstand en op de problemen die de rechtbanken ondervinden om binnen een redelijke termijn hun vonnissen te wijzen.

Voorts is het ook noodzakelijk de gerechtelijke procedures aan te passen teneinde te voorkomen dat de kosten van een rechtsovername, zoals de honoraria en de indirecte belastingen, de schuldeisers ervan weerhouden hun rechten te doen gelden.

De indienster van dit amendement denkt dat door de doeltreffendheid van de hier voorgestelde, nieuwe summiere procedure om betaling te bevelen (mét omkering van het geschil), er steeds minder een beroep op zal worden gedaan naarmate het bedrag van de in te vorderen schuld daalt. Hoe kleiner dat

justiciable hésitera à initier une procédure qui risquerait de ne pas être rentable pour lui.

Il peut évidemment recourir à un avocat pour déterminer la pertinence de poursuivre ou non son débiteur.

Il n'en restera pas moins que l'avocat sera dans la quasi incapacité d'évaluer les chances pour son client de recouvrer sa créance, vu le peu de moyens dont il disposera pour s'assurer de l'état du patrimoine du débiteur ou de son état de solvabilité. Dès lors, il est probable qu'il devra faire appel à un huissier de justice qui lui s'est vu octroyer l'accès à différentes bases de données susceptibles de lui fournir ces diverses indications.

Il est dès lors proposé que l'huissier de justice puisse être directement consulté par le justiciable, à l'instar de l'avocat. De la sorte, le créancier qui le désire pourra se procurer une photographie fidèle du patrimoine du débiteur et de son état de solvabilité, moyennant une somme raisonnable, tout en bénéficiant des conseils éclairés de l'huissier de justice quant aux chances de recouvrement et aux voies les plus adéquates pour y parvenir.

Cette modification dispenserait, ainsi, le justiciable de devoir faire appel successivement à deux acteurs du droit, l'huissier de justice étant parfaitement compétent pour s'assurer, en l'absence de l'avocat, que la requête a bien été introduite en bonne et due forme.

Les auteurs préconisent de procéder par étapes. Dans un premier temps, limiter la possibilité de cette démarche aux situations précaires: c'est à dire lorsque le juge saisi le sera en dernier ressort, une restriction qui respectera la *ratio legis* profonde de l'amendement envisagé. Et dans un deuxième temps, étendre cette possibilité aux autres types de créances si cela s'avère nécessaire.

Marie-Christine MARGHEM (MR)

N° 55 DE M. GIET

Art. 9

Au 1°, dans le texte proposé, quatrième tiret, remplacer les mots «le jugement des ...» par les mots «le règlement des conflits sur la compétence».

Thierry GIET (PS)

bedrag, hoe minder de rechtzoekende geneigd zal zijn een procedure in te stellen die hem niet veel dreigt op te leveren.

Uiteraard kan de schuldeiser een beroep doen op een advocaat teneinde na te gaan of het al dan niet zin heeft zijn schuldenaar te vervolgen.

Niettemin zal die advocaat haast niet bij machte zijn terzake de kansen op succes van zijn cliënt in te schatten, aangezien hij slechts over weinig gegevens beschikt om de staat van het vermogen of de solvabiliteit van de schuldenaar te evalueren. Daarom zal de schuldeiser zich wellicht tot een gerechtsdeurwaarder moeten richten, die specifiek de toestemming heeft gekregen de verschillende gegevens in te kijken die terzake die nodige aanwijzingen kunnen verstrekken.

Derhalve wordt hier voorgesteld dat de rechtzoekende zich, net als tot een advocaat, direct tot een gerechtsdeurwaarder kan wenden. Op die manier krijgt de schuldeiser die dat wenst tegen een schappelijke prijs een getrouw beeld van het vermogen en de solvabiliteit van zijn schuldenaar; tegelijk kan hij dan rekenen op de onderbouwde raadgevingen van de gerechtsdeurwaarder in verband met zijn kansen op een succesvolle betaling en de meest doeltreffende manieren om dat doel te bereiken.

Die wijziging van de procedure voorkomt dat de rechtzoekende achtereenvolgens twee rechtsactoren moet inschakelen. Gerechtsdeurwaarders zijn immers perfect in staat om, zonder de hulp van een advocaat, na te gaan of het verzoekschrift naar behoren werd ingesteld.

De indienster stelt voor stapsgewijs tewerk te gaan. In een eerste fase moet deze proceduremogelijkheid worden voorbehouden aan de precaire gevallen, dat wil zeggen de gevallen waarin de rechter in laatste aanleg werd geadieerd; die werkwijze strookt overigens met de échte *ratio legis* van dit amendement. In een tweede fase kan deze proceduremogelijkheid zo nodig worden uitgebreid tot de andere types schuldvorderingen.

Nr. 55 VAN DE HEER GIET

Art. 9

In de ontworpen tekst naast punt 1°, vierde gedachtestreepje, de woorden «de berechting van excepties van onbevoegdheid» vervangen door de woorden «de beslechting van geschillen betreffende de bevoegdheid».